la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

Esquisse de la géographie économique du Monde

par **Robert Louzon**

LA CRISE DE L'ETAT NATIONAL

par **Andrée-Gélo**

Vergigny, commune de l'Yonne

par **A.-V. Jacquet**

VELLÉITÉS DE RÉSISTANCE SYNDICALE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

par **Paul Barton**

NOTRE TITRE EST-IL ABSURDE ?

Opinions de : **Vallet-Sanglier, Maubec, F. Meiller, Le Bot, Jean Duperray, Louis Simon.**

18e année. — N° 340. — Nouvelle série n° 39. JUIN 1950. — Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	230 fr.
Un an	400 fr.

EXTERIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 39 - JUIN 1950

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

ESQUISSE DE LA GEOGRAPHIE ECONOMIQUE DU MONDE

(SUITE ET FIN (*)

L'économie hercynienne

Notre économie hercynienne procède essentiellement d'une immense découverte technique celle de la transformation de la chaleur en mouvement, et d'un changement qui en est pour une part la conséquence : la substitution du bois fossile au bois vivant comme source de chaleur.

LA MACHINE A VAPEUR ET LA MECANIQUE

Ce que nous appelons production n'est, en réalité, qu'un déplacement. Nous ne produisons pas de la matière, nous la changeons de place seulement. Tisser une étoffe, c'est déplacer des fils afin de les mettre parallèlement ou perpendiculairement les uns aux autres; construire une machine revient à forger des pièces de métal, c'est-à-dire à déplacer à coups de marteau les unes par rapport aux autres les différentes parties d'un lingot, puis à usiner ces pièces, c'est-à-dire à en détacher des copeaux, autrement dit en déplacer les couches superficielles, enfin, à mettre les pièces usinées les unes à côté des autres dans un certain ordre afin de les assembler, c'est-à-dire encore déplacer, et uniquement déplacer; même dans l'agriculture, seul travail « productif » d'après les physiocrates, le paysan ne fait, quand il laboure, que déplacer de la terre, et déplacer des grains lorsqu'il ensemence.

On aura beau chercher, on ne trouvera jamais dans n'importe quelle « production » humaine autre chose qu'un déplacement de matière. Qu'il s'agisse de transport proprement dit ou qu'il s'agisse de « production », on ne procède jamais qu'à un transport (1). Produire n'est que mouvoir.

Or, pour opérer les déplacements qui sont nécessaires pour « produire », l'homme a toujours cherché à s'aider du concours de forces naturelles, seul moyen pour lui de produire plus d'énergie qu'il n'en dépense lui-même seul moyen d'aller « au delà des forces humaines ». En ajoutant à sa force personnelle celles d'agents naturels qu'il peut se contenter de guider ou de déclencher afin qu'elles déplacent ce qu'il désire, dans le sens qu'il désire, il arrive, et par là seulement, à produire plus qu'il ne lui faut pour entretenir sa propre force, et plus est grande la différence entre la puissance des forces qu'il utilise et celle qu'il lui faut dépenser pour les utiliser, plus grande est sa « productivité ».

C'est pourquoi, dès les débuts de la période de la pierre polie (néolithique), soit il y a peut-être quelque trente mille ans, l'homme imagina de « domestiquer » certains animaux, c'est-à-dire se servir de leur force pour opérer les déplacements qui lui étaient personnellement utiles. A peu près, sans doute, vers la même époque, il imagina la voile, qui utilisait cette fois une force inanimée, celle du vent, pour le déplacer, lui ou ses marchandises, sur l'eau.

Durant la civilisation antique, au temps de l'empire romain tout au moins, il fit un pas de plus : il découvrit l'art d'utiliser le courant des ruisseaux et des rivières pour faire tourner des roues dont il employait la rotation à disloquer les grains nécessaires à son alimentation.

Mais dans tous ces cas il ne s'agissait que de transformations *mécaniques*. On utilisait un mouvement, celui des animaux, de l'air ou de l'eau, pour amener un autre mouvement.

Un important pas en avant fut fait au XIV[e] siècle lorsque l'on découvrit qu'il était possible de produire du mouvement non plus en utilisant simplement de l'énergie mécanique, mais de l'énergie chimique. Cette découverte fut celle de la poudre à canon qui permettait d'employer la force dégagée par l'explosion d'un mélange combustible pour déplacer avec une grande vitesse, ou, mieux encore, pour disloquer en petits morceaux une masse de matière quelconque, un rocher par exemple, ce qui économisait un grand nombre de coups de pioche et de masse.

Il fallut cependant attendre encore quatre siècles, c'est-à-dire le XVIII[e] siècle (2), pour qu'on s'aperçût que non seulement la combustion instantanée de l'explosion, mais la combustion ordinaire, la combustion lente, pouvait, elle aussi, produire du mouvement.

(*) Causerie faite les 10 et 11 mars 1950 à Bordeaux, au Cercle girondin d'Etudes sociales et économiques. Début dans le numéro 38, mai 1950.

(1) Il arrive assez souvent que des travailleurs des transports, des cheminots par exemple, disent : « Nous autres, producteurs... », ce qui fait sourire les messieurs distingués et « instruits » qui se piquent de connaître l'économie politique. « Transporter n'est pas produire », disent-ils, « les cheminots ne sont pas des producteurs. » Ce que nous venons de dire montre qu'au contraire, ce sont les cheminots qui ont raison. Ici comme toujours, c'est le langage populaire qui est le bon ; lui seul exprime la vérité profonde, tandis que celui des puristes ne fait que la déformer.

(2) Pour la machine à vapeur, comme pour presque toutes les grandes inventions techniques, il est difficile de préciser la date de l'invention car tout dépend de ce que l'on entend par une invention : est-ce la première idée ou est-ce la première réalisation pratique ? Ainsi que le dit Jacques Duclaux, personne n'a inventé la machine à vapeur :

« James Watt naquit à Greenock, près de Glasgow, en 1736, et mourut en 1819. Il fut un inventeur de génie, et si on ne peut pas dire qu'il inventa la machine à vapeur, en tout cas il la prit à l'état d'ébauche et lui donna sa forme. Personne ne l'a inventée. Même la turbine à vapeur, qui passe pour une création moderne, a été suggérée en 1629 par un Italien nommé Brancas.

[On peut même remonter beaucoup plus loin, car les auteurs anciens décrivent une petite machine, dont on ignore l'usage, remontant à l'époque hellénistique, soit il y a plus de deux mille ans, et qui consistait en une boule creuse tournant d'une façon continue sous l'action de la vapeur.] — R. L.

« Vers 1650, le marquis de Worcester écrivit un livre décrivant cent inventions qu'il avait faites lui-même, dont l'une était une sorte de machine à vapeur :

Il y avait longtemps que l'homme connaissait le feu ; il savait faire le feu sans doute depuis à peu près la même époque que celle à laquelle il se rendit compte de l'existence du mouvement, car les plus anciens restes d'hommes que les fouilles paléontologiques ont mis au jour sont toujours mêlés à des pierres noircies, ce qui prouve que l'homme connut l'art du feu presque dès son apparition sur la terre, en tout cas depuis quelques centaines de milliers d'années.

Mais durant ces centaines de milliers d'années pendant lesquelles il fit du feu pour se chauffer ou cuire ses aliments et pendant lesquelles il lui fallut également opérer des déplacements de matière, quand ça n'aurait été que pour tailler ses silex, l'homme ne soupçonna pas que le feu pouvait donner du mouvement, que la chaleur pouvait se transformer en énergie mécanique, bien que ce fût par la transformation exactement inverse, en frottant, c'est-à-dire par du mouvement, que, depuis l'origine, il obtenait le feu.

Cette découverte capitale de la transformation de la chaleur en énergie mécanique, cette utilisation du feu, non plus seulement pour chauffer, mais pour mouvoir, fut le résultat de l'invention de la machine à vapeur. Grâce à celle-ci, l'homme allait avoir à sa disposition, pour opérer les déplacements qui constituent sa production, une source considérable d'énergie : toute l'énergie chimique latente qui existe dans un mélange de carbone et d'oxygène et que la présence d'un point en ignition suffit pour libérer. Telle fut la grande révolution qui est à l'origine de notre civilisation et qui continue à en être le fondement.

Certes, l'énergie ainsi mise à la disposition de l'homme n'était pas gratuite. Il fallait obtenir le combustible, l'amener sous la chaudière et l'y faire brûler, sans compter le travail nécessité par la construction de la chaudière et de la machine à vapeur. Mais il s'avéra bientôt que tout ce travail ne représentait qu'une petite fraction du travail que l'homme aurait dû exécuter s'il lui avait fallu faire directement et personnellement le travail que faisait la nouvelle machine. La productivité du travail humain était donc accrue, accrue même considérablement. Et c'est pourquoi une nouvelle civilisation allait naître.

Toutefois, l'invention de la machine à vapeur aurait été loin de donner tout ce qu'elle a donné si l'on n'avait point, simultanément bien que d'une manière indépendante, sinon « découvert » la mécanique, car les tout premiers débuts de celle-ci remontent aux plus anciens temps de l'histoire, mais fait faire à la mécanique, c'est-à-dire à l'art de transmettre un mouvement ou de le transformer en un autre, un progrès brusque, équivalant presque à une naissance.

La connaissance de la filature et du tissage remonte, sans doute, comme celle de la culture ou de l'élevage des animaux, aux premiers temps de l'âge de la pierre polie, mais, malgré quelques outils auxiliaires tels que le rouet, le travail direct de la main jouait encore, au début du XVIII[e] siècle, le rôle essentiel dans la formation des fils et dans leur assemblage. Les appareils rudimentaires employés fonctionnaient bien, avec les fibres textiles les plus communément utilisées autrefois, telles que le lin et la laine ; en revanche, ils s'adaptaient assez mal, surtout en ce qui concerne le filage, au travail du coton. C'est pourquoi l'accroissement de l'usage du coton au XVIII[e] siècle, du fait de la mode des « indiennes », étoffes imprimées qui ne pouvaient se faire qu'en coton, amena les chercheurs à imaginer de nouveaux moyens de filer et de tisser, ce qui les conduisit, surtout pour le filage, à la construction de véritables machines, sensiblement plus compliquées que les précédentes, de vraies mécaniques, par lesquelles le mouvement initial était transmis aux fibres par toute une série d'intermédiaires. Grâce aux progrès ainsi réalisés dans l'art de transmettre et de transformer les mouvements, la machine à vapeur allait pouvoir réaliser toutes ses possibilités.

C'est cette double invention simultanée de la machine à vapeur et des métiers textiles mécaniques qui constitue ce que l'on a appelé, à juste titre, la *révolution industrielle*. Elle précède de quelques décades à peine la Révolution française.

LA HOUILLE EN PLACE DU BOIS

Le second facteur déterminant de notre économie moderne consiste dans l'avènement de la houille comme combustible.

Lorsque l'on ne faisait du feu que pour se chauffer, les deux combustibles presque uniquement employés étaient le bois et le charbon de bois. Le « charbon » tout court, c'était le charbon de bois, et non le charbon de terre, comme de nos jours. Même en Angleterre, dont le sous-sol renferme presque partout du charbon, et souvent presque à fleur de terre, ce n'est guère qu'au XVII[e] siècle qu'on entend parler sérieusement de la houille comme combustible, et encore est-ce pour l'interdire, la reine Elizabeth estimant que le charbon de terre faisait une fumée trop noire qui salissait les maisons de Londres.

Mais avec l'invention de la machine à vapeur, l'utilisation de la combustion comme source de force motrice nécessita bientôt des quantités considérables de combustible, hors de proportion avec les quantités précédemment employées, alors qu'on n'en avait besoin que pour le chauffage. D'autre part, il convenait d'obtenir de la chaudière le maximum de vapeur par mètre carré de grille, ce qui ne pouvait s'obtenir qu'avec un combustible ayant le pouvoir calorifique le plus élevé possible. Pour ces deux raisons, le vieux combustible millénaire, le bois qui ne donne que 3.600 calories, et son dérivé le charbon de bois,

---

l'idée lui en avait été suggérée par un couvercle de marmite qui, trop bien assujetti, avait tout de même fini par céder à la pression de la vapeur et avait voulu s'enfuir par la cheminée. En 1683, Samuel Morland présenta au roi Louis XIV une machine à vapeur « qui serait d'un grand service au genre humain, particulièrement pour l'élévation des eaux »... Il est généralement admis que la première machine à vapeur qui ait fonctionné normalement est celle que Denis Papin construisit en 1695... Quand il eut atteint l'âge d'homme, Watt se trouva en face d'un outil extrêmement primitif que l'on devait à Newcomen et qui était appelé la machine atmosphérique. La vapeur produite par une chaudière, à une pression à peu près égale à la pression atmosphérique, était dirigée dans un cylindre de métal vertical muni d'un piston. Quand le cylindre en était plein, on y faisait arriver de l'eau froide : la vapeur se condensait, le vide se faisait et la pression atmosphérique agissant sur l'autre face du piston le faisait redescendre avec force. C'était donc l'atmosphère et non la vapeur qui produisait le travail, d'où le nom de la machine... Le 5 janvier 1769 James Watt déposa en Angleterre une demande de brevet qui contenait quatre inventions capitales... » **(L'homme devant la science.)**

durent céder la place à la houille qui en fournit 9.000.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, du fait également d'une nouvelle invention, le bois allait devoir céder la place à son rival même pour le chauffage, dans ce qui avait été jusqu'alors l'un de ses principaux emplois industriels.

On sait qu'à de très rares exceptions près, les métaux ne se trouvent pas dans le sol tels quels. Ils y gisent sous forme de minerais, c'est-à-dire de composés chimiques (généralement oxydes ou sulfures) plus ou moins intimement mêlés à des terres ou à des roches stériles. Le moyen de séparer le métal à la fois des corps auxquels il est combiné et de ceux avec lesquels il est mélangé est de fondre le tout : le métal, plus lourd, tombe au fond, tandis que le reste est volatilisé ou surnage; la séparation est alors facile. Depuis l'âge du cuivre, c'est-à-dire depuis à peu près les débuts de la civilisation, l'homme savait réaliser cette opération en obtenant la chaleur nécessaire à la fusion par le combustion de charbon de bois mélangé au minerai.

Or, on imagina, toujours en cette même période si extraordinairement féconde des XVII[e] et XVIII[e] siècles, de carboniser la houille par un procédé analogue à celui que l'on utilisait pour transformer le bois en charbon de bois, et l'on obtint ainsi le « coke », dont le mélange aux minerais métalliques, à la place du charbon de bois, permettait de construire des fours beaucoup plus grands, le coke, plus résistant que le charbon de bois, pouvant supporter des charges plus élevées sans se réduire en poussière, chose qui boucherait le tirage.

Ainsi, par tous les côtés, le bois se trouvait détrôné. Aussi bien le combustible qui va servir à la nouvelle production de force motrice que celui qui va être désormais utilisé dans l'antique industrie de la métallurgie sera la houille.

CONCENTRATION DE L'INDUSTRIE SUR LES BASSINS HOUILLERS

Ce changement de combustible a eu une conséquence extrêmement importante.

Toutes les industries qui ont besoin de force motrice ou qui ont des minerais à fondre ont intérêt à s'établir sur les lieux mêmes de la production du combustible afin d'éviter le travail que représenterait son transport en des lieux d'utilisation éloignés. Or, tandis que les forêts sont largement répandues dans les deux zones tempérées, sans compter la zone équatoriale, les gisements de charbon n'existent qu'en certains points, très localisés, le long de l'ancienne chaîne hercynienne. Il s'ensuivit que l'industrie née de la révolution industrielle fut une industrie concentrée en quelques rares points de la surface terrestre, concentrée sur les bassins houillers.

Cette concentration est le trait dominant de la géographie économique d'aujourd'hui et c'est elle qui détermine le courant des échanges mondiaux.

Toutes les industries qui ont besoin de force motrice et de chaleur, au premier rang desquelles sont celles que nous avons vu être à l'origine de la révolution industrielle, l'industrie textile et la métallurgie, se pressent sur les bassins houillers ou dans leur voisinage. Mais si ces industries disposent là, sur place, de la force et de la chaleur, elles n'y trouvent pas forcément les matières auxquelles elles ont à appliquer cette force ou cette chaleur. Leurs « matières premières » devront venir la plupart du temps d'autres régions, celles où elles existent naturellement ou celles où on peut les obtenir avec le moins de travail.

D'autre part, l'énergie que le charbon fournit, ainsi que nous l'avons dit, n'est pas gratuite. Elle peut fournir beaucoup plus de travail que le travail humain qu'elle exige pour être mise en œuvre, mais étant donné l'énormité du premier, le second est encore très grand. Ces régions industrielles ont donc besoin de beaucoup de main-d'œuvre, aussi sont-elles devenues de véritables fourmilières d'hommes, d'hommes qui ont besoin d'être alimentés, et comme elles sont bien trop petites pour les alimenter, il leur faut faire venir des vivres du dehors.

Ainsi s'est établi un grand courant d'échanges centripète qui apporte aux régions industrielles des bassins houillers matières premières et denrées alimentaires, tandis que s'établit, en contrepartie, un courant d'échanges centrifuge par lequel sont distribués aux différentes parties du monde les produits de l'industrie des bassins houillers, soit sous la forme d'objets fabriqués, immédiatement prêts pour la consommation, soit, plus souvent, sous celle de « demi-produits », qui ne seront transformés en produits finis que plus près des lieux ou sur les lieux mêmes de leur consommation.

Telle est la structure de la géographie économique moderne.

LES DIVERSES REGIONS INDUSTRIELLES ET LEURS FOURNISSEURS

Il nous reste, pour terminer, à énumérer brièvement ces grandes régions industrielles, centres vitaux du monde moderne, nœuds autour desquels s'organise toute l'activité économique mondiale, et à voir quels sont leurs principaux centres d'approvisionnement.

Ce sera d'ailleurs vite fait, car ces régions sont en petit nombre; on peut les compter sur les doigts. Nous en dénombrerons six sur l'arc européano-américain et deux sur l'arc asiatique.

La plus ancienne des régions industrielles est naturellement celle-là même où ont été faites les premières inventions, celle où a débuté la révolution industrielle, c'est-à-dire la *Grande-Bretagne*. Cependant, elle doit d'être la première-née non seulement à ce qu'elle est la patrie de Hargreaves, inventeur du métier à filer; de Compton, inventeur du métier à tisser; de Watt, inventeur de la machine à vapeur, et des premiers carbonisateurs de la houille, mais aussi à ce que son sous-sol recèle du charbon en quantités énormes (encore 150 milliards de tonnes exploitables, (d'après les estimations), des charbons de natures diverses et de bonne qualité, de qualité exceptionnelle même pour certaines sortes (houille à longue flamme du pays de Galles pour les chaudières des navires à vapeur par exemple.) Ce charbon est généralement reparti en couches peu profondes et suffisamment épaisses , facilement exploitables. On a dit avec raison que l'Angleterre était un bloc de charbon suspendu sur la mer. La houille s'y suit, en effet, presque sans interruption (il n'y a jamais plus de 80 kilomètres entre deux bassins), depuis le Sud du pays de Galles, et même depuis le Sud de Londres, jusqu'en Ecosse.

Les deux grandes industries de base, la métallurgie et le textile, sont situées en plein

centre du pays, la métallurgie étant particulièrement centrée sur Birmingham, le textile sur Manchester pour le coton et sur Leeds pour la laine.

La région industrielle qui vient après, dans l'ordre chronologique, son développement datant à peu près du milieu du siècle dernier, est celle qui, située sur le bassin houiller *fanco-belge* comprend le Nord de la France et le Sud de la Belgique. Ce gisement est à tous les points de vue très inférieur aux gisements anglais. La quantité de charbon y est assez réduite (même pas 20 milliards de tonnes pour la France d'après les estimations); la qualité n'en est que moyenne, et, surtout, la faible épaisseur des couches et leur dislocation en rendent l'exploitation très onéreuse.

La métallurgie y est groupée principalement autour de Valenciennes et de Liège, le textile autour de Lille, Gand et Verviers.

Puis, dans les dernières décades du XIX[e] siècle, deux centres nouveaux prirent une importance énorme, l'un en Allemagne, l'autre en Amérique.

Celui d'Allemagne est constitué par le bassin houiller *rhénan-westphalien,* dont la métallurgie s'allonge le long de la Ruhr (Essen, Bochum, etc.), et l'industrie textile un peu plus au sud, dans la vallée de la Wuper (Barmen, Elberfeld). Le charbon y est abondant (150 milliards de tonnes environ), d'assez bonne qualité et plus facilement exploitable que dans le bassin franco-belge, les couches étant sensiblement moins disloquées.

Mais c'est en Amérique que nous devons naturellement aller pour trouver le colossal : dans la région nord-est des Etats-Unis, les bassins houillers, à tous les points de vue, laissent loin derrière eux tout ce que nous venons de voir. Ces bassins qui s'étendent parallèlement à la côte de l'Atlantique, sur le plateau des *Apalaches,* depuis la Pennsylvanie jusqu'au Tennessee, soit sur huit cents kilomètres de longueur, renferment une quantité énorme de charbon : on l'évalue à quelque 2.000 milliards de tonnes au moins, soit plus de treize fois l'ensemble des ressources britanniques; ils contiennent tous les charbons, depuis l'anthracite jusqu'aux houilles pour chaudière et jusqu'aux houilles à gaz en passant par le charbon à coke; enfin, et surtout, ces gisements se présentent sous forme de couches épaisses, régulières et situées à si faible profondeur que, la plupart du temps, on peut les exploiter à ciel ouvert ou par galeries ouvertes à flanc de coteau.

D'où le prodigieux développement de la métallurgie américaine : sa production d'acier est environ le quintuple de celle des pays européens dont la production est la plus élevée. Cette industrie métallurgique est particulièrement concentrée sur les bords du lac Erié et dans la région de Pittsburgh. Le textile est un peu plus à l'est, dans les vieux Etats de la Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, Rhode-Island).

Au fur et à mesure que le temps avance, de nouveaux centres naissent, sur des bassins houillers qui sont de plus en plus éloignés du berceau de la révolution industrielle. C'est ainsi que les dernières années du siècle dernier voyaient se créer une nouvelle région industrielle, en Russie, sur le bassin houiller du *Donetz,* dans l'Est de l'Ukraine, création qui fut l'œuvre de capitaux et d'ingénieurs belges et français.

C'est à peu près à la même époque que l'antique région métallurgique et textile du bassin houiller de la *Silésie* prit à son tour son essor comme région industrielle moderne, mais, jusqu'aujourd'hui, elle resta handicapée dans son développement du fait de son partage entre trois Etats différents, d'abord les trois Etats qui s'étaient partagé l'ancienne Pologne : Prusse, Russie et Autriche — puis leurs successeurs.

A ces cinq régions qui sont toutes situées sur la partie européo-américaine de la chaîne hercynienne, il s'en est ajouté, entre les deux guerres, deux autres, mais situées, cete fois, en Asie.

L'une est celle du bassin houiller de *Kouznetsk* en Sibérie, un peu au sud du Transsibérien, au tiers environ de la distance qui sépare l'Oural du Pacifique (réserves de charbon évaluées à 330 milliards de tonnes). L'autre est celle que les Japonais ont créée en *Mandchourie,* après qu'ils eurent occupé le pays dans les années 1930; elle a, elle aussi, pour raison d'être un bassin houiller, mais dont on connaît mal l'importance. D'ailleurs, aussi bien pour l'une que pour l'autre de ces deux nouvelles régions, on ne sait, bien entendu, que fort peu de chose, si ce n'est qu'elles existent.

Telles sont donc les sept grandes régions industrielles du monde, dont l'une au moins, l'ancêtre, a déjà dépassé son apogée, dont d'autres (Allemagne, Amérique) peuvent être considérées comme étant présentement en pleine maturité et dont celles d'Asie sont encore tellement à leurs débuts qu'il serait audacieux de prédire leur avenir.

En ce qui concerne les matières premières et les produits alimentaires qui viennent se faire traiter ou se faire consommer sur ces bassins houillers, ils viennent de toutes les régions du monde.

Comme minerai, matière première de la métallurgie, les deux plus importants gisements de minerais de fer sont situés l'un en Europe, en Lorraine : c'est un gisement qui renferme une très grande quantité de minerai, mais un minerai à assez faible teneur (guère plus de 40 % de fer pour les meilleures sortes) — et l'autre aux Etats-Unis, à l'extrémité occidentale du lac Supérieur : son tonnage est sensiblement inférieur à celui du gisement lorrain (1 milliard et demi de tonnes au lieu de 4 milliards), mais le minerai y est infiniment plus riche (50 % de fer et même davantage) (3). Ces deux gisements alimentent exclusivement les régions industrielles qui en sont le plus proche : le gisement du lac Supérieur, la métallurgie du Nord-Est des Etats-Unis ; le gisement lorrain, la métallurgie française et celle de la Ruhr.

Le Donetz a, sur place même, le minerai de fer de Krivoï-Rog ; le bassin de Kouznetsk traite le minerai de Magnitogorsk situé à près de 2.000 kilomètres de lui, et la Mandchourie doit probablement trouver du minerai de fer dans son voisinage, mais l'Angleterre est obligée de s'adresser à des gisements répartis un peu partout dans le monde, en Espagne, en Afrique du Nord, en Suède, et qui sont chacun relativement de peu d'importance par rap-

(3) Deux gisements d'importance et de teneur comparables à celui du lac Supérieur auraient été découverts ces dernières années, l'un dans l'Extrême-Nord du Canada, dans la région du Labrador et l'autre au Venezuela, dans l'intérieur ; tous deux seraient sur le point d'être mis en exploitation.

port aux deux grands dont nous avons parlé.
Le cuivre, qui est le métal le plus important après le fer, a ses gisements situés beaucoup plus loin des centres industriels. A l'heure présente on le trouve surtout dans deux régions : d'une part, en Amérique où ses minerais forment une longue ligne extrêmement discontinue, à peu près parallèle à la côte du Pacifique, qui court le long des Rocheuses et des Andes, depuis à peu près le Nord des Etats-Unis jusque dans le Nord du Chili ; d'autre part, en Afrique, en plein cœur de l'Afrique, de part et d'autre de la frontière qui sépare le Congo belge de la Rhodésie.

Le plomb et le zinc sont dispersés ; l'aluminium, dont les gisements français de Provence furent longtemps les seuls connus, est maintenant exploité aussi en Italie, en Yougoslavie, aux Etats-Unis ; l'étain est concentré, particulièrement, en Asie, dans la presqu'île de Malacca et les îles avoisinantes, et en Amérique du Sud, dans les hautes montagnes de Bolivie.

Tout comme les minerais, les fibres qui alimentent les métiers de Manchester ou de Roubaix viennent des quatre coins du monde.

Le coton, qui est une plante semi-tropicale, provient, en grandes quantités, de la région du Mississipi inférieur (aux Etats-Unis), et en quantités moindres, mais de qualité supérieure, car possédant des fibres plus longues, de la vallée égyptienne du Nil.

En ce qui concerne la laine, le mouton, certes, peut vivre, et même bien vivre sous nos climats, mais il lui faut de grands terrains de parcours ; or, la nécessité de cultiver intensément le sol pour nourrir la plus grande partie possible de leur population, empêche les pays industriels de procéder à l'extension des terrains de parcours, elle les oblige même à les réduire. De sorte qu'il a fallu s'adresser pour les fournitures de laine aux pays non industriels, à ceux où ne passe pas la chaîne hercynienne, c'est-à-dire, essentiellement aux pays de l'hémisphère sud. C'est la zone steppique ou semi-steppique de cet hémisphère qui est le grand pays du mouton et de la laine. Ce sont l'Argentine, l'Afrique du Sud et surtout l'Australie qui donnent sa laine à l'Amérique du Nord ainsi qu'à l'Europe.

Ce sont également ces pays de l'hémisphère sud (auxquels il faut ajouter le Canada occidental), qui, pour la même raison, parce que, faute de charbon, ils sont peu industrialisés, sont les principaux producteurs du supplément de nourriture que les régions industrielles doivent importer pour nourrir leur population ouvrière.

Deux des Etats industriels peuvent à peu près se passer d'importations alimentaires : la France, parce qu'elle est, somme toute, assez peu industrialisée, et les Etats-Unis, parce que la grande étendue de leur territoire leur permet d'être une grande puissance agricole en même temps qu'une grande puissance industrielle, l'Ouest nourrissant l'Est. Mais tous les autres pays industriels doivent s'alimenter au dehors. C'est le cas tout particulièrement de l'Angleterre parce que, non seulement l'Angleterre est de tous les Etats celui dont l'industrialisation est proportionnellement la plus poussée (un cinquième seulement de la population est demeurée paysanne), mais aussi parce que, pressée de construire son industrie, alors qu'elle était encore la seule à pouvoir en construire une, elle a plongé sans retenue chez ses paysans pour en faire des ouvriers, de sorte qu'une grande partie des terres est retournée à la lande ou à la pâture. La Grande-Bretagne ne produit plus guère aujourd'hui que les deux à trois septièmes de la quantité de vivres qui lui est nécessaire. Aussi, est-ce l'Argentine qui lui fournit sa viande, l'Australie et le Canada son blé.

Bien qu'à un moindre degré, la situation est la même pour la Belgique et l'Allemagne. Avant la guerre, la Belgique achetait à l'étranger 80 % du blé qu'elle consommait et l'Allemagne devait faire venir de l'extérieur le quart de son alimentation ; elle ajoutait à ce qu'elle recevait de l'hémisphère austral tout ce qu'elle pouvait tirer des pays peu industrialisés du Sud-Est européen, dont les grandes plaines danubiennes, hongroise et roumaine, constituent de merveilleux terrains de culture. C'est là, disons-le en passant, l'une des raisons pour lesquelles, depuis qu'il a commencé à s'industrialiser par la mise en exploitation du bassin de la Ruhr, le Reich, quel que soit son numéro, n'a pas cessé de loucher vers les Balkans.

Conclusions

Résumons-nous !

L'histoire de la civilisation se divise en trois phases : une phase agricole, une phase commerciale, une phase industrielle. Chacune de ces phases a pour fondement une découverte qui a permis chaque fois un accroissement important de la productivité du travail humain : la civilisation agricole provient de l'irrigation ; la civilisation commerciale, de la division du travail par le commerce maritime ; et la civilisation industrielle, de la transformation de la chaleur en énergie. Chacune de ces civilisations a fleuri là où sa technique pouvait s'appliquer avec le plus de fruits : la civilisation agricole sur les terres fertiles des tropiques sises à proximité des fleuves ; la civilisation commerciale sur les mers étroites et parsemées d'îles de l'ancienne Thétys ; la civilisation industrielle sur les gisements de houille de la chaîne hercynienne.

La première de ces trois civilisations est restée étroitement confinée aux pays où était mise en œuvre la nouvelle technique : que ce soient les civilisations de l'ancienne Egypte, de la Chaldée, de l'Inde ou de la Chine, elles n'ont à peu près pas débordé des frontières de leurs Etats. De par sa nature même, la civilisation commerciale a dû davantage s'étendre : elle a couvert tous les pays où elle allait chercher, ou bien porter, des produits ; la civilisation phénico-grecque a régné sur tout le pourtour de la Méditerranée, et sa filiale, la civilisation latine, a même pénétré assez loin dans l'intérieur. Quant à notre civilisation industrielle, dans la nécessité où elle s'est trouvée de tirer ses matières premières des quatre coins du monde, et de les payer en renvoyant une partie de ce qu'elle fabriquait avec elles, elle a imprégné, par là même, la terre entière. Pour la première fois, la civilisation est devenue planétaire et le devient de plus en plus. Par une sorte de paradoxe, c'est sa concentration même qui en a fait l'universalisation.

***

Mais si, au point de vue de leur extension, on note une différence entre les trois espèces de civilisation, elles présentent, en revanche, un caractère commun, qui, lui, n'a pas varié.

Nous avons dit que l'invention qui donnait naissance à une civilisation accroissait la pro-

ductivité du travail, qu'elle permettait, par exemple, d'obtenir en 200 jours de travail ce qu'on ne pouvait produire précédemment qu'en 300 ; or, cette augmentation de la productivité n'a jusqu'ici, en aucune civilisation, profité au producteur. Le producteur a dû continuer de travailler 300 jours et de se nourrir de la même quantité de produits que précédemment, c'est-à-dire celle que l'on obtient désormais en 200, car ce qu'il produit dans les 100 jours supplémentaires ne va pas à lui, mais à d'autres qu'à lui. La plus-value de son travail ne reste pas entre ses mains, elle est remise à des hommes d'une autre « classe », à des non-producteurs.

La naissance des *classes* est contemporaine de la plus-value et elle en est la conséquence, c'est pourquoi elle apparaît avec la civilisation.

Tant que l'homme ne pouvait produire dans sa journée de travail que ce qui lui était strictement nécessaire pour vivre durant cette journée, il ne pouvait y avoir de classes, il n'y avait que des producteurs. Car si un non-producteur avait pris, pour ses propres besoins, une part de ce qu'avait produit le producteur, ce dernier n'aurait plus pu vivre, il lui aurait fallu mourir, si bien que le non-producteur n'aurait pu continuer à vivre sur lui. Aucune société durable ne pouvait donc, à cette époque, s'établir sur la base de l'extorsion d'une partie de la production des producteurs par une classe de non-producteurs. Aussi, est-ce à juste titre que le régime social des sociétés primitives ou semi-primitives a été baptisé du nom de « communisme primitif ».

Ce n'est que lorsque l'homme a obtenu de son travail plus que ce qu'il lui fallait strictement pour vivre que ce surplus a pu lui être extorqué d'une façon permanente par une classe de non-producteurs ; or — fait remarquable — dès que cette possibilité a existé, elle a été réalisée.

La classe qui extorque la plus-value des producteurs dérive des conditions mêmes dans lesquelles la plus-value est produite. Dans les sociétés fondées sur l'irrigation, celui qui jouit de la plus-value est celui qui dispose de l'eau, le maître du fleuve, l'Etat, le Pharaon par exemple en Egypte. Dans les sociétés basées sur le commerce, c'est celui qui fait l'échange entre biens provenant de pays différents : le commerçant ; c'est Athènes, et non les pays de la mer Noire, qui profita de l'échange huile contre blé, parce que c'étaient des Athéniens et non des Scythes qui opéraient cet échange ; c'était dans des vaisseaux grecs que l'huile était amenée aux ports de la mer Noire, dans lesquels les Grecs avaient eux-mêmes établi des comptoirs permanents d'achat et de vente (« colonies »), et c'étaient ces mêmes vaisseaux grecs qui ramenaient en Grèce le blé de Scythie. Vendant l'huile en Scythie au prix auquel il aurait fallu l'y payer si elle y avait été produite et vendant le blé en Grèce au prix qu'il aurait fallu l'y payer s'il y avait été produit, tout le bénéfice de la division du travail demeurait entre leurs mains. De même, dans les sociétés industrielles, celui qui jouit de la plus-value n'est autre que celui qui possède le charbon, la machine à vapeur et tout ce qui sert à la transformation de la matière : le capitaliste industriel. La classe qui acquiert la plus-value, de par les conditions mêmes de la production, en répartit ensuite une part, généralement par l'intermédiaire de l'Etat, entre d'autres classes également parasitaires, dont l'existence est nécessaire à la sienne. Jusqu'ici civilisation a toujours signifié : régime de classes. Qui produit, mange juste à sa faim ; qui ne produit pas, peut manger plus qu'à sa faim.

***

On peut, en dernier lieu, se demander si le tableau de la civilisation hercynienne que nous avons essayé de dessiner est valable encore pour longtemps. Il me le semble (en ne tenant pas compte de l'énergie atomique dont l'utilisation industrielle relève encore exclusivement du domaine de l'imagination).

Certes, depuis la révolution industrielle, il y a eu de nombreux faits nouveaux. Le plus marquant a consisté dans l'utilisation de deux nouvelles sources d'énergie : le pétrole et la chute d'eau (par l'intermédiaire du courant électrique).

Il est bien certain qu'en vertu du second de ces faits certaines vallées des hautes montagnes se sont peuplées d'usines, et que le circuit du pétrole est tout à fait indépendant du charbon, mais ces traits nouveaux s'ajoutent au tableau d'ensemble que nous avons tracé plutôt qu'ils ne le bouleversent. Sans vouloir discuter des raisons pour lesquelles il en est ainsi, ce qui nous entraînerait trop loin, constatons simplement que le pétrole et l'électricité ont pris, dès maintenant, une extension suffisante pour que, s'ils avaient dû détrôner le charbon, cela serait déjà fait.

Au fur et à mesure qu'elle se développera — si elle continue à se développer — l'économie industrielle deviendra certainement plus complexe ; pour en avoir un tableau complet, il faudra ajouter à l'esquisse que nous avons tracée des détails de plus en plus nombreux ; des auréoles de plus en plus étendues entoureront les bassins houillers et les déborderont largement, mais l'ossature principale ne sera pas modifiée, elle continuera à être formée des régions industrielles des grands bassins houillers, autour desquelles le reste ne fera guère que s'ordonner.

Par contre, le fait nouveau qui est sans doute appelé à se produire dans un temps peut-être pas très éloigné et qui peut être gros de conséquence, réside dans la création de nouvelles régions industrielles sur des bassins houillers encore non exploités ou peu exploités. Le bassin houiller de Kouznetsk en Sibérie et ceux de Mandchourie ne sont que peu de chose comparativement aux quantités innombrables de charbon que paraît renfermer l'Asie. Déjà cependant, dès demain, sinon la région de Kouznetsk, handicapée par sa situation ultra-continentale, mais le pays mandchou, si le charbon y est présent en quantités suffisantes et de qualités convenables, peut connaître un essor considérable à condition que les circonstances politiques soient favorables. Quant à toute cette Chine intérieure qui, depuis la frontière indochinoise jusqu' au Chan-si, renferme partout du charbon, bon ou mauvais, le jour où elle s'industrialisera marquera le déplacement du centre de gravité du monde.

C'est donc de ce côté-là, vers une extension géographique de l'économie hercynienne par mise en valeur de nouveaux gisements houillers, beaucoup plus que par disparition du charbon comme élément dirigeant de l'économie, qu'il convient, à mon sens, de tourner son attention si l'on veut tenter de découvrir de quoi demain sera fait !

R. LOUZON.

La crise de l'Etat national

DE L'ÉTAT-NATION AU BLOC

Le dépassement de l'Etat national est à l'ordre du jour. Plus n'est besoin de longuement démontrer aujourd'hui que les problèmes de l'économie comme ceux de la conduite de la guerre dépassent le cadre des Etats-nations, voire des continents.

Il en est ainsi pour l'économie. La mise en valeur des forces productives, et d'autant plus leur développement ultérieur — que la bourgeoisie autrefois n'a pu assurer qu'à l'abri des frontières nationales — supposent maintenant un vaste marché, libre de toutes entraves, d'au moins 250 millions d'habitants. L'isolement par les murs douaniers, les contingentements, la réglementation des devises, etc... signifient pour les Etats petits et moyens : stagnation, appauvrissement et finalement dépendance à l'égard de puissances étrangères.

De même pour les problèmes stratégiques et militaires. Nous ne vivons plus à l'âge des fusils et des sabres, de l'infanterie et des cavaliers. La guerre moderne — ne serait-ce que sous la forme de guerre froide — ne peut être menée que par des puissances disposant d'un potentiel économique énorme, susceptibles de fonctionner comme arsenal gigantesque. Les Etats, à la seule exception des plus grands, ne peuvent participer à la course, pas même en s'alliant entre eux, puisque la simple addition des moyens n'offre pas de compensation. Il faut une harmonisation parfaite de toutes les parties. Une certaine étendue de l'espace économique et stratégique, et précisément un espace **unique**, est indispensable. Donc, **en définitive, une vaste unité politique.**

Cela, qui s'imposait dès avant la deuxième guerre mondiale, vaut bien plus encore de nos jours où deux Etats continentaux dominent et se disputent la scène mondiale. Leur rivalité pour l'hégémonie crée à chacun des géants ennemis des tâches qui les contraignent eux-mêmes à se chercher une prolongation supra-nationale. Leurs hommes d'Etat en sont conscients. Le 5 juin 1949, deuxième anniversaire du plan Marshall, le président Truman déclarait : « Nous avons foncièrement appris **qu'aucune nation** ne peut vivre quand elle reste seule ». Et le sénateur Thomas E. Dewey, concurrent du précédent battu aux dernières élections présidentielles, d'affirmer de même, dans une allocution le 19 juillet : Les U.S.A. abandonnés à eux-mêmes seraient « une petite île isolée sans grande chance de survivre ».

Le principe de nationalité selon lequel chaque peuple serait appelé à constituer son propre Etat-nation dont la souveraineté s'exercerait par et dans l'indépendance à l'égard des autres Etats-nations, ce principe est donc devenu caduc.

Cela signifie qu'à la crise du capitalisme, à la crise du colonialisme, à celle, enfin, qui germe dans le stalinisme, s'ajoute la crise de l'ancien ordre international, puisque celui-ci était en grande partie calqué précisément sur ce principe de nationalité.

Qui pourrait nier que nous nous trouvons à un carrefour de l'histoire et que de ce fait tous les problèmes acquièrent une gravité toute particulière ? D'autant plus que cette situation, où de toutes parts les assises de la société sont ébranlées, ne saurait durer éternellement. Une refonte interviendra, et il n'est pas difficile de voir que la solution du problème posé par la crise de l'Etat-nation y jouera un rôle de premier plan.

Bien des chemins, sans doute, sont praticables pour dépasser la nation. Ils se ramènent cependant à deux seules éventualités fondamentales, avec leurs variantes.

Dans le premier cas, le but visé est de reconstituer, par l'élargissement de l'espace économique et stratégique, une base permettant de restaurer ce qui n'est plus réalisable dans le cadre national : un potentiel économique et militaire tel qu'il puisse soutenir une puissance indépendante contre la pression de puissances étrangères. C'est le chemin vers **la réorganisation du monde en unités de puissance moins nombreuses et plus larges.**

Dans l'éventualité contraire, il ne s'agirait pas de remplacer l'Etat-nation par des puissances plus étendues, mais de **mettre fin à toute division du monde en puissances souveraines opposées**, d'abolir toute politique de puissance. D'abolir aussi, en même temps que l'Etat-nation, le nationalisme et la communauté nationale. C'est là le chemin vers **le socialisme.**

Les voyageurs qu'on y rencontre ne représentent à l'heure actuelle qu'un bien faible courant, sans force d'action réelle. D'autant moins que ceux qui rêvent de l'unité du monde ne saisissent souvent pas que leur but ne pourra être atteint que si un vaste et irrésistible mouvement social pour la libération économique et sociale est constitué.

La scène mondiale est ainsi dominée par les tendances à la refonte de l'ordre international selon cette formule « d'unités de puissance moins nombreuses et plus larges ». C'est dans ce sens que furent conçus les nombreux projets de « Fédérations » au cours même de la deuxième guerre mondiale, à Londres, à Alger et ailleurs : Fédération européenne ou, dans un cadre plus restreint, de l'Europe occidentale, Fédération balkanique ou encore Fédération asiatique.

Sur ce chemin, nous rencontrons entre autres les protagonistes d'une politique de grandeur **nationale.** Cela paraît paradoxal, mais seulement à première vue. Ces nationalistes modernes ne sont pas restés en retard sur les connaissances de leur temps. Ils ont bien compris que le cadre de l'Etat-nation est devenu trop étroit pour assurer une puissance souveraine, alors même qu'un « Etat fort » par une contrainte impitoyable orienterait toutes les forces de la nation vers ce but unique. Ils ont compris que leur nation ne peut conserver une force indépendante que si elle réussit à se créer un prolongement. Bref, ces nationalistes de nos jours savent que **la nation souveraine** n'est plus possible **que sur la base d'une unité politique supranationale sur laquelle elle exerce sa domination.**

Ainsi s'explique que des nationalistes appartenant notamment aux anciennes grandes puissances — Churchill, de Gaulle ou encore Paul Reynaud et maints hommes politiques de « gauche » — s'engagent en faveur de la création d'une Europe-unité « supra-nationale » indépendante. Ils pensent que c'est à leur propre nation qu'en échera la direction, et partant le fruit de la souveraineté reconquise.

Côtoyant ces « nationalistes éclairés », nous trouvons sur la même route, quoique chérissant d'autres idées, ceux qui rêvent d'une fédération de nations qui serait une réunion démocratique de membres égaux. Ils poursuivent la merveilleuse chimère consistant à concilier les inconciliables :

l'objectif des socialistes authentiques et celui des champions d'une politique de puissance. Néo-libéraux, réformistes et autres illusionnistes hors de saison veulent à la fois « plus de liberté et plus de puissance ! »

Ces deux tendances ont ceci de commun qu'elles désirent assurer, l'une comme l'autre, un accroissement de la puissance. Qu'elles se rencontrent dans un front unique, que leurs représentants siègent dans les même institutions pour y promouvoir en commun un même but — l'Europe comme unité politique indépendante : tout cela n'est que logique.

Qu'en est-il des représentants de l'objectif proprement socialiste ? Quelle position adopter à l'égard des tendances qui désirent dépasser l'Etat-nation au profit de puissances plus vastes ?

Il importe au premier chef de bien se pénétrer **de ce que signifierait un monde réorganisé de telle manière, que seraient de pareilles unités politiques élargies. Se distingueraient-elles dans leur essence de l'Etat national ?**

Il est nécessaire au préalable d'examiner ce que les expériences antérieures ou en cours nous enseignent quant aux caractéristiques de telles unités : **leurs traits communs et les différences possibles. Et plus particulièrement les répercussions sur les mouvements sociaux pour la liberté.**

UN ECHEC : L'EXPERIENCE ALLEMANDE

Les tendances en faveur de la création d'unités de puissance supra-nationales ne datent pas, à vrai dire, de la deuxième guerre mondiale. Mais c'est seulement au cours de cette guerre qu'elles se sont généralisées.

Le national-socialisme, malgré son mot d'ordre UN PEUPLE - UN REICH, n'est déjà plus un mouvement national dans le sens du dix-neuvième siècle. Il n'aspire pas à un Etat qui coïncide avec la nation. Il ne poursuit nullement la seule annexion des régions habitées par des Allemands mais situées en dehors des frontières du Reich : les Sudètes, l'Autriche, etc. Ce mouvement tend bien plutôt à élargir les frontières dans toute la mesure nécessaire pour relever la force économique et militaire de l'Allemagne au niveau qui lui permettrait de continuer d'exister comme puissance indépendante. Ce qui exige, dans les conditions du vingtième siècle, que l'Allemagne soit égale, voire supérieure, aux plus grands.

Comment atteindre un tel accroissement des forces du Reich sinon par la soumission de vastes régions du continent européen tout au moins, sinon, en d'autres termes, par le rassemblement des Etats européens sous le pouvoir unique de l'Etat allemand ? (1)

C'est à l'instauration d'un tel « ordre européen » que visait en effet le parti nazi. Non point pour assurer des marchés au capitalisme allemand ni pour servir les intérêts du profit, mais pour garantir la puissance nationale.

Les protagonistes idéologiques d'une réorganisation du monde en « unités de puissance moins nombreuses et plus larges », tel le professeur anglais E. H. Carr, ont reconnu dans « l'ordre européen » de Hitler la première ébauche d'une reconstruction supra-nationale (2). Mais, en réalité, la construction européenne édifiée par l'Etat nazi n'a pas été une unité politique. Celle-ci exige plus qu'**un pouvoir unique.** Il y faut encore un minimum de cohésion intrinsèque.

Or il n'était pas à la portée de l'Allemagne nazie d'y parvenir. Ni le mouvement national-socialiste ni son Etat le Troisième Reich, ne propageaient une conception du monde et de la société dans laquelle les peuples subordonnés eussent pu reconnaître leur propre cause. L'idéologie nationale-socialiste n'avait d'autre préoccupation que « la grandeur de l'Allemagne ». Aux autres peuples n'était donné en partage que servir la « race des seigneurs ». « L'ordre européen » de Hitler ne représentait pour eux que soumission, sans la moindre contrepartie. Il n'y avait aucun but ni aucun intérêt communs. Le national-socialisme était hors d'état de réaliser autre chose qu'une puissance supra-nationale **reposant exclusivement** sur la seule communauté **nationale** du peuple dominant : un Etat national, peut-on dire, qui n'était plus un Etat-nation mais un **grand-espace**, un **Grossraum.** Une telle construction ne peut jamais être plus qu'un amoncellement sans cohésion de morceaux disparates. Ce qui explique l'inefficacité du « grand-espace » en regard des intérêts de puissance eux-mêmes. L'Etat dominant ne parvient pas à tirer pleinement parti des ressources économiques et militaires enfermées dans l'espace plus large. L'effort que l'Etat-seigneur doit accomplir pour maintenir l'ordre dans son grand-espace contre toutes les résistances passives et actives diminue pour autant l'avantage qu'il en tire.

C'est pourquoi, du reste, l'Allemagne nazie fut amenée au cours de la guerre à tenter la transformation de « l'ordre européen », à remplacer le grand-espace, en partie au moins, par un **bloc : un système où la puissance dominante agirait comme centre organisateur d'une unité reconnue par toutes les autres parties comme leur propre cause.** En vain. On ne fait pas sortir de terre un bloc de nations en frappant le sol du pied. L'Allemagne n'a pas réussi à maintenir ensemble les différentes parties de sa sphère de domination autrement que par l'occupation militaire et la terreur. L'anti-communisme ne pouvait servir de compensation. Partout où les troupes allemandes se retirèrent, l'ordre supra-national se désagrégea aussitôt de lui-même. Ce n'est pas la défaite en tant que telle mais son déroulement qui démontra l'impropriété des moyens utilisés par les nazis pour tenter d'ériger un bloc de nations. Seuls les Allemands ont vraiment combattu : seul le peuple allemand a ressenti la débâcle comme une menace. Pour tous les autres peuples, elle était la fin d'un cauchemar.

LA CONDITION SINE QUA NON DE TOUTE UNITE SUPRA-NATIONALE VIABLE

Il est par conséquent de la plus haute importance pour toute unité politique supra-nationale de pouvoir s'appuyer sur autre chose que sur la force supérieure d'un centre organisateur. Et une question primordiale se pose : qu'est-ce qui permettra à une telle unité dans ses rivalités avec d'autres puissances et, éventuellement, dans un conflit armé, de pouvoir compter sur la loyauté des individus et des groupes sociaux, sur un minimum de subordination spontanée à la cause commune, à laquelle les hommes sont attachés par intérêt ou par sentiment ?

Nous savons que dans la formation des Etats nationaux ainsi que pour leur existence, la conscience nationale a joué un rôle irremplaçable. Grandie au cours d'une longue évolution, la conscience nationale a conféré aux membres d'un même peuple un sentiment de commune appartenan-

(1) Ce n'est que par la voie socialiste-internationaliste que le problème national de l'Allemagne aurait pu être résolu autrement que par la course fatale à la « grandeur ». Résolu et liquidé une fois pour toutes.

(2) Edward Hallet Carr. **Conditions of Peace**, Londres 1942.

ce et de solidarité. Elle anima leur volonté d'ajouter à l'unité culturelle, l'unité politique : l'Etat national. Elle engendra la disposition à défendre la nation au sacrifice de la vie. La nation, c'était au fond cette communauté de sort vécue et reconnue, à laquelle, aux heures décisives, le nationalisme intégrait les masses récalcitrantes elles-mêmes, ceux qui se révoltaient contre l'ordre social intérieur.

Quelle est donc l'idéologie, quelle est la communauté qui agiraient à l'instar du nationalisme pour former le ciment d'une unité politique supranationale ? C'est là une question importante que se posent tous ceux qui se préoccupent de la construction de telles unités. Hans Kohn, bien qu'il étudie d'une manière encore très générale la réorganisation du monde à une échelle élargie, supranationale, souligne dès l'abord qu'il faudra une autre conscience que la conscience nationale pour intégrer les individus dans les unités nouvelles. James Burnham, de son côté, dans son ouvrage **Pour la domination mondiale** (3) —ce livre de combat pour la création d'un bloc américain — entend le fonder sur la profession de la civilisation occidentale. Comme un leitmotiv, enfin, nous rencontrons l'idée d'une « conscience européenne » dans les réflexions d'un Raymond Aron, d'un Denis de Rougemont, et d'autres, sur la tâche et les perspectives d'une unification européenne. Ils misent, notoirement, sur le fait que l'Europe a été le sol maternel de la civilisation occidentale (4).

Ce ne sont pas là de vaines préoccupations d'idéologues.

Mais alors, si toute unité politique supra-nationale suppose, pour être viable, une communauté fondée dans un intérêt et par une volonté identiques, n'ont-ils pas raison ceux qui soutiennent qu'une Europe organisée en unité indépendante serait nécessairement démocratique ? Le dépassement de l'Etat-nation en vue d'un monde organisé en unités moins nombreuses et plus larges, n'équivaudrait-il pas à libérer le monde contemporain des menaces dictatoriales ?

LE BLOC RUSSE

Face à l'échec allemand, nous trouvons le succès russe. Malgré les difficultés bien connues que le bloc russe rencontre actuellement dans son sein, il représente une construction politique autrement plus solide et d'un degré incontestablement plus élevé de cohésion intérieure.

Mais s'agit-il réellement d'une cohésion due à un lien spirituel entre les peuples ? Comment un tel lien pourrait-il exister alors que les nations qui composent ce bloc non seulement furent longtemps dressées les unes contre les autres par des rivalités et des haines séculaires, mais ne possèdent aucun héritage culturel commun, à l'exemple des nations de l'Occident européen ? On ne trouve aucun élément émergeant de la tradition **nationale** de ces peuples capable, en dépit des anciennes rivalités, d'engendrer une idéologie et un intérêt communs à l'échelle du bloc et de servir de fondement communautaire à son unité politique. Si les idées panslavistes ont depuis toujours trouvé un écho auprès des peuples tchèque ou bulgare, elles ne peuvent exercer la moindre influence sur la Hongrie et moins encore sur le dernier venu parmi ces vassaux : la « démocratie populaire » de l'Allemagne orientale, sans parler de la Chine. Aucune littérature commune, aucun art, aucune religion ni aucune philosophie n'ont gravé leurs empreintes dans aucune des nations de l'espace russe.

Cela ne signifie cependant pas que l'unité de puissance russe ne repose sur aucune base idéologique : elle dispose précisément de la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire. L'idéologie internationaliste de ce dernier était prédestinée à soutenir une unité supra-nationale .Il ne s'agit plus, certes, de l'ancien idéal d'un anticapitalisme (5) égalitaire et socialiste. Dans le bloc oriental celui-ci agirait non point comme ciment mais comme explosif. Un nouvel anticapitalisme, frappé au coin du stalinisme, a pris sa place et se révèle comme lien supra-national.

Nous allons voir que la fonction qu'il est appelé à remplir le met à de rudes épreuves.

L'internationalisme socialiste disposait, pour dépasser les oppositions nationales, du ressort puissant que représentait la communauté de combat de tous les opprimés contre tous les oppresseurs. L'anticapitalisme stalinien, par contre, doit parvenir à aplanir les divergences nationales et dans le même temps, comme l'avait fait le nationalisme, vaincre les résistances sociales, créer une communauté entre maîtres et soumis, entre privilégiés et infériorisés.

Mais quoi qu'il puisse être des vicissitudes que cela entraîne pour l'expérience russe, il existe dans le bloc oriental, grâce à l'anticapitalisme, non seulement **un pouvoir unique,** mais encore **une communauté.** Les éléments constitutifs d'une unité politique supra-nationale sont ainsi donnés.

Il n'y a pas pour autant de démocratie, comme chacun le sait. Ni démocratie politique et sociale ni démocratie dans les relations entre les peuples qui composent le bloc.

Il se trouvera sans doute un lecteur impatient pour nous faire observer : Mais **peut-on raisonnablement concevoir l'idée d'étudier la nature générale des unités supra-nationales en prenant le bloc oriental pour exemple** ? Le caractère de celui-ci n'est-il pas la conséquence du stalinisme en tant que force organisatrice plutôt que le produit et l'apanage de sa qualité de bloc de nations ?

C'est un fait que l'origine même de ce bloc porte déjà tous les traits négatifs qu'on peut relever dans cette société, dans cette organisation politique et dans cette communauté. Mais s'ensuit-il que l'expérience russe est impropre à servir d'orientation dans le problème qui nous préoccupe ? Non pas. Le bloc oriental **ne marque pas le début** de l'expérience russe. Il est lui-même calqué sur un modèle pré-existant : l'U.R.S.S., qui constitue, elle aussi, une unité politique supra-nationale. C'est donc à celle-ci que nous sommes renvoyés. C'est elle qu'il nous faut étudier en tant qu'union de peuples et aussi bien le caractère général du régime dans son ensemble.

---

(3) Edit. Calmann-Lévy, Paris, 1947.

(4) Hans Kohn. **The Idea of Nationalism.** New-York, Macmillian Company, 1944; Raymond Aron, dans **Terre d'Europe**, avril 1947; Denis de Rougemont, « Le Centre européen de la culture aura son siège en Suisse », dans **Europe**, Bâle, août 1949. D. de R. s'inquiète devant la carence d'un élan profond et proclame « la nécessité de donner à l'Europe une âme ». Il préconise de la former moyennant une « action de propagande par la presse, la radio, les revues, auprès des élites comme du grand public ». Hans Kohn lui-même rejoint ces théoriciens lorsqu'il se prononce — ce qu'il ne fait pas toujours — pour la constitution d'une Europe comme « patrie élargie ». Voir l'introduction à son livre **Prophets and Peoples**, New-York, 1947 (2e éd.).

(5) Nous disons avec intention « anticapitalisme » et non pas « socialisme », parce que la première expression recouvre une réalité plus large. S'il est bien vrai que le socialisme est incompatible avec le capitalisme, chaque mouvement anticapitaliste ou chaque société postcapitaliste n'a pas pour autant un caractère socialiste ni même n'est transitoire au socialisme.

La question fondamentale demeure posée. Pourquoi l'U.R.S.S. n'est-elle pas devenue une réunion de peuples à l'image de l'idéal de Lénine et du parti bolchevik : une réunion démocratique où régnerait « une égalité parfaite, réelle et sincère de toutes les nations, où l'oppression nationale serait inconnue et la démocratie réalisée » (6).

Pourquoi, en outre, dans chacune des républiques soviétiques, la contrainte étatique n'a-t-elle pas été progressivement atténuée conformément aux prévisions de Lénine dans son livre de 1917 : **L'Etat et la Révolution** ? Pourquoi le bien-être des masses laborieuses n'a-t-il pas été accru ? Bref, pourquoi n'a-t-on pas construit en Union Soviétique une société où les masses ouvrières seraient économiquement et socialement libérées et où une communauté socialiste, sur la base d'une égalité sociale, serait possible et effective ?

Il importe de dégager le facteur responsable de ce que nous voyons réalisé en Union Soviétique : la monstruosité de l'Etat totalitaire. Un facteur qui a pu exercer une influence aussi impérieuse en direction inverse du socialisme et même de toute liberté sociale et individuelle, si impérieuse qu'elle a réussi à briser un mouvement animé par le plus haut idéal, tel que l'était l'ancien anticapitalisme révolutionnaire. **Facteur particulièrement nocif par conséquent et qui, nous allons le voir, joue un rôle capital dans toute unité politique supranationale quelle qu'elle soit dès l'instant qu'elle s'applique résolument à garantir son indépendance entre les puissances souveraines.**

ANDREE-GELO.

(A suivre.)

(6) Lénine, t. XVI, p. 618, édition russe.

Parmi nos LETTRES

A propos du bilan d'un cadavre

Nous avons reproduit sous ce titre en janvier des extraits d'un article du **Libertaire** faisant le bilan du syndicalisme, concluant qu'il n'était plus qu'un cadavre et préconisant un néo-syndicalisme basé sur les consommateurs et non plus sur les producteurs. L'auteur, le camarade Raphaël Fontanieu, nous adresse les remarques suivantes :

Sans autrement critiquer mon article, vous demandez : « Peut-on dire à Fontanieu que sa vie durant le syndicalisme trouva des camarades comme lui pour le critiquer et pour le nier ? »

Oui, camarades, à Fontanieu on peut tout dire. Il est de ceux qui savent supporter un avis contraire. Cependant, si j'ai critiqué la façon de s'en servir de ceux qui se sont fait une « situation » dans le syndicalisme, je n'ai pas nié son utilité à l'époque où, en tant que moyen de défense et d'amélioration du sort des travailleurs, il en avait encore une. D'ailleurs, ma proposition pour un néo-syndicalisme est une extension du syndicalisme et non une négation.

J'ai si peu nié le syndicalisme que de 1917 à 1939, en France et au Maroc, comme mineur, cheminot et ouvrier du textile, j'ai milité dans le syndicalisme, non pas comme vedette de Fédération dans un poste de permanent appointé, mais à la base, parmi les cochons de payants. En cette qualité, j'ai toujours prôné le syndicat unique à toutes les corporations afin d'unifier les revendications, donc les intérêts divergents et contradictoires. Cette conception n'a pas prévalu. Il en résulte qu'actuellement, de par le préjugé hiérarchiste, la classe ouvrière est scindée en deux catégories bien distinctes, d'une part 20 pour cent de cadres et 30 pour cent d'ouvriers qualifiés se désolidarisant de l'autre moitié, les 50 pour cent de manœuvres et d'ouvriers non qualifiés qui se résignent à leur sort, soit dans l'espoir de s'accrocher à un échelon supérieur, soit par désespoir total, veulerie ou jem'enfichisme.

Je suis donc en droit d'en conclure que le syndicalisme première édition est épuisé.

Sur bien des constatations de fait nous reconnaitrons sans peine que Fontanieu a raison. Nous ne sommes pas tous les jours très fiers du syndicalisme modern style. Mais où nous trouvons que tu as tort, Fontanieu, c'est dans la solution que tu préconises. Nous ne croyons pas à ton syndicalisme des consommateurs, un syndicalisme toutes classes réunies, puisque tout le monde consomme, et qui mène d'ailleurs à un organisme qui existe déjà, la coopération de consommation. Nous pensons que le rôle du vieux et du véritable syndicalisme n'est pas terminé ; il s'agit d'amener à l'organisation et à la lutte syndicale les 50 pour cent d'ouvriers non qualifiés et de rappeler aux 30 pour cent de qualifiés qu'ils ont une tâche non égoïste à remplir, celle d'entraineurs de l'ensemble de la classe ouvrière. Entraineurs dans la lutte journalière, entraineurs aussi dans l'œuvre révolutionnaire de demain.

La peine de mort en U.R.S.S.

Un abonné nous a demandé un renseignement précis au sujet de la peine de mort en U.R.S.S. Avouons que nous n'avons pu lui donner la référence exacte. Nous publions sa lettre dans l'espoir que quelque lecteur en saura plus que nous :

Pourriez-vous me fournir un renseignement ? La peine de mort existe-t-elle actuellement en U.R.S.S. ? A une dernière assemblée générale de notre syndicat, un leader cégétiste nous a affirmé que l'U.R.S.S. était le seul pays où elle n'existait pas actuellement. Il me semblait pourtant qu'elle avait été rétablie il y a peu de temps. Ou bien est-ce dans une démocratie populaire ?

Quelques remarques sur la revue

En se réabonnant, quelques amis ont pris la peine de nous dire ce qu'ils pensaient de la revue sur tel ou tel point particulier.

Des Côtes-du-Nord, Hénensal nous écrit :

Pas toujours d'accord avec la « R. P. » depuis quelque temps. Je vous trouve un peu trop pro-Américains. Est-ce qu'on aurait oublié le « Talon de fer » ? Entre la clique féodale et Louis XI, j'aurais, quant à moi, choisi Louis XI, bien qu'il n'ait pas été un joli coco. Si Staline et son équipe ne valent pas cher, il y a tout de même un certain communisme là-bas, même arrangé à la sauce tartare... Je ne saurais en faire fi en face du capitalisme, même à l'eau de rose et rentrant ses griffes.

Du camarade Mezzanati, d'Alger :

A mon goût, un peu trop d'histoire du mouvement ouvrier et pas assez de documents sur les problèmes de l'immédiat. Les militants (dont je suis) sont trop poussés par l'actualité du jour et n'ont, hélas !, pas le temps de s'appesantir sur les problèmes du passé. Le monde a trop changé — en quelques années — pour que l'expérience des années 1880-1914 par exemple soit encore valable en 1950.

Jacques Boissel, des instituteurs de l'Ardèche, nous dit ceci :

Je voudrais vous donner mon avis sur l'appel de Franc et Thévenon pour « l'Action Syndicaliste ». Il y est dit que « l'Ecole Emancipée » n'a pas encore fait la preuve qu'elle pouvait rassembler tous les syndicalistes de l'Enseignement. On devrait poser la question : « A-t-elle fait la preuve qu'elle ne pouvait pas les rassembler ? » Je crois que si des camarades ne sont pas d'accord avec certains articles de l'E. E., ils feraient mieux de leur répondre, de se faire entendre dans l'E. E., plutôt que de créer un organe supplémentaire qui ne sera pas lu par ceux, justement, qu'il serait intéressant de toucher.

Paul Boissel partage cet avis :

Au sujet de « l'Action syndicaliste », je tiens à marquer mon accord avec mon fils. Ancien membre de la minorité A. S. de l'ancienne Fédération de l'Enseignement, j'aurais d'autres arguments à apporter N'émiettons pas nos efforts !

VERGIGNY

commune de l'Yonne

La vie rurale se manifeste à nous comme la réunion de deux activités contraires et complémentaires. Elle est, en effet, une puissante vie de groupe. Elle est aussi une tâche de solitude et de silence où l'individu prit sa valeur.

Gaston ROUPNEL *: Histoire de la campagne française.*

Une notice de dix ou douze lignes, parue dans un journal du soir, m'a appris que M. Georges Lizerand, historien professionnel spécialisé dans l'étude de notre moyen âge, venait d'écrire un livre sur sa commune natale (1). Je l'ai acheté aussitôt car M. Lizerand avait déjà consacré un volume de très grande valeur au régime rural de l'ancienne France. Il se trouve que sa monographie, il le dit lui-même, en est la suite naturelle.

Nous connaissons très mal nos paysans, bien que la France ait été surtout une société paysanne et le soit restée en partie. D'où vient cette ignorance ? De ce que, dit M. Lizerand, « nous n'avons pas eu, le plus souvent, une classe de grands propriétaires fonciers, exploitants véritables, résidants et instruits, comme il s'en est trouvé en Angleterre et en Russie, et qui ont écrit sur le régime rural tant d'études remarquables. Chez nous, les propriétaires fonciers n'ont guère résidé sur leurs domaines. Ils ont vécu à la ville, se faisant remplacer par un intendant et ils ont considéré leur domaine comme un placement, une source de revenus plutôt que comme un champ d'activité. Leur curiosité d'esprit — ils n'en ont pas manqué — s'est tournée vers d'autres objets. »

Aujourd'hui, il s'agit de tout autre chose. Les paysans sont surtout considérés en tant qu'électeurs, voire comme masse de manœuvre pour manifestations symboliques et spectaculaires. On use à leur égard des plus plates flagorneries afin de se les concilier. Nous avons eu dans le passé des paysans d'opérette et de vaudeville. Présentement nous avons, dans la grandeur des majuscules et au singulier, *Le Paysan* dont les aristocrates aux mains blanches se proclament les seuls défenseurs patentés.

Dans les partis qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, on n'écoute pas la voix des hommes des champs. Ceux-ci sont de simples valeurs d'appoint. On leur apporte des idées extérieures et lointaines, des « mots d'ordre » que le militant, sur place applique vaille que vaille, attendu qu'ils cadrent rarement avec le réel observable. Et alors on est bien obligé de se demander : « Où diantre peut conduire un socialisme d'Etat bureaucratique et centralisé, sinon à un effroyable gâchis ? »

Justement parce qu'il ne soutient aucune « thèse », M. Lizerand est un témoin dont les dires sont particulièrement précieux. Il écrit, au fil de la plume, ces lignes qui vont loin :

« L'autonomie de la commune est en train de disparaître. Le conseil municipal souvent n'est appelé à délibérer que pour la forme. Il est invité à prendre une délibération sur telle affaire et dans tel sens. Il peut, par exemple, recevoir d'un agent subalterne des Ponts et Chaussées une délibération en blanc qu'il n'a plus qu'à remplir et qui, si elle était homologuée, se trouverait contraire à une servitude de visibilité établie par le service des Ponts et Chaussées lui-même. Ces invitations et ces impulsions n'émanent pas que de la préfecture; il en vient d'administrations départementales diverses, d'offices variés qui ont proliféré... De cet amas d'interventions naissent un grand désordre et de grands retards. C'en est fait de la correspondance administrative manuscrite des années 1848-1870, rapide, brève et précise. On reçoit aujourd'hui une instruction à exécuter pour une date qui est déjà passée ; un rappel pour une autre qui n'a jamais été reçue, une approbation de délibération avec un retard prodigieux. Ainsi une délibération de juin 1947 n'est revenue approuvée qu'en janvier 1948. » (2).

La voix des administrateurs communaux n'est pas entendue en haut lieu. Il en va de même, politiquement, de la voix des paysans modestes. Les partis ont leurs fonctionnaires, comme l'administration. La base, quand base il y a, n'a qu'à approuver les ordres du jour uniformes qu'on lui ordonne de voter sans y changer une virgule ou un iota.

Or tout cela manque du bon sens le plus élémentaire. On peut légiférer globalement quand, en premier lieu, sur place, les uniformités territoriales et climatiques sont grandes et quand, en second lieu, les mêmes uniformités s'étendent à de vastes territoires. Mais lorsque c'est la diversité qui règne, le système du lit de Procuste ne vaut rien. Il faut recourir aux solutions fédéralistes. Si l'on voit les choses sous ce jour, on comprend et on approuve Tito dans sa résistance à Staline.

En France, ce n'est pas seulement la région et la province qui ont une individualité caractéristique, c'est le département, le canton et parfois la commune, ainsi que le montre fort bien M. Lizerand, au début de son livre.

En effet, le finage de Vergigny diffère sensiblement des finages voisins. Il n'a guère de bonnes

(1) **Un Siècle de l'histoire d'une commune rurale : Vergigny,** par Georges Lizerand, un volume petit in-8° de 127 pages avec pièces justificatives, croquis et plans, Librairie Delalain, 128, boulevard Auguste-Blanqui, Paris 13ᵉ.

Du même auteur : **Le Régime rural de l'ancienne France,** aux Presses universitaires, un volume in-8° de 185 pages avec gravures, cartes et lexique de mots campagnards familiers aux seuls spécialistes des questions rurales.

(2) Voici mieux encore : au chef-lieu de canton, Saint-Florentin, une délibération de juin 1945 n'a été approuvée qu'en janvier 1949.

terres limoneuses étendues comme Germigny, Avrolles et surtout Brouilly où le rendement du blé, à l'hectare, fut toujours particulièrement élevé. Sur le finage lui-même, il existe une grande variété de terrains. Entre l'Armançon, au nord, et le Serein, au sud, s'intercale, à la manière d'une épine dorsale, une hauteur qui domine les vallées respectives des deux rivières. C'est la région des bois aux essences variées et l'ensemble constitue la forêt de Pontigny.

Entre la forêt et le Serein s'étire une modeste plaine alluviale se prêtant aux cultures. Le long de la rivière, les prés forment une bande étroite. Au nord, sur l'autre versant, même disposition : plaine à fond de glaise, difficile à travailler, et prés recherchés en dépit de la menace que fait peser sur eux l'Armançon. Enfin le finage est parsemé de minuscules étangs ou *crots*.

La plaine déprimée de l'Armançon est largement ouverte aux vents du nord et du nord-est qui la balayent. Comme ils proviennent de régions plus froides, glacées en hiver, Vergigny ne jouit pas d'un climat tempéré. Au printemps, les gelées sont fréquentes ; elles se prolongent parfois jusqu'au début de juin. Il leur arrive de commencer dans les premiers jours de septembre. Si l'on tient compte de certains cas exceptionnels, aucun mois n'en est indemne et, dans ces conditions, un gros élément d'incertitude pèse sur certaines cultures : en premier lieu sur celle de la vigne (qui ne fut jamais à sa place à Vergigny où il lui arriva de n'occuper que 2 hectares) que les paysans travaillent pour en obtenir leur boisson, ensuite sur des cultures plus récentes, de gros rapport mais délicates : haricots verts, cornichons.

La présence de mares semble indiquer une humidité générale. Pas du tout ! A Vergigny, « les périodes de grande sécheresse sont fréquentes » et l'inconvénient principal du finage est le manque d'eau. La nappe qui alimente les puits est pauvre. « Il n'existe qu'une seule résurgence qui mérite le nom de fontaine ». Aussi l'adduction d'eau est-elle indispensable « parce que Vergigny n'a pas de source pérenne, que ses puits sont souvent à sec en été et que leur eau, toutes les analyses l'ont montré, n'est pas de bonne qualité ». Nous verrons plus loin que cette adduction indispensable est rendue presque impossible par suite des méfaits du cancer étatiste (3).

***

A la veille de la Révolution, cet antique terroir qu'était Vergigny jouissait, au point de vue administratif et religieux, d'une position singulière que le mot d'enchevêtrement caractériserait assez bien. M. Lizerand nous la décrit ainsi : « La paroisse est du diocèse et de l'archidiaconé de Sens, du doyenné de Saint-Florentin et la cure est à la collation de l'archevêque de Sens. Elle fait partie de la généralité de Paris, de l'élection de Joigny, du bureau intermédiaire de Joigny et de l'arrondissement de Brienon et relève du grenier à sel de Saint-Florentin. Au point de vue judiciaire et pour la plus grande partie de son territoire, elle est de la prévôté de la Chapelle-Vieille-Forêt qui ressortit au baillage de Sens, mais les fermes de Roncegray, Sainte-Procaire et Sainte-Radegonde relèvent de la prévôté de Pontigny et le hameau de Lordonnois pour partie de cette prévôté, pour partie du bailliage de Ligny-le-Châtel. »

Quel fouillis ! quel maquis ! Il ne gêne pas les habitants de Vergigny car la paroisse possède un lieutenant de prévôté, un notaire, un syndic, un maître d'école ; le grenier à sel n'est distant que d'une lieue. Ce modeste appareil administratif et judiciaire est très suffisant pour les besoins ordinaires de la vie.

En 1776, Louis XVI avait prescrit un nouveau mode de répartition de la taille car pots-de-vin et contre-lettres permettaient aux riches fermiers de s'y soustraire. Pour éviter ces dessous de table, les paroisses furent arpentées à la mesure du roi, c'est-à-dire à l'arpent de Paris, 51 ares, 4 centiares (4). Une fois les travaux exécutés, les syndics rédigèrent des notices spéciales. A Vergigny le travail fut très soigné, comme plus tard celui du cadastre.

D'après la notice du syndic Sandrier, l'estimation des revenus pour les paroisses de Vergigny et de Rebourseaux s'élève à 45.960 livres pour 5.693 arpents.

Là-dessus la seigneurie, en l'espèce l'abbaye de Pontigny, reçoit 23.031 livres. Les dîmes spéciales prélevées à Vergigny et à Rebourseaux s'élèvent à 1.800 livres. En outre, la fabrique de Vergigny afferme ses terres et reçoit 216 livres. L'ensemble des revenus ecclésiastiques s'élève à 25.047 livres. C'est vraiment la part du lion. La taille, les accessoires de la taille, la capitation, les vingtièmes, la corvée rapportent 5.912 livres.

Au total nous avons 30.959 livres. Encore la gabelle n'est-elle pas mentionnée.

Fait particulièrement remarquable : ces prélèvements écrasants sortent de la communauté pour n'y plus revenir. L'abbaye de Pontigny se ruine en dépenses de luxe (serre, orangerie, meute, cour, réceptions). De son côté l'Etat n'entreprend pas de travaux et n'alloue pas de subvention à la communauté. Donc pas de circuit monétaire : rien n'arrête l'hémorragie d'or et d'argent (5).

***

D'après ce qui précède, on s'attend que les « cahiers » de Vergigny abondent en plaintes véhémentes et préconisent des solutions radicales. Eh bien ! de source sûre, on ne sait pas ce que les paroissiens de Vergigny pouvaient bien penser de leur condition car le cahier de leurs doléances a disparu. Dans le voisinage, à Pontigny, en un « cahier » très sommaire, les paysans se plaignent, sans préciser leurs griefs d'être « écrasés de toutes espèces d'impositions ». Ils trouvent le sel trop cher et pour le reste ils s'en rapportent à d'autres communautés plus instruites.

Cette résignation doit-elle surprendre ? Non, car selon le mot douloureux d'Harold Laski, « la capacité de la plupart des hommes s'épuise dans le seul effort pour vivre ». De ses concitoyens, M. Lizerand pense que « ce qu'ils disaient sur le malheur des temps, ce n'étaient que des généralités sans base solide particulière à leur commune. » Ils étaient faits à leur pauvre condition parce qu'ils ne voyaient pas la possibilité d'en changer. Alors que toute la France bouge, la paysannerie reste passive. C'est seulement au moment de la Grande Peur qu'elle entre en ligne. Historien et philosophe, M. Lizerand explique ainsi l'apathie des ruraux :

« Les mouvements révolutionnaires se produisent assez souvent à un moment précis de la vie des

(3) Ce petit drame de l'eau affecte une grande partie du Beaujolais, lui aussi largement ouvert aux vents du nord très secs. A Blacé, le lavoir, fort bien placé, est alimenté par une faible source mal captée et mal amenée, de sorte qu'en année sèche il salit le linge et l'empuantit. La plupart des pompes débitent une eau indésirable.

(4) Dans les terres fortes, il fallait deux jours pour labourer un arpent. Le nom de « journal » était alors donné au demi-arpent.

(5) De fait, ce sont des étrangers à la paroisse qui achèteront et affermeront les biens nationaux. Toutefois il semble bien que le commerce des bois faisait tout de même rentrer un peu de numéraire à Vergigny.

mécontents. D'abord quand leur situation est insupportable, qu'ils sont désespérés et disposés à tout risquer ; ensuite, et plus souvent semble-t-il, quand ils ont acquis quelque aisance, quelque indépendance qui les rend courageux Or ils n'étaient pas dans l'une ou l'autre de ces situations. Ils se trouvaient dans une condition d'accablement, mais pas précisément de ruine, et leur état d'esprit c'était plutôt la lassitude, la fatigue, l'atonie. »

⁂

Les archives bien tenues de Vergigny ne mentionnent rien de particulier sur son histoire pendant la Révolution et l'Empire. Au village, après comme avant, et de décade en décade, la vie se poursuit monotone et lente sur un fond de grisaille. On est débarrassé de l'abbaye de Pontigny dont les propriétés appartiennent désormais à l'Etat. Plus de redevances féodales, plus de dimes, ce qui est un soulagement. Ceux qui ont acheté des biens nationaux ont fait une bonne affaire car ils ont payé leur acquisiton avec des assignats plus ou moins dévalués.

La vie monotone de Vergigny n'a rien qui puisse nous surprendre. Sur ce finage étendu, presque tout en longueur, dont les parcelles sont très dispersées (car il faut bien que chacun possède sa part de bons et de mauvais sols) on se déplace constamment mais avec une sage lenteur. Le village n'a que 500 habitants et sa population ne varie guère (alors que les communes voisines se dépeuplent). Dès la reprise des travaux, l'homme des champs ne s'appartient plus ; ses besognes le mènent et il rentre chez lui harassé. Les nouvelles, ce sont les papotages du bourg. Comme dans le joyeux Clochemerle les moindres événements prennent une importance disproportionnée à leur valeur intrinsèque. Ils sont vus au travers de lunettes grossissantes aux verres colorés. L'achat d'une pompe communale, car les incendies sont fréquents, la construction d'un lavoir, la réfection du cadastre (1812), la création d'une section de gardes nationaux (avec inflation de gradés), la réfection du presbytère, l'amélioration et la création de chemins nouveaux alimentent les conversations pendant des semaines et des mois. On se renseigne aussi à Saint-Florentin, le chef-lieu du canton, un gros bourg où se tient un marché hebdomadaire. Là plusieurs notables lisent le journal et sont convenablement informés. On va à Saint-Florentin la hotte au dos, parce que c'est l'habitude et parce que la hotte est bien commode pour porter des marchandises.

L'histoire est faite de persistances et de continuations que nous masquent les gros événements spectaculaires (6). De 1802 à 1815 le maire de Vergigny est Didier-Félix Chevreau, marchand de bois, gros propriétaire et acheteur de biens nationaux. Il avait été syndic en 1789, procureur de la commune en 1792, agent national en 1792, agent national en 1793 et agent municipal sous le Directoire. Cas très fréquent autrefois dans les campagnes : « Il paraît avoir été politiquement un partisan de la Révolution et socialement un conservateur ».

De 1810 à 1812, on établit le cadastre. Dès 1849 on demande sa réfection. Pour l'obtenir, le Conseil municipal prétend qu'il est « vicieux comme tous ceux qui ont été dressés avant 1822, époque où les géomètres avaient acquis l'expérience qui leur avait manqué jusque-là ». M. Lizerand s'inscrit en faux contre cette assertion : « Le plan parcellaire avait été bien fait et l'on peut même dire que c'est une manière de chef-d'œuvre ».

En revanche, le conseil municipal avait mille fois raison quand il s'exprimait ainsi : « Ces plans n'étant plus conformes aux terrains dénaturés (c'est-à-dire ayant changé au point de vue cultural), les personnes les plus familiarisées avec les localités, la plupart du temps, ne s'y reconnaissent plus. Les matrices sont surchargées d'écritures, de renvois ; les états de sections sur lesquels il n'a pas été opéré de changement ne sont plus d'aucune utilité. »

Qu'un cadastre devienne vite sinon caduc du moins défectueux, c'est ce dont on se rend compte aisément quand on séjourne longtemps dans la même commune. A Blacé, où j'ai écrit *Les Vignerons du Beaujolais*, j'ai été très frappé des modifications qui se sont produites en vingt-cinq ans dans ce modeste village. Tout le bourg s'est renouvelé : le hameau de Blaceret, placé sur une route départementale, a pris de l'importance. La culture de la vigne s'est extraordinairement développée dans les bonnes terres de plaine ou de faible pente faites pour les cultures de l'assolement quadriennal.

Plus heureuse que Vergigny, la commune de Blacé a pu procéder, juste avant la guerre, à la réfection de son cadastre et j'ai eu le plaisir, déjà retraité, de prendre pension avec les géomètres du service des Finances. Ces excellents syndicalistes s'étonnaient de l'intérêt qu'un vieil instituteur marquait pour leurs travaux. Je les questionnais et ils me répondaient aimablement. La partie haute de la commune leur donna d'autant plus de peine que personne ne s'y reconnaissait entre le passé et le présent. Pour les hameaux du Peillon, du Gay et des Etuiles ils eurent le bonheur de tomber sur mon vieil ami Jean Thillet. Celui-ci, très intelligent, très observateur et doué d'une mémoire infaillible, renseigna très utilement les cadastreurs. Depuis, il m'a dit bien des fois : « Tout notre secteur a changé d'habitants et de cultures. »

Revenons à Vergigny. Plus d'un siècle s'est écoulé et « les défectuosités du cadastre n'ont pas été corrigées et même elles se sont accrues... Et l'on constate avec mélancolie que ce que l'administration romaine pouvait faire tous les quinze ans, les seigneurs d'avant 1789 tous les trente ans, l'Etat français en plus d'un siècle ne l'a pas fait ». Le plus joli de l'histoire, c'est qu'il n'est pas près de le faire, attendu que les ressources d'une commune de 500 habitants sont maigres. On a tellement abusé de la dévaluation qu'on ne sait plus comment établir des devis tant soit peu approximatifs. Quelle sera la dépense communale puisque « l'Etat est incapable de dire avec certitude ce que sera la sienne... Le devis d'adduction d'eau, établi en 1942, s'élevait à 2.100.000 francs, celui de la réfection du cadastre, dressé avant la seconde guerre mondiale, à un million. Que représentent ces sommes aujourd'hui ? Impossible de le dire. Mais ce qui est sûr c'est que la commune est incapable de les emprunter et de les rembourser ».

Avant 1789, il existait à Vergigny une maîtrise d'école en vertu d'une fondation de l'abbaye de Pontigny. Elle avait la jouissance d'une maison en assez mauvais état et de 9 arpents de terre, le tout produisant un revenu de 72 livres. C'était le fixe de l'instituteur qui recevait, en plus, une rétribution des élèves non indigents. Il se nommait Edme Croisé.

Le 11 nivôse de l'an IV, Croisé, qui était à la fois notaire, instituteur et secrétaire de mairie, « dut choisir entre ses diverses fonctions ». Il opta pour celle de notaire. L'école subsista pourtant, mais M. Lizerand ne nous apprend pas qui la dirigea.

(6) Notre ami le juriste Maxime Leroy dit très justement : « Je ne sais rien qui, plus que la jurisprudence, donne l'impression de la continuation, inspire ce sentiment du déjà vu que le bon sens populaire dénonce amèrement en bien d'autres domaines lorsqu'il déclare avec humeur que l'histoire est un éternel recommencement. Je m'en attriste, mais, comme disait Goethe, quel homme a jamais sauté par-dessus son ombre ». (Introduction à l'art de gouverner).

De la loi Guizot du 28 juin 1833, M. Lizerand dit très bien qu'elle innovait d'une façon timide et voulue. On sait que les cléricaux et les légitimistes ont toujours prétendu que c'était une loi « protestante » destinée à combattre insidieusement le catholicisme. Rien de plus inexact : « Le règlement fait la part belle à l'Eglise pour ne pas la rencontrer à la traverse. La classe du matin commence par la prière lue à haute voix et gravement par un élève ; elle se termine par l'*Angelus*. La classe du soir commence par le *sub tuum* et les actes des vertus théologales ; elle se termine par la prière du soir. On doit faire apprendre aux élèves la lettre du catéchisme et de l'évangile qu'ils doivent réciter le dimanche ou dans la semaine à l'église. »

Le beau livre de M. Lizerand ne nous renseigne — et c'est bien dommage — que sur l'instituteur Pourreau qui avait fait acte de candidat le 16 juillet 1833, fut nommé par le ministre le 15 juillet 1834 et installé le 15 août suivant « avec la solennité dont la commune était capable ». Justement parce que Vergigny est une petite commune de 500 âmes, nous voudrions savoir quel souvenir tel ou tel instituteur a laissé dans l'esprit des habitants. Le personnel enseignant a-t-il été à la hauteur de sa tâche ? Comment s'est-il comporté en certaines circonstances (coup d'Etat, guerres diverses, 16 mai, affaire Dreyfus, 6 février 1934) ? Nous désirons connaitre la vie des hommes obscurs (7).

Sur la voie ferrée de Paris à Dijon, Saint-Florentin-Vergigny fait presque figure de grande gare (8). La station est sur le territoire de Vergigny. Une ligne secondaire relie Saint-Florentin à Auxerre, une autre ligne conduit à Troyes. Un hameau, dit de la Gare, s'est créé et s'est développé à proximité de la voie ferrée. « On y trouve trois auberges, une petite usine de chaudronnerie, mais pas de commerçants de détail », 180 habitants le peuplent, dont pas mal de cheminots.

Signalons ici une nouvelle lacune dans le travail de M. Lizerand. Ce dernier nous parle en détail des routes et chemins qui sillonnent sa commune, mais il ne nous dit rien des changements que le tourisme a pu apporter à la vie de celle-ci. Pourtant sa région est sillonnée d'autobus parcourant des « circuits » pittoresques. Quelle concurrence font-ils au rail ?

***

La vie civique de Vergigny ne devient intéressante qu'à partir des événements de 1848. Le 4 juin 1849, dans l'Yonne, histoire de se faire plébisciter, Louis-Napoléon Bonaparte se présente à une élection complémentaire. On vote peu. Dans le canton de Saint-Florentin, sur 1.950 inscrits, Bonaparte obtient 532 voix et son concurrent Rampont 625. Le 17 septembre, nouvelle élection complémentaire. Badinguet ne gagne que 13 voix, mais l'avocat parisien Fenet ne recueille que 66 suffrages. Le futur empereur est élu par 42.085 voix contre 28.050 à son concurrent.

Les événements se précipitent. Le plébiscite des 20 et 21 décembre 1851 est très instructif car « il n'apprécie pas un programme mais juge un acte », le coup d'Etat, le « coup de Majesté » que nos aïeux demandaient à leurs rois. Dans les villages de purs cultivateurs, l'approbation est enthousiaste, ainsi que le prouvent les mentions manuscrites portées sur les bulletins. Un « non » seulement à Jaulges et à Rebourseaux, 2 à Chéu, 7 à Germigny, 10 à Brouilly. A Avrolles, village de vignerons, il y a 18 « non ». Vergigny compte honorablement 16 « non » contre 132 « oui ». A Saint-Florentin, 190 non contre 478 oui. Notons en passant que les opposants ne se transforment pas en capitulards. Ils continuent à lutter et à faire des adeptes ainsi qu'on le verra plus loin.

Sous le Second Empire, la commune de Vergigny s'enrichit peu à peu. « L'argent est plus abondant, l'épargne plus forte ». Cette épargne s'investit sur place. De même que la municipalité refuse d'employer ses fonds libres en rentes sur l'Etat, les particuliers manifestent la même défiance. Les prêts hypothécaires ne sont pas consentis sans arrière-pensée. On accule l'emprunteur à céder quelques-unes de ses parcelles. « Ainsi progresse le remembrement. »

Au fil de la plume, M. Lizerand note :

« Ceux qui n'achètent pas de terre consacrent rarement leur argent à accroitre le confort matériel de leur intérieur. On ne voit pas qu'ils dépensent beaucoup plus pour leur mobilier ni pour leurs vêtements qu'ils continuent à faire durer longtemps. »

De fait, le goût du confort matériel est tout récent chez les paysans. Ce confort a été une solution de désespoir. Il a fallu d'extraordinaires et rapides dévaluations engendrant la certitude que le franc était appelé à tomber à rien pour que les ruraux se décident enfin à utiliser leurs billets de banque. Ils n'ont guère changé depuis le XVIe siècle et M. Lizerand écrit très justement : « Ils ne parviennent que bien rarement à comprendre et presque jamais à bien sentir que, si la monnaie est une mesure de la valeur des choses, c'est une valeur variable. » La passion pour l'or, l'argent et les billets a toujours été très forte dans les campagnes et elle a été d'autant plus puissante que la monnaie a été plus forte.

M. Lizerand note que, peu avant 1870, un grand changement s'était produit dans l'opinion publique de Vergigny. « Les habitants dans l'ensemble n'avaient pas de griefs graves contre l'administration impériale qui n'était pas sans mérite. Mais les satisfactions que procure une administration raisonnable ne leur suffisaient plus comme au temps passé et cela est nouveau ». Au plébiscite du 8 mai 1870, la question posée était « captieuse » car on leur demandait, en approuvant les réformes libérales de Napoléon III, de fortifier la dynastie. Le piège bonapartiste ne fut pas partout éventé. Il y eut pourtant 39 « non » contre 99 « oui » à Vergigny. A Saint-Florentin, les républicains l'emportèrent par 418 voix contre 264.

Après 1870, il se produit à Vergigny un élargissement de la vie politique. La presse d'opinion a des lecteurs attentifs, voire passionnés, faisant circuler les publications qu'ils reçoivent. L'organe qui a le plus de faveur est *La Lanterne de Boquillon* que M. Lizerand nous dépeint en ces termes : « C'est une brochure hebdomadaire de petit format, imprimée en caractères cursifs avec quelques dessins, que rédige le journaliste Albert Humbert. Le ton de ce journal fait songer un peu au *Père Duchêne* d'Hébert. Il est satirique, très anticlérical, un terme qui, à Vergigny, est à peu près l'équivalent de républicain et on le lit avec un véritable empressement » (9).

La justesse de ces appréciations me frappe d'autant plus que j'ai eu l'occasion, au temps de ma jeunesse, de lire *La Lanterne de Boquillon*. Au

(7) Saint-Florentin comptant plus de 2.000 habitants, ce chef-lieu de canton possède-t-il un cours complémentaire ? Si oui, comment est-il organisé ? Si non, où les adolescents de Vergigny poursuivent-ils leurs études ?

(8) A l'instant, une revue de cheminots m'apprend qu'une sous-station électrique a été installée à Saint-Florentin-Vergigny. Une « cité » S.N.C.F. grossira donc le hameau de la Gare dont parle M. Lizerand.

(9) Dans l'Isère, pendant très longtemps, le républicain fut également celui qui ne mettait pas les pieds à l'église.

cours de vacances à Saint-Ondras (Isère), j'en trouvai une forte collection chez mon grand-père maternel et naturellement je la lus sans parler à personne de ma découverte. Par la suite, j'ai pensé que l'alerte et spirituel brûlot devait faire les délices de mon brave manant d'oncle Auguste qui ne manquait jamais de s'enfoncer le chapeau sur la tête quand il intimait l'ordre au baron du pays de ne point chasser sur nos terres.

M. Lizerand ne nous parle ni de la naissance, ni des progrès, ni des reculs du socialisme à Vergigny et à Saint-Florentin et c'est très regrettable car l'Yonne, l'Isère et l'Allier furent des départements où le chauvinisme vint se briser contre le ferme bon sens d'une paysannerie laborieuse, économe et raisonnable. Dans le temps même où l'on poursuivait *le Pioupiou de l'Yonne* on poursuivait également à Grenoble *le Droit du Peuple* et les deux acquittements eurent lieu à quelques jours d'intervalle. Avec beaucoup de naturel et de talent, — car le bougre en avait — Gustave Hervé exprima alors les idées des hommes du rang des sans-grade irrévérencieux qui se moquent de la gloire et exigent la Justice. Pierre Brizon l'imita dans l'Allier mais montra plus de constance.

Dans le domaine que nous examinons, bien des questions se posent. Comment, dans ces départements, la réaction a-t-elle pu regagner tant de terrain ? Comment des paysans de gauche, volontiers raisonneurs et sceptiques, ont-ils pu devenir staliniens ? Il est vrai que les ruraux lisent de moins en moins et parfois ne lisent plus rien du tout. Même quand la population d'une commune rurale varie peu, il est certain que le nombre des vrais paysans y diminue presque sans arrêt. Des rentiers, des retraités, des villégiateurs masquent ce fait indiscutable. Et alors le temps manque pour se cultiver parce que le travail accable.

Autrefois ? « On travaillait beaucoup ou, plutôt, on était très occupé. »

Et maintenant ? On travaille davantage et plus durement. A Vergigny, se sont implantées des cultures délicates : asperges, cornichons, haricots verts : « Elles exigent beaucoup de travail puisque leur cueillette est journalière, la première pendant deux mois. » Dès lors « en été une grande partie de la population travaille sans arrêt, ne s'accorde pas de loisirs et considère sans sympathie ceux qui bénéficient de la journée de huit heures, de la semaine anglaise et des congés payés. Ces cultivateurs d'une espèce nouvelle qui ont domestiqué la terre sont en même temps devenus ses esclaves. Il y a quelque chose de trépidant dans leur vie, une sorte de nervosité qui ne contribue pas à conserver ce qu'il y a encore de paisible sur les finages qui sont restés fidèles aux cultures fondamentales et peu variées ».

Ailleurs, le remembrement, l'emploi des machines, l'extension des prairies naturelles ont donné des loisirs aux ruraux. Malheureusement dans les pays à habitat dispersé, la vie s'est faite plus monotone, plus favorable à l'engourdissement intellectuel. Ne soyons pas surpris que certaines régions de France soient devenues plus âprement réactionnaires, plus hargneusement conservatrices : « Le manque d'horizon, l'isolement entraînent le reploiement sur soi-même et ne développent pas la curiosité et l'ouverture d'esprit » (10).

Ainsi qu'il arrive souvent à la campagne, la commune de Vergigny a toujours été bien administrée. Plusieurs de ses maires — et il faut sans doute compter parmi eux M. Georges Lizerand — ont servi le bien public. Pourtant, après 1900, la commune a peu réalisé. « Sa situation lui permettait pourtant d'entreprendre. Mais le fonctionnement de l'administration a commencé à s'altérer sous l'influence de l'intervention excessive de l'Etat et de conditions générales anormales et défavorables : l'état troublé de l'Europe, la mobilisation de 1914, l'entre-deux-guerres. Peut-être aussi la municipalité a-t-elle manqué d'initiative et a-t-elle craint d'oser. Des réalisations qui étaient possibles alors n'ont pas été fortement voulues, en sorte que cette période de quarante ans est un peu l'ère des occasions manquées. Ce qui vaut d'être mentionné se réduit à deux constructions : un nouveau lavoir et un bureau de poste. »

M. Lizerand connaît très bien ses concitoyens et administrés. Historien impartial, il ne les dénigre point ; il ne les idéalise pas davantage.

« L'habitant autochtone de Vergigny a des opinions et un programme avancés. Mais il n'aime pas l'étranger, le « horsin » ; il est profondément individualiste. En bref, c'est un conservateur qui s'ignore.

» Si l'on veut pousser plus loin, on peut encore relever quelques traits de caractère : une curiosité presque toujours en éveil ; le souci de découvrir les motifs profonds des actions des autres ce qui, par l'exercice, crée une véritable aptitude psychologique... Ces travers sont de tout temps et de tout lieu à la campagne. Mais ils sont ici si sensibles que ceux qui viennent du dehors, les « horsins », les remarquent immédiatement et déclarent que ce n'est pas comme ça dans les autres pays. »

A l'heure actuelle, trop de jeunes instituteurs sont des robots staliniens. Ils croient apporter des idées « neuves » aux paysans et ils sont d'affreux réactionnaires car pour agir sur le réel il faut le bien connaître. Or elles sont nombreuses les régions où l'on peut dire, comme le « horsin » de Vergigny, que ce n'est pas comme ça dans les autres pays. Dans mon Isère natale, l'Oisans, la Mateysine, le Valbonnais, le Trièves, le Vercors, la Chartreuse, les Terres froides ce n'est pas partout la même chose, loin de là. Demandez plutôt aux instituteurs qui recherchent certains postes et en fuient d'autres.

Et alors demandons à nos maîtres d'école — ils sont bacheliers, que diable ! — que sans fioritures de style, sans se soucier d'aboutir à des conclusions connues à l'avance, ils nous fassent connaître honnêtement, à la bonne franquette, le village où ils enseignent. Ainsi on pourra travailler efficacement.

M. Lizerand n'omet pas de signaler les éléments progressifs qui existent à Vergigny. On s'y heurte, certes, à une très longue tradition de prudence méfiante. Mais il n'est point de tradition qui n'évolue. A Vergigny « elle est réservée quant aux nouveautés qu'elle n'accueille qu'avec retard. Ainsi la première moissonneuse n'est apparue qu'en 1896, la première voiture automobile en 1911, l'éclairage électrique en 1907. Quoique l'outillage agricole soit satisfaisant, il n'existe que deux tracteurs et seulement depuis un an. Ensuite elle répugne à l'association. Des groupements divers ont tenté de se constituer : orphéon, fanfare, société sportive : aucun n'a pu subsister ».

Je ne pense pas que ces constatations de M. Lizerand montrent très clairement que les paysans de Vergigny répugnent à l'association. Il faut, en effet, une population communale assez nombreuse pour qu'un orphéon, une fanfare, une société sportive, un groupe théâtral puissent se maintenir. Un orphéon passable — j'ai vu cela à Pont-de-Claix, mon poste de début — requiert au moins 25 chanteurs pour qu'on puisse compter sur 20 exécutants lors d'un concert. Or ils n'étaient pas faciles à trouver (et surtout à retenir) dans une commune de 1.100 habitants. Même remarque pour une fanfare, une équipe de football, une compagnie artistique.

(10) Dans le Nord, nous avons vu, récemment, des ruraux fanatiques molester deux sénateurs socialistes.

Notre vieux Sorel aimait à répéter que les œuvres de l'enthousiasme durent peu. Qu'il s'agisse de sport ou d'art, on passe par des phases d'engouement, de calme plat, d'apathie et de découragement inévitables car, justement, les groupes envisagés n'ont rien de spécifiquement social. Sorel (dont le meilleur livre est peut-être *l'Introduction à l'économie moderne* où il conseillait d'étudier d'abord l'économie rurale), Sorel disait qu'il convient de considérer les associations agricoles en s'attachant à bien voir quel esprit juridique les anime, quelles responsabilités et capacités collectives elles engendrent. A Vergigny le sens collectif se manifeste par l'existence de deux coopératives, ce qui n'est déjà pas si mal. « L'une, de production laitière, n'est en réalité qu'une succursale dont le centre est à Cheny, distant de près de vingt kilomètres. L'autre, de consommation, fondée l'an dernier, n'est qu'une succursale d'une autre, créée à Migennes, près Cheny, réservée aux employés du chemin de fer et aux fonctionnaires. Et dans cette commune où les choses de la terre ont tant d'importance il a été à peu près impossible de créer un syndicat agricole qui soit viable. »

Ici nous tombons sur le problème capital de l'instruction qui retenait intensément l'attention du grand socialiste anglais Harold Laski. « Il n'est pas, écrivait-il, dans l'Etat moderne de division plus fondamentale que celle qui sépare ceux qui ont la haute main sur le savoir et ceux qui ne l'ont pas. *Par la suite, le pouvoir est à ceux qui peuvent formuler et saisir les idées.* » Il jugeait ainsi le citoyen dépourvu d'instruction : « Il est condamné à devenir l'esclave d'autrui. Il ne sera pas capable de convaincre ses semblables... Il n'atteindra pas toute la hauteur de sa personnalité. Il traversera la vie, être rabougri dont la raison n'a jamais ordonné les instincts en une expérience. » Et Laski ajoutait : « Un esprit de premier ordre peut échouer à exprimer ses facultés simplement parce qu'on ne l'a pas instruit jusqu'à l'en rendre conscient. »

Au vrai, beaucoup de syndicats agricoles manquent de vie d'abord parce qu'ils sont de composition hétérogène, ensuite parce que ce sont des notables, des prépondérants, pleins d'aplomb et de faconde qui les dirigent. Les petits paysans s'abstiennent d'agir et de faire de l'opposition parce qu'ils doutent de leurs capacités. Dans nos campagnes — en dépit des déclarations officielles — le savoir, depuis trente-cinq ans, est loin d'avoir progressé. Parmi les vignerons du Beaujolais, je ne connais pas, présentement, de militants ayant la valeur intrinsèque et l'instruction d'un Philibert, d'un Allégatière, d'un Ravier et d'un Fayard.

Pour les fédéralistes d'après 1870, la commune autonome devait être la cellule de base où se réaliserait politiquement le socialisme. De leurs espérances rien n'est demeuré. Non seulement, comme le dit M. Lizerand, l'autonomie communale est en train de disparaître, mais « le maire est débordé et même submergé par moment, tout en étant prisonnier, pris qu'il se trouve entre l'administration supérieure et ses propres administrés... On a cru atténuer ces difficultés en lui attribuant une indemnité de fonctions. Elle ne compensera jamais sa peine. Si elle est très élevée, elle compromettra sa dignité et fera du magistrat qu'il doit être une sorte de fonctionnaire ou d'agent. Si elle est faible, les mairies risquent de ne plus être occupées que par ceux qui ont beaucoup de loisirs (ils ne sont pas nombreux dans une commune, mis à part les anciens fonctionnaires) ou par ceux qui ont de la fortune. Mais la commune, qu'on le veuille ou non, a son rôle politique dans l'Etat. Est-il sage de la laisser administrer par des *tchinovniks* ou des notables » ?

Depuis un siècle et demi, Vergigny fait figure de commune très bien administrée. Sa récompense est de ne plus pouvoir aller de l'avant. Quatre importants travaux s'imposent. Ce sont :

1.) L'adduction d'eau ;
2.) La réfection du cadastre ;
3.) Le drainage des secteurs humides du finage ;
4.) La réfection des chemins.

Or on ne peut rien entreprendre et cela par la faute de l'Etat dont les finances sont malsaines. « C'est donc sur un point d'interrogation, dans la brume et l'incertitude que se termine notre conclusion. »

⁂

Avec son *Régime rural de l'ancienne France*, M. Lizerand avait pris place parmi les historiens géographes (notre grand Marcel Bloch, un Gaston Roupnel, un Roger Dion) qui s'occupent du devenir de la France paysanne. Avec sa monographie si fouillée, où l'homme n'est jamais perdu de vue, il nous fait connaître scientifiquement une unité de cette France si étonnamment diverse. Ce n'est pas un mince mérite et elle pourra inspirer des travaux similaires, dont il faudra bannir l'optimisme béat et le pessimisme systématique.

En effet, dans un vieux pays aux terroirs divers, aménagés depuis des millénaires, il y a sans fin des alternances de progrès et de recul sans que rien de décisif soit jamais acquis. « La campagne qui se ruine sous nos yeux, écrit Roupnel, n'a pas vainement subi l'homme. A son service, elle a souvent perdu sa santé. Les terres qu'on abandonnait jadis à la jachère étaient retirées à une forêt qui les avait entretenues d'humus. Celles qu'on restitue maintenant à l'herbe et à la friche sont retirées à une culture qui les épuisa. Sur les plateaux et sur les pentes ce qu'on rend à la nature c'est une glèbe livrée depuis longtemps sans défense au ruissellement qui l'a dépouillée de ses éléments meubles — de sa chair — pour ne lui laisser que ses pierres — ses os ! » Roupnel ne fait allusion ici qu'à l'érosion superficielle. Il y a, plus redoutable encore, bien qu'à plus longue échéance, l'érosion en profondeur, la descente progressive de l'eau vers des niveaux de plus en plus bas, descente qui tarit les sources et transforme des contrées jadis fertiles en régions semi-désertiques, de sorte qu'en certains endroits, la campagne française « tend à redevenir la ruine monotone où s'effacent les chemins et où se confondent les lieux ». C'est effectivement le triste spectacle qu'elle offre, en gros, de Blaizy-Bas à Laroche-Migennes. Mais d'un autre côté il reste l'homme et il n'y a rien de plus tenace que les vrais paysans résorbés par le domaine qu'ils cultivent. Ils achètent imperturbablement les terres de ceux qui partent ou meurent sans postérité : « Et c'est souvent avec une surprise admirative qu'on peut contempler (par exemple dans les plateaux dépeuplés du Tonnerrois) une campagne partout en état, intacte, riante et fraîche, comme si l'homme y était encore tout ce qu'il y fut jadis. »

Puissent donc les instituteurs ruraux comprendre qu'il y a une pérennité des choses campagnardes et qu'ils peuvent travailler à l'émancipation de leurs frères les paysans en nous les faisant mieux connaître.

A.-V. JACQUET.

VELLEITES DE RESISTANCE SYNDICALE en Tchécoslovaquie

Parmi les phénomènes traduisant les difficultés auxquelles Staline se heurte à l'intérieur de son empire, le moins remarqué à l'Ouest nous paraît le plus important : les nombreuses tentatives mises en œuvre depuis à peu près un an en vue de faire renaître les syndicats. Déjà la convocation, au printemps 1949, du Xe congrès des syndicats russes, survenue après une interruption de dix-sept ans, constituait à elle seule un fait surprenant. L'importance de la réunion du Xe congrès est encore mise en relief par le fait que les nouveaux statuts adoptés à cette occasion contiennent des clauses visant à assurer la périodicité des congrès et des séances des comités centraux des fédérations. Et, plus que la convocation même du congrès, le nombre de critiques sérieuses formulées au cours de ses séances est vraiment étonnant. Bien sûr, on aurait grand-peine à trouver parmi ces critiques une seule qui présentât un caractère spontané ; le jour où un congrès des syndicats russes entendra une critique spontanée, le régime stalinien aura vécu. Il n'en est pas moins significatif que Staline se voie aujourd'hui obligé d'autoriser toute une série de critiques, dont certaines désavouent formellement les dires de sa propagande, comme par exemple celle-ci rapportée par le « Troud » du 21 avril 1949 :

« *...En vertu de quel droit... le ministère de Construction des entreprises de l'Industrie lourde n'a-t-il pas exécuté, au cours de toute une série d'années, le plan gouvernemental d'équipement des habitations ? Pourquoi le ministère de la Mécanisation et de l'Economie rurale et celui de l'Industrie houillère font-ils si peu pour la satisfaction des besoins des ouvriers de leurs entreprises, en ce qui concerne le logement, dans la région de Molotovsk ?* ». (Cité d'après le « Bulletin d'Information des Groupes de liaison internationale », no 3, juillet 1949.)

Remarquons encore que cette nouvelle attitude envers les syndicats ne se borne nullement à la Russie elle-même; nous la retrouvons un peu partout chez les satellites. Même un bourreau du type de Tchervenkov se déclare en faveur des syndicats. Est-ce là une simple répétition des slogans moscovites, ou bien une répercussion du fait que les mêmes difficultés se font jour dans l'ensemble de l'empire stalinien ?

Pour répondre à cette question cruciale — ne serait-ce que d'une façon provisoire — il faut examiner de plus près l'expérience tchécoslovaque. Car c'est là-bas que la nouvelle tendance est allée jusqu'ici le plus loin, surtout à l'occasion du IIe congrès des syndicats, réuni entre le 11 et le 15 décembre dernier à Prague.

LES SYNDICATS INSISTENT SUR LEUR INDEPENDANCE...

« *Un reproche notamment nous fut souvent adressé : que notre politique syndicale ne serait pas une politique indépendante, qu'elle se soumettrait aux vœux et peut-être même au diktat du parti communiste... Notre attitude envers les différents partis du Front national n'est déterminée par aucune considération étroitement partisane... L'attitude du mouvement syndical envers les partis politiques ne saurait s'orienter que d'après la façon dont tel ou tel vise, non seulement dans son programme mais encore dans sa politique pratique, à la défaite du capitalisme et à l'édification du socialisme. Si les syndicats unis et les actions qu'ils menaient furent en principe d'accord avec des actions et des revendications du parti communiste et si le mouvement syndical s'est prononcé en faveur de la politique pratiquée par le P.C. et par son président Gottwald, ce n'était pas que le Mouvement Syndical Révolutionnaire renonçât à son indépendance et se soumît à la direction du P.C. En réalité, le Mouvement Syndical Révolutionnaire uni se mit dès la libération à pratiquer une politique socialiste à lui. Cette politique socialiste l'amena à une coopération étroite avec le P.C. Au congrès et à vous autres délégués de juger : notre mouvement syndical a-t-il profité, ou a-t-il perdu dans cette collaboration et cette lutte commune poursuivant des buts dégagés — je n'hésite pas à le dire — par le parti communiste ?* » (Discours de Zapotocky, président des syndicats tchécoslovaques, prononcé au congrès le 11 décembre).

Le rapport entre le parti et les syndicats, tel que Zapotocky le préconise actuellement, consisterait donc non pas en une subordination de ceux-ci à celui-là, mais en une égalité réciproque. Et l'identité de leurs buts résulterait uniquement d'une coïncidence de leurs intérêts respectifs.

Pour pouvoir apprécier combien cette conception diffère de la formule habituelle, nous n'avons qu'à les comparer avec la manière dont le rapport entre le parti et les syndicats se trouve défini dans les statuts adoptés par le Xe congrès des syndicats russes :

« *Les syndicats soviétiques réalisent toute leur activité sous la direction du parti communiste qui organise et dirige les forces de la société soviétique. Les syndicats soviétiques donnent de la cohésion aux masses autour du parti de Lénine-Staline.* » (Cité d'après le « Bulletin d'Information... »).

Ou encore :

« *A toutes les étapes de la lutte pour l'édification de la société communiste, les syndicats invariablement se sont dirigés et se dirigent suivant les indications de Lénine et de Staline concernant le rôle des syndicats : école du communisme. C'est dans la sage direction du P.C. de l'U.R.S.S. (bolchévik), du grand chef du parti et du peuple, du camarade Staline, qu'est la force des syndicats soviétiques.* » (Ibid.)

Bien sûr, Zapotocky n'a pas oublié d'ajouter la formule obligatoire des staliniens :

« *Nous voulons édifier le socialisme, déclare-t-il. Nous, nous sommes convaincus que nous ne saurions l'édifier sans la ferme direction du parti communiste. Nous croyons ne pas pouvoir l'édifier sans*

alliance et amitié solides avec l'Union Soviétique. Nous croyons que nous n'édifierions jamais le socialisme si nous oubliions, ne serait-ce que pour un moment, notre grand maître et ami, le camarade Staline. »

Or, cette formule pétrifiée ne fait que souligner encore davantage les particularités des relations entre les syndicats et le parti telles que Zapotocky les préconisait auparavant. Il n'a fait ni plus ni moins que de réclamer, pour les syndicats, une certaine indépendance envers le parti.

Et non seulement envers le parti. La même mesure d'autonomie est revendiquée en ce qui concerne les rapports entre les syndicats et le gouvernement :

« *Lors de notre première conférence confédérale, en janvier 1946, nous tînmes à faire remarquer que notre attitude positive envers le gouvernement n'était pas liée au fait que c'était là un gouvernement du Front national auquel participaient les trois partis socialistes. En tant qu'organisation volontaire des salariés, qui se trouvent opposés par un antagonisme de classe à l'ordre social capitaliste, nous avons pris une attitude positive envers le gouvernement du Front national uniquement parce que ce dernier avait promis de limiter l'entreprise capitaliste privée et de faciliter la transition vers le socialisme... Nous avons fait remarquer: « Nous soutiendrons chaque gouvernement tendant » vers la socialisation, mais nous ne saurions appuyer un gouvernement qui voudrait freiner et » saboter le processus de développement vers la » socialisation »...*

C'est ainsi que même l'attitude positive actuelle du Mouvement Syndical Révolutionnaire envers le gouvernement du Front national rénové ne résulte ni ne dépend du fait que dans ce gouvernement siège un tel ou tel nombre de représentants du Mouvement Syndical Révolutionnaire... La question des portefeuilles ne peut et ne pouvait jamais être décisive pour nous. La question décisive était de savoir si le gouvernement du Front national rénové adopterait les revendications de principe telles qu'elles venaient d'être dégagées et présentées par le congrès syndicaliste des responsables des conseils d'entreprise et des syndicats... Je crois donc que le congrès actuel approuvera, lui aussi, notre principe précité et qu'il ne le changera en rien : « Le Mouvement Syndical Révolutionnaire soutien» dra chaque gouvernement visant à poursuivre » l'édification du socialisme dans notre pays et il » ne saurait appuyer aucun gouvernement qui vou» drait freiner et trahir l'édification du socialis» me ». (Discours de Zapotocky du 11 décembre.)

Et le secrétaire général, M. Erban, tint à souligner dans son discours du 12 décembre que « le Mouvement Syndical Révolutionnaire sut exécuter la ligne générale fixée par le 1er congrès syndical, même avant février 1948 », alors que le gouvernement comprenait bien des saboteurs.

***

Cette autonomie, à laquelle les syndicats prétendent, face au parti d'un côté et au gouvernement de l'autre, se trouve enfin complétée par les efforts qu'ils déploient en vue de se rendre dans une certaine mesure indépendants de la bureaucratie économique. La mesure la plus significative adoptée par le congrès dans ce sens concerne les organismes syndicaux à l'usine. Jusqu'ici, il y en eut deux : 1° le Conseil d'entreprise élu par l'ensemble des travailleurs (syndiqués aussi bien que non syndiqués) et doué de pouvoirs relativement larges pour intervenir dans la production et l'administration de l'usine; 2° le Comité de la section syndicale, dépourvu de tout droit dans ce dernier domaine, mais qui fut en revanche autorisé à diriger et à surveiller le Conseil d'entreprise. Ce dédoublement n'était qu'une survivance. Il s'était produit à la libération, lorsque les staliniens cherchaient à affaiblir la puissance des syndicats qui échappaient encore à leur contrôle (1) ; dans cet ordre d'idées, ils imposèrent la création des comités de section syndicale afin de porter atteinte aux conseils d'entreprise, centres de fermentation révolutionnaire, et notamment au contrôle de la production dont ceux-ci s'étaient emparés. Plus tard, la mainmise stalinienne sur les syndicats étant déjà achevée, la coexistence des comités de section syndicale et des conseils d'entreprise garantissait que ces derniers ne se transformeraient pas en porte-parole authentiques de la classe ouvrière, échappant au contrôle du sommet. Finalement, toutes les possibilités d'une opposition légale ayant été anéanties par le coup d'Etat de février 1948 et par des mesures prises par la suite, le dédoublement des organismes syndicaux à l'usine devint superflu.

Dès l'automne 1948, la décision fut prise de les unifier. Lors des élections des comités de sections syndicales et des conseils d'entreprise, la consigne fut donnée d'élire les mêmes candidats dans les deux organismes à la suite de quoi le congrès était invité à voter la dissolution des conseils d'entreprise. De cette façon, les pouvoirs de ceux-ci, ayant trait à la gestion — pouvoirs restant sur le papier il est vrai, mais dont l'existence même théorique ne cesse d'inquiéter les directeurs — devaient être ensevelis. Il n'en fut rien. A la dernière minute, il fut décidé de liquider les comités de sections syndicales et de faire subsister les conseils d'entreprise. Les techniciens et les administrateurs vivront après comme avant sous la menace qu'au cas d'un désaccord sérieux avec les syndicats, ceux-ci pourraient rendre effectif le droit de contrôle dont leurs organismes à l'usine jouissent d'une manière platonique.

« *Nous abandonnons et nous sommes bien obligés d'abandonner, notamment dans notre production, la responsabilité soi-disant collective — parce que les décisions étaient prises par chacun dans un sens différent, sans que personne fût responsable — et nous passons à la responsabilité individuelle. Or il y en a qui croient que celle-ci leur donne le pouvoir de décider en dictateurs, de diriger les usines d'une façon irresponsable, de prendre des décisions sans que l'on soit obligé de les justifier devant qui que ce soit et de prouver leur indispensabilité. C'est pour ça qu'il nous faut de la vigilance, de la critique et de l'autocritique, qu'il nous faut le contrôle des masses. En octroyant aux individus le droit de décider de leur chef, nous devons d'autant plus leur demander qu'ils soient personnellement responsables et se soumettent au contrôle. Celui-ci doit être exécuté avant tout par l'organisation syndicale... Voilà pourquoi nous ne renonçons pas aux conseils d'entreprise et à leur droit de contrôle.* » (Discours de Zapotocky du 11 décembre.)

Une autre mesure visant à renforcer l'autonomie des syndicats devant la bureaucratie économique concerne la structure intérieure de l'organisation syndicale : le centralisme à outrance qui confiait toutes les fonctions fondamentales aux organismes confédéraux et étouffait toute vie au sein des fédérations, sera dorénavant assoupli et les fédérations, correspondant aux branches économiques, se verront attribuer des pouvoirs relativement larges. Ce changement fut expressément expliqué comme facilitant la participation des syndicats à la direction de l'économie.

« *Notre désir d'en finir avec l'ancien morcellement et d'aboutir à un mouvement syndical uni*

---

(1) Cf. notre article : « Les syndicats tchécoslovaques sous la démocratie populaire », dans **Confrontation Internationale**, n° 3, sept.-oct. 1949.

nous imposa une centralisation relativement rigide des syndicats... Si la direction des syndicats doit s'occuper maintenant de l'économie, elle doit s'en rapprocher. C'est pour cela qu'elle doit s'orienter bien plus qu'auparavant vers la direction des fédérations. Relâcher la centralisation rigide. Donner aux fédérations davantage de travail, de possibilité d'agir indépendamment, davantage d'influence directe à la direction de l'organisation syndicale unie. » (Discours de Zapotocky du 11 décembre.)

...ET ILS TACHENT DE SE FORGER DE NOUVELLES ARMES...

La nouvelle orientation tend en même temps à modifier la situation à l'intérieur des syndicats. Jusqu'ici, la tendance prédominante visait à ce que les militants du rang ne fussent qu'une foule embrigadée, surveillée et commandée. Le centralisme à outrance, dont nous venons de parler, s'appliquait aux rapports entre la base et le sommet d'une façon bien plus rigide encore qu'à ceux entre les fédérations et les organismes confédéraux. Ainsi, plusieurs districts ne possèdent pas de permanents syndicaux. Ceux qui en possèdent, et dont le nombre s'élève à 196, ne disposaient, au printemps 1949, que de 234 secrétaires. Les bureaux départementaux, au nombre de 13, sont par contre peuplés par 570 secrétaires syndicaux, sans parler du personnel « technique » (2). A la tête de l'organisation se trouve le Conseil Central des Syndicats, composé des représentants des départements, des fédérations et des permanents du secrétariat général. Au-dessus du Conseil Central se plaçait un organisme moins large, la direction, qui pour sa part cédait une partie importante de ses fonctions à un présidium encore plus restreint. En réalité, tous ces organismes ne faisaient guère plus que de voter des mesures proposées — et plus souvent déjà prises — par le secrétariat général. Celui-ci s'est en effet substitué à tous les autres organismes. Il dispose d'un vaste appareil de secrétaires et de « commissions spécialisées », composées pour la plupart d'hommes n'ayant rien à faire avec le syndicalisme : des juristes spécialisés dans la législation du travail, des économistes « calés » dans les problèmes du dirigisme, des organisateurs de cantines ou de performances artistiques pour le peuple laborieux, etc.

Afin d'atténuer ce centralisme, le IIe congrès a voté toute une série de modifications, dont notamment :

— le présidium est liquidé, la direction devient l'organe suprême;

— la direction sera élue par le Conseil Central des Syndicats;

— elle comprendra des représentants de toutes les fédérations;

— nombre de fonctions remplies jusqu'ici par le suprême organisme confédéral seront transférées aux fédérations;

— le secrétariat général devient organe exécutif, non autorisé à prendre des décisions de son propre chef;

— les membres de ce dernier organisme ne seront plus choisis par la direction qui sera aussi autorisée à les révoquer;

— les « commissions spéciales » sont dissoutes et leurs fonctions seront réparties entre les fédérations et les diverses sections de la centrale.

Ces changements destinés à décentraliser le sommet trouvent leur contrepartie dans ceux concernant la base et qui visent à en intensifier l'activité. Il s'agit là notamment de la création des deux nouveaux organismes à l'usine — conseils d'atelier et responsables de rayon — par l'entremise desquels le Conseil d'entreprise devrait de nouveau prendre des contacts intimes avec les travailleurs. Les droits que le Conseil d'entreprise exerce à l'échelle de l'usine tout entière seront accordés au Conseil d'atelier à l'échelle d'un atelier. C'est dorénavant lui qui convoquera les réunions du personnel, pour que l'auditoire soit moins large et plus facile à contrôler. Chaque conseil d'atelier disposera enfin de plusieurs responsables de rayons qui, dans leurs rayons respectifs, entretiendront un contact quotidien avec tous les travailleurs et connaîtront chacun d'eux en personne.

Toutes ces modifications, aussi bien celles opérées au sommet que celles qui touchent la base, ne concernent évidemment que les formes d'organisation et, partant, ne sauraient changer grand-chose à l'ossature bureaucratique du syndicalisme d'Etat. Les dirigeants n'en sont pas dupes. Dans leur idée, les changements effectués sur le plan de l'organisation ne constituent qu'une condition préalable de la renaissance. Celle-ci pourtant doit venir d'un autre côté :

« *Le seul moyen d'affronter le bureaucratisme consiste dans la démocratie à l'intérieur et dans la critique d'en bas.* » (Discours de Zapotocky du 11 décembre.)

Là encore, les dirigeants des syndicats tchèques sont allés bien plus loin que leurs confrères des autres pays stalinisés. La critique d'en bas, ça ressemble déjà trop à l'hérésie : d'habitude, ce slogan n'est là-bas que chuchoté.

...SANS CESSER POURTANT D'ETRE DES SYNDICATS D'ETAT

Il serait cependant fondamentalement faux que de croire que cette nouvelle orientation amène les syndicats à franchir la frontière qui délimite le syndicalisme d'Etat du syndicalisme tout court.

Remarquons d'abord — pour éviter tout malentendu — que le caractère essentiellement étatique des syndicats n'est nullement atteint par l'effort qu'ils font afin de s'émanciper de leur soumission complète au gouvernement. Cela n'est paradoxal que de prime abord. Car en effet, dans un régime stalinien, on ne saurait confondre l'Etat avec le gouvernement : celui-ci ne constitue qu'une des institutions de celui-là, au même titre que le parti, la police, la bureaucratie économique et les syndicats eux-mêmes. Les divers changements, que peuvent subir les rapports entre ces diverses institutions, se produisent donc au sein de l'Etat. Et comme l'élasticité de l'Etat totalitaire est malgré toute apparence assez grande, l'étendue de ces changements peut être relativement large; il suffit de rappeler ici que la bureaucratie économique en U.R.S.S. s'applique depuis assez longtemps déjà à mettre en marche des entreprises privées sans que cela mette sérieusement en péril l'Etat stalinien (3).

Il est toutefois concevable que les prétentions d'une des institutions d'Etat pourraient atteindre un point tel que le cadre de l'Etat lui-même se trouverait dépassé. Ce serait alors la fin du régime. Il se trouve cependant que les nouvelles tendances du syndicalisme stalinien, telles que nous pouvons les constater en Russie et dans le glacis, se trouvent, hélas ! bien loin de cette limite. Pour s'en rendre bien compte, on n'a qu'à exprimer les buts auxquels la nouvelle orientation doit servir. De ce point de vue, la situation est parfaitement claire :

« *Se déshabituer de penser de la manière ancienne, c'est là vraiment un grand problème. Je*

(2) Chiffres cités au IXe congrès du P.C. de Tchécoslovaquie par le secrétaire général.

(3) Cf. « Ost-Probleme », année II, Bad Nauheim 1950, no 12.

m'en suis convaincu même ici, au congrès, lorsque je parlais avec nos vieux pionniers du mouvement syndical. Le congrès leur plaisait, ils étaient enthousiasmés et satisfaits, mais devinez ce que quelques-uns regrettaient. Que le Congrès ne revendiquât pas. Ils disaient qu'ils avaient été, eux, bien plus combattifs dans les congrès et qu'ils savaient présenter des revendications... C'était la tâche d'une organisation ouvrière et d'un congrès des syndicats à l'époque capitaliste de réfléchir sur les revendications à poser aux capitalistes. C'est la tâche de l'organisation syndicale à l'époque de l'édification socialiste et la tâche de notre congrès de réfléchir et de nous mettre en quête des moyens de satisfaire les revendications vitales des travailleurs. Ce n'est donc pas la tâche de notre IIe Congrès de présenter des revendications. Sa tâche est de chercher la meilleure façon d'organiser la production, d'élever la productivité, d'augmenter le revenu national, de produire davantage, mieux, à meilleur marché. » (Discours de Zapotocky à la clôture du congrès, le 15 décembre.)

Quant à ces « moyens de satisfaire les revendications vitales des travailleurs », en voici quelques exemples empruntés au rapport du secrétaire général :

« *Jusqu'ici, les heures de consultation dans les services médicaux ne sont pas choisies de manière à permettre de soigner les travailleurs avant tout après les heures de travail. Ainsi par exemple le service dentaire est ouvert seulement jusqu'à 16 h. à Kladno, jusqu'à 15 h. 30 à Pardubice. Samedi après-midi, il n'y a pas de consultation du tout, dans les services de l'Assurance nationale. Il faudrait que du moins les services dentaires soient ouverts justement samedi après-midi...*

» *Depuis la victoire que la classe ouvrière a remportée en février* 1948, *nous avons pu mettre en œuvre sans entraves une politique de salaires orientée vers la rémunération selon le mérite et vers l'augmentation de la productivité du travail... Le salaire aux pièces était appliqué fin* 1946 *à* 38 %, *fin* 1947 *à* 48 %, *fin* 1948 *à* 55 % *de tous les travaux. Ces chiffres démontrent que nous avons remporté un certain succès, mais la proportion des travaux rémunérés aux pièces est encore loin d'être satisfaisante...*

» *Vous savez vous-mêmes que nos normes du rendement (du travail aux pièces) ne sont pas en ordre... Toutes les expériences, notamment celles des usines disposant d'un nombre plus élevé des ouvriers de choc, démontrent que nos normes sont arriérées et dépassées. Elles sont arriérées parce qu'une partie importante de ces normes datent de l'époque où les fabriques appartenaient aux bourgeois et où les ouvriers se défendaient contre l'exploitation capitaliste... Ces normes arriérées empêchent l'augmentation de la productivité du travail, car elles ne facilitent pas la tâche de découvrir des réserves latentes...*

» *Nous apprécions l'initiative du IXe congrès du P.C. de Tchécoslovaquie, au cours duquel le secrétaire général du parti, Rudolf Slansky, souligna la nécessité d'intéresser les contremaîtres aux résultats de leurs ateliers respectifs et de leur accorder des primes.* » (Discours de M. Erban du 12 décembre.)

Tels sont donc les moyens de satisfaire les revendications vitales des travailleurs. Telles sont les tâches pour lesquelle doivent être mobilisés les militants du rang. Mise au service de ces tâches, la fameuse critique d'en bas ne saurait être qu'un euphémisme pour la dénonciation. Elle servira non pas à ébranler les positions des bureaucrates, mais bien à désarmer les subordonnés de ceux-ci devant leur arbitraire. Et en général, il ne s'agit pas de combattre la bureaucratie syndicale elle-même, mais seulement l'ossification et la stérilité que son régime entraîne. Signalons d'ailleurs que même les mesures visant à assouplir le centralisme se trouvent contrebalancées par d'autres qui tendent à renforcer au contraire les positions de la bureaucratie :

— le Conseil Central des Syndicats et les Comités directeurs des fédérations resteront dorénavant en fonction pendant quatre ans au lieu de trois, les Conseils départementaux pendant deux ans au lieu d'un;

— la fonction de membre de conseil d'atelier, ainsi que celle de responsable de rayon sont rémunérées et entraînent l'exemption du travail manuel; par cela même, le nombre de fonctionnaires syndicaux se trouve d'un seul coup multiplié.

Il n'en reste pas moins que les syndicats d'Etat se voient obligés d'entreprendre toute une série de réformes dans leur appareil afin de le rendre plus efficace. Les raisons de cette nécessité ne sont nullement obscures :

« *La qualité de nos syndicats unis cloche sensiblement en comparaison de la quantité... Nous ne possédons pas encore un appareil qui garantisse que les principes de notre politique syndicale seront vraiment sans tarder transplantés dans les rangs des syndiqués... Le fait que notre appareil ne fonctionne pas bien ressort de toute une série d'exemples. Ainsi, comment voulez-vous expliquer que dans de nombreuses entreprises, des conflits et des malentendus se produisent lorsqu'on introduit des normes nouvelles ?* » (Discours de Zapotocky, le 11 décembre.)

Voilà. Il n'y a pas de doute. C'est la résistance des ouvriers contre ces moyens de satisfaire leurs revendications vitales, qui a rendu la nouvelle orientation nécessaire. Cette résistance n'est pas elle-même nouvelle. Or elle s'aggrave sans cesse et finit par atteindre des dimensions contre lesquelles les moyens de la police se montrent de plus en plus stériles. Il faut donc inspirer une nouvelle vie aux syndicats d'Etat et voir si leur méthode réussira mieux que celle de la police à étrangler la lutte de classes. La différence entre les deux méthodes est en dernière analyse celle entre la prophylaxie et la répression après coup. Voici comment Zapotocky poursuit son exposé sur les conflits et les malentendus qui se produisent lorsque l'on introduit des normes nouvelles :

« *Cela se produit parce que les travailleurs de ces entreprises n'ont pas été mis au courant de cette chose ni par les responsables syndicaux ni par les directions des usines; on n'a pas convoqué les réunions en vue d'éclaircir la question, de la discuter avec les ouvriers et de l'expliquer comme il faut. Tout ça ne se fait qu'après que le conflit a déjà éclaté. C'est après coup que l'on tâche avec grand-peine et en toute hâte de rattraper ce qui devait être fait d'avance.* »

C'est sans doute pour pouvoir mettre en valeur cette méthode préventive que les syndicats se réclament d'une certaine indépendance envers les autres féodalités de l'Etat stalinien. Car seule une organisation telle que les syndicats, qui embrigadent la quasi-totalité de la classe ouvrière, peut se servir de cette méthode. Ce but est à la base de la rénovation des syndicats non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans l'ensemble de l'empire stalinien.

Il reste toutefois à savoir dans quelle mesure le syndicalisme d'Etat se révélera plus efficace que la police. La résistance ouvrière est un phénomène neuf pour le régime stalinien et il est difficile de prévoir toutes les conséquences qu'il entraînera. Il se peut bien qu'un jour cette résistance croissante préoccupe Staline bien plus que la bombe à hydrogène.

Paul BARTON.

Notre titre est-il absurde ?

« Vous rabâchez... »

Chers camarades,

J'ai éprouvé les mêmes hésitations à me réabonner à la « R. P. » que le camarade Regany (que je ne connais pas) et pour les mêmes raisons. J'ai 75 ans mais je me permets de vous dire que vous êtes les *vieux*, à mon point de vue. Vous rabâchez ; vous ne voyez plus le monde évoluer ; vous croyez encore à des choses qui n'existent plus, ou qui sont tellement marquées par l'évolution de l'esprit public que les mots anciens ne répondent plus aux réalités nouvelles. Votre commentaire de la lettre de Regany me confirme cette cristallisation de votre pensée. Vous y parlez de *phénomènes accidentels et passagers* lorsqu'il s'agit de transformations profondes qui ne permettent plus de revenir en arrière.

Non, il n'y a plus de prolétariat au sens XIXe siècle. Il y a toujours des salariés. L'image du monde moderne est un enchevêtrement indémêlable d'intérêts, de comportements individuels ou de catégories. Une poussière d'égoïsmes faisant et défaisant au gré des circonstances quelques nuées éphémères visibles un court espace de temps. Et puis ça crève, il n'y a plus rien : aucune volonté de révolution, aucun esprit de suite, aucun sentiment profond d'appartenance à une classe sociale définissable avec quelque rigueur. C'est le panier de crabes partout, personne n'ayant de vues dépassant son petit traintrain de vie économique personnel qu'il s'agit d'arranger, d'améliorer en grignotant par n'importe quels moyens celui des autres. L'ouvrier à haut salaire défend la *hiérarchie* contre le manœuvre, le fonctionnaire ignore les vicissitudes de l'insécurité dans le travail et du chômage. S'il est retraité (comme moi) je vous mets au défi de lui faire admettre que sa retraite, X fois plus forte que celle d'un travailleur de l'industrie privée, constitue un privilège qu'il faudra mettre en cause un jour ou l'autre. S'il est cheminot, ou gazier, ou mineur vous ne lui ferez pas admettre qu'il doive seulement faire payer *son travail*. Il lui faut encore faire payer sa place en voyage, son gaz à la maison ou son charbon dans sa cave par les autres, c'est-à-dire par tout le monde, sauf lui. Il n'y a que crabes de toutes tailles dans la société d'un bout à l'autre, tous aussi resquilleurs ou mendigots par nature, aussi dépourvus de la faculté de comprendre un ensemble, une idée générale, la nécessité d'un *ordre* qui les dépasserait tous et réaliserait entre eux et pour eux une justice sociale. C'est avec cet effritement complexe, avec cette indifférence résignée ou goguenarde que vous entendez faire une révolution ? Je vous l'ai déjà dit : on n'accouche pas un ventre vide. Là où il n'y a pas de révolutionnaires, il n'y a rien à faire.

Est-ce là une vue du désespoir ? Pas du tout. Mais voyez donc l'esprit révolutionnaire là où il est, chez quelques hommes appartenant à tous les milieux et cessez donc de nous faire croire à l'on ne sait quelles vertus particulières de ce que vous appelez encore le prolétariat. Essayez de grouper des hommes venus de tous les horizons, de toutes les conditions qui sont rapprochables par la seule qualité du désintéressement, par la seule faculté commune de hausser les problèmes, de parler universel, humain.

Et alors, comme écrit Regany, cherchez *des points de rencontre* entre ces hommes de toutes les formes de pensée, de toutes les couleurs de l'esprit.

Voilà un première chose. Il en est une autre. Priez *les types à systèmes* d'être moins encombrants. Cela vise Louzon, comme probablement le visait Regany en écrivant que « *le contenu révolutionnaire de certains articles de la* R. P. *reste à démontrer.* »

Ce sacré Louzon, si riche de connaissances, si féru de toutes matières, ne s'aperçoit pas qu'il pontifie avec son matérialisme historique, sa lutte des classes, son interprétation de tous événements passés ou présents selon l'idée centrale que le monde n'est mû que par des intérêts matériels ; que l'histoire ne traduit que le crabisme universel autour des choses qu'il s'agit d'approprier égoïstement ; que le grand ressort des civilisations est la découverte de richesses nouvelles ou le perfectionnement des techniques. Ah ! comme c'est simple ! Notre camarade suit son idée, sa philosophie marxiste, rien ne le démonte. Il paraît ignorer qu'une chose a joué un rôle bien plus considérable que l'Economie dans l'histoire des sociétés, c'est *la Croyance*. Vous pouvez nous parler des lois de Solon, mon cher Louzon, mais vous n'en aurez quasiment rien dit si vous n'expliquez pas qu'il a fallu quatre siècles pour que l'esprit public évolue et arrive à ne plus trouver légitime le privilège des Eupatrides. Tant que cette évolution de la Croyance n'avait pas changé l'esprit humain, il y avait impossibilité d'entreprendre contre la tradition. Et toujours, à la base de toutes transformations des sociétés, il y a un sentiment collectif, une idée collective, qu'il faut implanter, et conduire jusqu'à ce qu'ils pénètrent les âmes et rendent les mutations brusquées possibles par une adhésion tacite des masses. Le monde des croyances domine tout, même l'Economie. Tant que le brahmanisme ne sera pas fortement ébranlé dans l'Inde l'odieux régime des castes y subsistera.

Des hommes sont enchaînés à des appartenances idéologiques spirituelles beaucoup plus exigeantes que les appétits matériels. Ils sont une minorité mais c'est la *minorité pensante* de l'Humanité, celle qui a fait la civilisation, celle qui a guidé ou dominé le reste du troupeau. Appartenance à une Eglise, à une Race, à une Patrie. Et cela explique l'union des classes dans une guerre, dans les furies religieuses, tout aussi bien que les ségrégations de toutes sortes qui poussent les grands empires au morcellement. Car « l'universalisme » a trouvé au cours de l'histoire et trouve encore de nos jours son démenti dans les faits. Le vrai moteur dans tous les événements de quelque ampleur c'est une croyance qui naît ou qui meurt. Après cela, que les pauvres hommes s'entre-dévorent pour la pitance nécessaire ou pour le lucre inutile, c'est de toute évidence et de tous les temps. Mais ce n'est pas cela qui régit les grandes poussées collectives. L'Humanité est passionnelle, mystique. Elle a *des croyances*. Le communisme est avant tout une croyance, une foi aveugle. Foi dans un bonheur hypothétique ou simplement, pour d'autres, besoin de religion. Détachés du christianisme qui les a déçus, ils refont ailleurs un mythe, avec un Dieu, des anges tout autour de son trône, des saints, des apôtres, des martyrs — ou des profiteurs — et toute une troupe immense de fidèles béats qui chantent leur louange.

Je ne veux pas pousser à fond ces remarques ni leur donner le ton d'une polémique anti-Louzon.

Toutefois je voudrais bien qu'une fois pour toutes ce camarade veuille exposer dans la « R. P. » comment il concilie son antidirigisme farouche avec le socialisme, (car, si je me souviens bien, il a écrit un jour cette équation : dirigisme égale crétinisme, ou quelque chose du même sens. Au point qu'un ami auprès de qui je faisais de la propagande pour la « R. P. » m'a dit : « Mais que défend-il, ce camarade, le libéralisme économique ou le socialisme ? »

Il y a là une équivoque, non pour moi, mais pour ceux qui ne sont pas avertis.

Car, enfin, peut-on concevoir un autre ordre social que le nôtre comme une grâce du ciel ? Comme un miracle ? Et n'est-il pas évident qu'un dirigisme intelligent (je dis intelligent) de l'Economie sera la condition de sa réalisation ? Qu'une Révolution soit faite par n'importe quelle classe sociale ou assemblage de classes sociales, le problème sera le même. Passer de l'irrationnel au rationnel, pour employer les propres termes de Louzon, suppose une idée générale, un plan, des disciplines, des contraintes, un empiètement sur la liberté individuelle dans le domaine économique. J'insiste sur ce dernier

point qui mériterait une longue discussion. Car il apparaît bien qu'il y a incompatibilité entre la liberté d'entreprise non réglementée, non contrôlée, qui aboutit toujours au seul souci de s'enrichir, et un ordre social qui viserait à répartir entre tous les hommes les produits et les bienfaits d'une œuvre collective. Quelle puissance organisatrice et coercitive agira dans ce sens ? Qui la créera ? Qui limitera son pouvoir ? Voilà les données d'un problème. Mais il s'agit toujours d'un dirigisme, qui sera fonction de la valeur morale et de l'intelligence des hommes choisis. Alors ? comment peut-on être d'avance et inconditionnellement contre tout dirigisme ?

Il y aurait intérêt à tirer au clair cette question et, dans une revue comme rêve d'en créer une notre camarade Regany, à permettre à Louzon et à d'autres d'en disputer.

Mais tout cela — la petite cuisine syndicaliste, l'efficacité de la grève générale, la question sempiternelle des salaires (que personne ne veut dépasser, encore que tout le monde s'aperçoive qu'elle ne résout rien du tout), tout cela n'est plus à l'échelle du monde, à la mesure de nos temps. Nous byzantinons sous la menace d'une destruction totale de la civilisation. Le grand malheur des hommes est de n'avoir pu encore rejeter, piétiner, anéantir ces appartenances à de grandes forces mystérieuses et dominatrices qui sont le fond de leur être psychique : les croyances. Elles sont lentes à mourir ou à se transformer. Elles s'apparentent à l'hérédité et à l'évolution biologiques.

Devant le grand désarroi du monde et le péril qui le menace une revue soi-disant révolutionnaire n'a plus le droit de conserver un caractère académique.

A l'heure actuelle on parle volontiers humanisme, internationalisme, universalisme. Qui ça ? Quelques-uns. Et encore à condition qu'ils ne soient pas en concurrence vitale avec un Bicot, un Polak, un Macaroni ou un Boche, comme ils disent. Mais un nouveau massacre général retrouvera toutes les classes sociales, non plus concurrentes, comme le veut le matérialisme historique, mais unies dans chaque groupe humain, patrie ou race, et dans chaque religion idéologique. Il n'y aura pas de marxisme qui tienne : c'est au nom de leur appartenance psychique que les hommes s'entre-tueront.

Voilà la réalité contre laquelle il faut, avant tout, engager la lutte partout à la fois.

Ce serait autrement intéressant de consacrer son argent — souvent court — à soutenir une revue d'avant-garde qui œuvrerait dans ce sens, que de ressasser des vieilleries qui nous racontent, avec inexactitude d'ailleurs quelquefois, ce qui se passe dans telle ou telle corporation, uniquement occupée de ses propres revendications, et qui se fout du tiers comme du quart des difficultés des autres.

Regany a raison. La « R.P. » actuelle est sans influence surtout sur les jeunes. Elle s'enferme dans la ligne d'un syndicalisme auquel j'ai sacrifié quarante années de ma vie mais qui n'a plus de vitalité, tué par les partis politiques, les odieux partis politiques qui ont abruti les masses et substitué chez les salariés le goût de suivre à l'effort de penser.

Il faut remettre tout en question, réviser sans cesse nos conceptions, dégager du désarroi actuel quelques lumières et les projeter autour de nous comme défense contre l'envahissement des idéologies totalitaires, contre l'enlisement dans un matérialisme médiocre qui n'a plus l'ombre d'une foi révolutionnaire.

Il manque à la « R. P. » des jeunes, des enthousiastes, des iconoclastes. Il faudrait leur faire place, même s'ils écrivent des conneries par inexpérience des choses et des hommes. On a tous commencé par là, pas vrai ?

D'ailleurs, la « R. P. » contient de la substance. Bien sûr, elle n'est pas sans valeur. Mais elle a besoin d'un sang nouveau, d'un rajeunissement que beaucoup doivent attendre sans doute.

Est-ce impossible ? N'y a-t-il plus de jeunesse éprise d'idées ? Les jeunes n'ont-ils de passion vraie que pour aller à soixante-cinq mille hurler de joie ou de colère devant un match de rugby ? Alors si c'est ça, qu'est-ce que j'attends pour claquer ?

VALLET-SANGLIER.

La révolution prolétarienne est-elle absurde ?

Cette question eût été inimaginable, il y a à peine quinze ans. Le fait qu'elle puisse être posée aujourd'hui indique qu'il y a un problème qui vaut la peine d'être examiné. Il faut savoir gré au camarade Regany d'avoir ouvert le débat.

Il y a d'abord les *mots*. Révolution avait un sens différent en 1910, en 1920, en 1930. Staline, Hitler, Mussolini ont usé et abusé de ce mot. Ils ont presque réussi à le vider de son contenu. En tout cas, ils l'ont compromis aux yeux d'une foule d'hommes de bonne volonté. Le sort du mot *prolétaire* a été plus tragique. Le prolétariat international dans son ensemble est responsable de ce que ce mot sonne mal aujourd'hui aux oreilles de certains. La trahison de la révolution russe aussi bien que tous les fascismes n'ont été possibles qu'en raison d'un échec de la classe ouvrière. En U.R.S.S. la tragédie a été plus terrible. Ce n'est que parce que chaque centième prolétaire a accepté d'exploiter ses frères en devenant un privilégié que le stalinisme a pu s'établir. Cela est grave. Est-ce à dire qu'il ne faille plus parler de prolétaires aujourd'hui par je ne sais quelle honte ?

Si les prolétaires sont devenus bourgeois, il y a toutes sortes de gens qui sont devenus prolétaires, c'est ce que m'a fait observer un camarade allemand à qui j'ai montré l'article de Regany. En Allemagne, me dit-il, nous avons dans la zone occidentale 12 millions de prolétaires de plus qu'avant guerre, à savoir les réfugiés de l'Est qui ne possèdent que leur force de travail. Et chaque jour des milliers d'ouvriers, de paysans, de bourgeois choisissent la liberté, c'est-à-dire tous les risques d'une situation où ils lutteront durement pour leur pain quotidien en dormant dans des baraquements, dans les caves des mines, souvent dans des abris, dont des bêtes ne voudraient pas.

Il me semble donc que tous les échecs passés ne justifient point l'abandon définitif de ces deux mots, de ces deux idées que sont la Révolution et le Prolétariat.

Y renoncer serait avouer un échec définitif, mais, il est non moins vrai qu'il ne servirait à rien de les conserver comme des pièces de musée si la réalité actuelle ne laissait prévoir aucune possibilité de révolution pour le genre humain.

Autrement dit, la révolution prolétarienne est-elle devenue un simple cliché ou correspond-elle à une aspiration profonde, une volonté claire de la classe ouvrière internationale ?

A ce propos, il y a lieu de constater que jamais depuis un siècle, la solidarité internationale de la classe ouvrière n'a été aussi peu efficace qu'aujourd'hui. Nous laissons aux gouvernements ou à ses organisations purement bureaucratiques le soin d'établir des contacts. (C'est après coup que des organisations syndicales se prononcent au sujet du cartel franco-allemand de l'acier et du charbon, etc., etc.).

Pas de rapports directs avec la classe ouvrière soviétique. Aucune tentative sérieuse de les établir. Et, chose plus grave encore, aucune solidarité réelle avec les réfugiés soviétiques. C'est à un organisme bureaucratique, à l'IRO que nous avons laissé le soin de régler le sort des D.P. russes.

Au moment où s'esquisse nettement dans l'évolution historique cette unité du globe que la conscience ouvrière avait si fortement affirmée il y a un siècle, cette même classe ouvrière semble s'en remettre aux impérialistes du soin de réaliser cette unité.

Tout se passe comme si la classe ouvrière n'avait été capable que d'enfanter une nouvelle bourgeoisie, une bourgeoisie bureaucratique.

Faut-il accepter cet échec ? Faut-il aboutir à ce découragement qui est le fait d'un grand nombre de militants d'hier ? La solution est-elle dans le je-m'en-foutisme ou dans un égoïsme débrouillard ? Ou faut-il, par simple fidélité au passé, répéter inlassablement des formules dont le caractère académique et inefficace décourage les jeunes qui, désireux de se dévouer à une grande cause, ne voient nulle part cette porte ouverte sur l'avenir qui justifierait la lutte pleine de sacrifices qu'ils sont

prêts à mener. Est-il vrai que l'Occident décadent touche à sa fin et que la parole est aux barbares, appelés à plonger le globe dans ce nouveau moyen âge dont parle Louzon ?

On ne saurait répondre à ces questions qu'après avoir examiné, ne fût-ce que très brièvement, la situation du monde d'aujourd'hui.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, deux blocs ont posé leur candidature à la conquête du globe : le bloc soviétique et le bloc américain. En appliquant une politique impérialiste cohérente, Staline a provoqué la guerre de 1939 par son pacte avec Hitler dans l'espoir que la guerre déblayerait le terrain et permettrait des conquêtes substantielles. En définitive, cette politique s'est révélée juste, car ni Churchill ni Roosevelt n'ont été à même de percer à jour les vrais desseins de Staline. L'incohérence de la défensive bourgeoise, brillamment illustrée par la politique occidentale dans les années 1933 à 1939, continue de plus belle dans une atmosphère de plus en plus munichoise. Il faut la naïveté d'un Claude Bourdet ou la vanité du couple Sartre-Merleau Ponty pour prendre au sérieux les discours « fermes » de la diplomatie « totale » d'outre-Atlantique.

Hier comme aujourd'hui, le sort de la classe ouvrière est à la merci d'un nouveau Munich auquel elle applaudira, à l'exemple de toutes les bourgeoisies, comme elle a applaudi au retour de Daladier. (Bon, me dira-t-on, alors tu es belliciste ! La paix ne vaut-elle pas mieux que la guerre ? C'est parce que je suis pour la paix que je suis contre le Munich que préparent un Trygve Lie et l'appel de Stockholm. A partir du jour où un nouveau Munich aura lieu, nous pourrons compter les mois de paix qui nous restent sur les doigts de nos mains.)

Que faire, dans ces conditions-là ?

Eh bien ! face aux deux blocs, il existe une troisième force, la seule digne de ce nom : *c'est la classe ouvrière internationale.* Sa mobilisation, dans une renaissance de l'esprit de la solidarité internationale est la tâche la plus urgente de *la révolution prolétarienne.*

L'heure n'est plus à l'organisation de partis, de vastes constructions bureaucratiques. Que chacun se considère dans cette lutte comme un franc-tireur qui, au lieu de recevoir son mot d'ordre d'une centrale quelconque, agira selon sa conscience. Nous pouvons tout d'abord, dans notre propre milieu, usine, bureau, etc., contribuer à cette *désagrégation des masses,* à cette désintégration de la masse qui est aujourd'hui la première condition de toute action révolutionnaire.

(La force de Staline réside en ceci qu'il a retenu les principes stratégiques et tactiques que Lénine tenait du général prussien von Clausewitz : les partis staliniens appliquent ces principes et ont besoin de troupes passives : *les masses.* A nous de détacher de ces masses *les hommes qui pensent.* La « R. P. » a deux mille lecteurs ; que chacun forme dans le mois un noyau de quatre camarades qui lui même donnera lieu à d'autres noyaux : d'ici un an, le maquis de la révolution pourrait disposer de 100.000 francs-tireurs.)

Mais il faut dépasser le plan français. D'abord en France même où nous avons des camarades soviétiques qui restent isolés et dans la misère, des camarades des pays satellites que nous devons faire entrer dans nos rangs. Ensuite à l'étranger en contactant le plus possible de camarades prêts à constituer cette troisième force ouvrière, la seule capable de donner une direction nouvelle aux événements.

La classe ouvrière a dans sa propre solidarité une arme aussi efficace que la bombe atomique.

Et si quelqu'un est tenté de me traiter d'utopiste, je lui répondrai par des faits.

Il y a deux mois, le noyau de la « R.P. » a adopté un franc-tireur qui, jusque-là, se battait tout seul pour la solidarité avec la classe ouvrière soviétique. A son tour, cet homme que je connais bien, vient d'aider un groupe de trois étudiants d'un pays satellite, évadés de leur pays. Ces jeunes gens essaient de créer une communauté paysanne dans le Gard. Ils sont trois, ils ont commencé sans le sou. Qui acceptera de les aider ? Qui veut se joindre à eux ?

Un peintre soviétique, réfugié politique, est venu nous voir. Il a un livre de mille pages, un document d'une importance capitale. Nous avons commencé de le traduire. Qui veut nous aider à trouver du travail pour ce peintre ? (Aujourd'hui sans travail, la famille vit du maigre salaire de la femme qui fait des ménages. Il y a deux enfants).

Un groupe de discussion est en train de se constituer avec des camarades allemands. Qui veut y participer ?

Voilà ce que j'appelle nos possibilités. Elles sont capitales. La preuve : c'est une intervention purement individuelle, une intervention de quelques francs-tireurs qui a empêché le gouvernement italien de livrer 32 réfugiés soviétiques à Staline. Les aboiements de la presse moscovite ont prouvé que l'action était révolutionnaire. La démarche Bogomolov demandant la livraison de 20.000 citoyens soviétiques vivant en France est la preuve que Staline a besoin de décourager ses « futurs évadés ».

Camarade Regany, aide-nous à lutter sur le plan de cette révolution prolétarienne. Quant à la forme de la revue, à sa présentation, ce sont des questions secondaires. A ce propos je dirai simplement que j'aimerais mieux un format de poche et comme titre : *Solidarité internationale* et cela afin de marquer ce qui m'apparaît aujourd'hui comme étant la tache la plus urgente et la plus efficace.

MAUBEC.

Réflexions d'un prolétaire

Depuis quelque temps, j'hésitais à « essayer un papier » pour la « R.P. », n'étant ce que l'on peut appeler un spécialiste de la plume, et c'est l'article paru dans le numéro de mai ayant pour titre « Notre titre est-il absurde ? » qui m'a permis les réflexions suivantes :

Tout d'abord, l'ouverture d'un débat sur ce sujet dépasserait largement, je pense, la question pour ou contre tel ou tel titre de la revue, qui reste d'une bonne tenue éducative malgré toutes les critiques que l'on puisse apporter envers ceux que nous appelons, nous autres, les ouvriers qui « cultivons le jardin sur le tas », des professionnels de la plume. Je suis d'accord avec le camarade Jean Regany pour que le plus grand nombre de militants ouvriers apportent leur point de vue même avec des moyens intellectuels restreints que nos camarades plus instruits sauront excuser et comprendre. Mais, après tout, est-ce bien la faute du « noyau » ou la faute de ceux qui comme moi n'ont pas « osé » ?

La première des choses qui me semblent à mon avis le plus d'actualité depuis la fin de la drôle de guerre, c'est le regroupement de tous les mouvements ou forces syndicales et révolutionnaires restées saines face à un avenir qui semble s'annoncer des plus sombres pour la liberté des humains. Mais ici, nous nous heurtons à un esprit de chapelle, qui veut que chacun pense avoir raison et qu'en dehors de cette raison particulière, il n'y a pas de salut. En ce qui me concerne (étant militant C.N.T.) et selon mon raisonnement, j'aurais vu avec satisfaction tous les camarades se réclamant du syndicalisme révolutionnaire rejoindre la C.N.T. mais, chez certains, la peur de côtoyer des « anars » nébuleux, et aussi de quitter le centre d'un « noyau » d'amis et de convaincus, aussi des questions de personnalités, ont fait que certains sont allés à F.O., d'autres aux autonomes, d'autres sont restés à la C.G.T. Nous avons eu l'expérience des cartels qui n'ont été qu'un reflet d'impuissance pour les causes citées plus haut, sans compter l'impression d'être « plumé » par un ou plusieurs participants.

Cependant, de toutes parts et quelle que soit leur appartenance syndicale, les camarades essayent de « raisonner » comme dit Duperray, les différents problèmes d'actualité, certains, il me semble, raisonnent trop « sur place », pas assez « en avant ». En réalité nous raisonnons bien comme des Occidentaux et des Latins sentimentaux, manquant peut-être trop souvent de sens pratique, imprégnés d'un vieux romantisme révolutionnaire dans un monde terriblement réaliste.

Nous nous laissons dépasser par les événements ; il semble que si l'on veut « raisonner » en avant, l'actualité voudrait que l'on dépasse largement la simple revendication du salaire, et c'est là, je crois, une fois de plus, une des causes de la dégénérescence du mouvement ouvrier français. J'ai lu un placard de F.O. pour le 1er mai qui relève du plus plat réformisme, qui n'apporte rien comme vision « vers l'avant ».

Sans vouloir jouer au prophète, je ne sais si ceux qui nous promettent *les lendemains qui chantent* pourront, dans un avenir proche ou lointain, mettre en application leur conception d'organisation concentrationnaire, et à quelle échelle la résistance, la vraie, celle des hommes au delà des chapelles et des partis, pourra être constituée face aux événements. Ce n'est pas par obsession du stalinisme mais par raisonnement de choses pouvant devenir réalités demain. Il serait peut-être bon de mieux nous connaître, et si, demain, le malheur arrivait pour nous comme aux peuples d'Europe centrale, que nous soyons prêts à construire cette unité au delà même des conformismes sociaux. Mais serons-nous assez sages pour réaliser cette unité avant l'orage ou l'orage lui-même nous obligera-t-il à nous découvrir tels que nous devrions être ? Qui trouvera la formule acceptable pour tous ?

Qu'il me soit permis, en passant, de **raisonner** sur l'article de Duperray intitulé : « Pour un parti républicain du syndicalisme ». Malgré toute la sympathie que j'ai pour l'auteur, je ne puis m'empêcher d'y trouver des contradictions et des lacunes qui sont dues, je pense, seulement aux sentiments, car j'ai bien peur que le « parti républicain » préconisé ne devienne vite un panier de crabes, selon la situation évoluée non à l'échelle nationale, mais à l'échelle européenne et internationale. eJ ne pense pas que les libertaires, pas trop naïfs politiquement parlant, s'engagent dans cette voie, car l'expérience espagnole, celle dont on ne parle pas assez malgré ses erreurs, est là pour démontrer et mettre en garde tous ceux qui croient encore aux appellations faisant plaisir aux sentiments mais qui, sous le nom de démocratie, pourraient cacher une escroquerie semblable à ce que fut la révolution russe pour le socialisme. Faire une comparaison de ce qui devrait être, selon l'auteur, et de ce que fut l'expérience F.A.I.-C.N.T. est, je crois, mal placé et ne correspond pas à la réalité, car s'il y a eu, en Espagne, une unité réelle et concrète entre les deux organismes cela tient surtout, d'abord, à l'état matériel et social du peuple espagnol, ensuite à la grande qualité morale des militants de la F.A.I. comme ceux de la C.N.T. dans le sacrifice, la compréhension et l'abnégation, toutes choses que nous ne possédons pas encore, reconnaissons-le humblement, en France entre le mouvement anarchiste et le syndicalisme révolutionnaire. Loin de nier la valeur et la capacité des militants C.F.T.C., je considère qu'actuellement ils pratiquent la démagogie comme les staliniens et font de la corde raide, même si cela est animé par une foi commune, ce qui est encore plus dangereux. Je pense que nos camarades espagnols de la F.A.I. et C.N.T. ont eu parfaitement raison de combattre avec la même rigueur les représentants de l'église romaine et ceux de l'église stalinienne, qui, tout en pratiquant des dogmes différents, n'en visent pas moins à asservir les croyants.

A propos des « Etudes matérialistes » de Louzon, qu'il me soit permis de dire que je ne suis pas d'accord avec certaines analyses vues d'un peu trop haut et trop en technicien. Ne s'est-il pas trompé dans son jugement sur le prochain conflit qui devait avoir lieu trois ans après la fin des hostilités donnant des raisons techniques sur les rapports de force entre l'Amérique et la Russie ? Quant à « l'invasion des barbares » des dernières Etudes, je ne voudrais pas faire l'injure à Louzon de lui rappeler que, dans l'histoire, tous les peuples sont passés par là, comme le rappelle si bien un camarade dans **Défense de l'Homme**, et que chez les Russes il y a des braves gens, et que les bourriques sont surtout politiques comme ce fut le cas en Allemagne. A ce propos j'en appelle à ceux qui ont côtoyé Russes et Allemands. Enfin les impondérables sont toujours de ce monde, et nous avons vu d'autres philosophes et théoriciens se tromper et commettre des erreurs de jugement tels que Marx, Proudhon, Kropotkine, Bakounine, Jaurès, et même le célèbre théoricien bourgeois du libéralisme économique Bastiat qui, à son époque, n'avait pu prévoir les conséquences révolutionnaires de l'application de la machine à vapeur.

Pour un changement du titre de la revue, je n'en vois pas l'utilité, même si la « R.P. » suit sa « ligne » bourgeoisement, comme dit le camarade Regany, car c'est à ses lecteurs et aux militants surtout de la base à lui donner sa vraie présentation de révolution prolétarienne et comme le rappelle si bien Roger Hagnauer : « Cela est bien dit, mais il faut cultiver notre jardin. » Il serait bon, je crois, que dans les milieux professeurs et instituteurs, on ne se contente pas seulement de lire la « R.P. » mais qu'on participe aux conférences et réunions des cercles d'études syndicalistes en plus grand nombre.

F. MEILLER.
ajusteur.

« Un titre qui dit bien ce qu'il veut dire »

A propos de la question que vous posez aux lecteurs, à savoir s'il est opportun de changer le titre de la « Révolution prolétarienne », je ne pense pas qu'il y en ait de plus significatif que celui-ci.

Certes ! qui ne se dit pas révolutionnaire aujourd'hui ! Les fascistes de tout poil, de l'extrême droite aux staliniens, ne manquent pas de préconiser la révolution pour, paraît-il, améliorer la condition humaine, mais, en réalité, pour construire un régime des plus totalitaires où la liberté de l'homme ne sera plus qu'un souvenir. Mais, ce qui nous différencie de ces démagogues, c'est que, nous, syndicalistes révolutionnaires, nous ne pouvons concevoir la révolution sociale *sans liberté*, et c'est sur ce dernier vocable qu'il faut sans doute insister pour la présentation de la revue.

Après de nombreuses années de parution, avec son titre flamboyant, qui marque bien la position et les conceptions révolutionnaires des militants qui constituent le « noyau » — il serait regrettable que la seule revue indépendante, où l'on trouve une large confrontation d'idées entre militants, quelle que soit leur appartenance syndicale (et les rédacteurs du *Combat syndicaliste* (C.N.T.), ne semblent pas l'avoir compris), revue qui est le refuge des pensées de tous ceux qui ne peuvent s'exprimer ailleurs, il serait regrettable qu'elle change son titre sous prétexte qu'il y a encore des esprits timorés, même parmi les syndicalistes, pour lesquels le mot « Révolution » est un épouvantail.

La « R. P. » a ses amis fidèles, qui le resteront dans la mesure où elle conservera sa tradition révolutionnaire et son originalité « en dehors ».

Toutefois, pour contenter d'éventuels lecteurs, en conservant comme titre celui qui dit bien ce qu'il veut dire : « R. P. », modifions le sous-titre ; par exemple : « Revue du syndicalisme libre ». Aux lecteurs de se prononcer.

LE BOT
(métallurgiste).

P.S. — En ce qui concerne le *Combat syndicaliste* il s'agit d'un article dont l'auteur — habituellement mieux inspiré — attaque violemment nos camarades Monatte, Louzon et Finidori pour avoir inséré (nº de mai) l'appel de Duperray, sous prétexte que cela voudrait dire qu'ils sont d'accord pour la constitution de ce parti nouveau et inattendu, ce qui serait absolument stupide. Il faut espérer que les responsables du « *Combat syndicaliste* » ignorent véritablement le but poursuivi par la « R. P. », ce qui est pardonnable. Ou alors, ils dénigrent systématiquement, ce qui serait plus grave et, en tout cas, ne donnerait pas un lecteur de plus à l'organe de la C.N.T. Inutile de vous dire que je suis particulièrement indigné du contenu de cet article, d'autant plus que je suis encore adhérent à la C.N.T. — L.B.

« La vie et l'air nous manquent »

La discussion ouverte par Jean Regany l'est sur un thème singulièrement étroit quant aux conclusions qui en sont l'aboutissement. Il s'agit de bien autre chose que d'un titre. Il le sait bien lui-même. Si nous élargissons la discussion nous rejoignons forcément le thème de celle ouverte avant moi par notre camarade Lacarce, d' « Action Ouvrière ». Ce n'est pas par hasard, il s'agit pour les militants de base d'un besoin aussi pressant que celui de l'oxygène pour des asphyxiés. Jean Regany reprend par un autre biais l'idée de cette « ligue syndicaliste » qui prouverait à la fois, la capacité de démocratie et de liberté de ses promoteurs, capables de cohabitation sans crises de nerfs, et par-là même, la capacité constructive de la liberté et de la démocratie.

Si la création d'une telle ligue est prématurée (je crois que c'est la formule employée pour caractériser ce qu'on entreprend trop tard), peut-être n'est-il pas trop tôt pour tenter au moins de dessiner l'esquisse de la libre tribune de recherches et d'études où les courants divers pourraient collaborer, donner des points de vue différents le plus souvent, fournir en toutes occasions des informations objectives, élaborer quelquefois des mots d'ordre communs et des unités d'action limitées.

Une telle ligue pourrait faire l'objet d'une des questions essentielles à l'ordre du jour d'un congrès ouvrier comme celui que préconise notre ami Racine. Elle pourrait être la branche culturelle et éducative de l'organisation syndicale fusionnée demain, et établir le lien entre les différentes commissions d'éducation et d'action sociales et internationales des divers organismes syndicaux de cette nouvelle organisation dont le congrès ouvrier cherchera à prévoir la construction.

Mais ne pourrait-on tenter au moins et d'ores et déjà une expérience ? Pourquoi chacun des grands problèmes de l'actualité sociale et internationale qui se posent au monde des travailleurs et des hommes libres, ne ferait-il pas l'objet d'un numéro spécial d'une grande revue-journal *sans périodicité* autre que celle nécessitée par les événements, sans format autre que celui nécessité par le but immédiat poursuivi : journal, brochure, tract, affiche ?

Pourquoi ne ferait-on pas paraître, format *Samedi-Soir*, de temps à autre, un numéro spécial de : « *La République syndicaliste et révolutionnaire* », tribune libre des études et recherches sociales. Par exemple, un numéro spécial, sur « la Liberté » ?

Les problèmes qui se greffent autour de cette idée centrale sont examinés évidemment en rapport avec toute l'*actualité* politique, syndicale, corporative, coloniale, internationale, scientifique, philosophique, littéraire, sportive, théâtrale, cinématographique, mais aussi avec les *doctrines* des différents groupements et personnalités touchés, libres d'orienter leur participation à leur gré (1) et sous leurs titres réciproques : *Cahiers* de l'U.C.E.S. ; *Informations ; Etudes Matérialistes ; Révolution prolétarienne ; Ecole Emancipée ; Temps Modernes ; Libertaire ; Esprit ; Groupe Reconstruction ; Liens ; Combat ; Franc-Tireur ; La Vérité ; Confrontation Internationale ; Arts* (Jean Cassou) ; *Spartacus* ; Groupe unitaire démocratique de la Loire ; *Cahiers du Sud ; La Brigade*, etc. Il ne faudrait pas avoir peur, au contraire, de retenir le maximum de revues, journaux et personnalités et d'aérer par des illustrations et des photos.

Un tel numéro pourrait être conclu par un manifeste commun, par une série de mots d'ordre minima élaborés en commun également, par l'organisation d'enquêtes, de meetings, de conférences à la demande des lecteurs, soit en commun par la rédaction du numéro spécial, soit par l'une des équipes réclamées à la base, à propos de la branche particulière qu'elle a traitée dans le numéro.

La libre tribune écrite de la *République* se doublerait donc d'une libre tribune orale. Ce serait le commencement de la ligue syndicaliste et, même si on ne dépassait pas ce stade, l'aide serait effective et la vie circulerait dans un tel système. Or c'est la vie et l'air qui nous manquent.

Jean DUPERRAY.

(1) Il serait souhaitable que les participations soient éclectiques : articles rédigés, documents, pages de livres, extraits de classiques, reports bibliographiques, citations.

Préliminaires à des éthiques révolutionnaires

J'ai reçu un rappel de la « R. P. ». J'ai longtemps hésité avant de me décider à me réabonner à une revue qui m'intéresse depuis sa fondation mais qui s'est placée sur un terrain, à mon avis, trop restrictif. Si je demeure, avec bien des réserves, syndicaliste ; si je reste avec le peuple travailleur, je ne suis pas certain de conserver beaucoup de sympathie aux directions « prolétariennes ». Est-ce défaut d' « intellectuel » ? Le mot révolution a perdu pour moi tout sens hors d'une complète transformation humaine, qui inclut d'abord la transformation interne de la bête sociale en homme. Cet humanisme profond m'éloigne de toute lutte superficielle et surtout violente, aussi bien au domaine idéologique que sur le plan économique ou politique. Je veux marquer une résistance plus vive aux tentations dogmatiques, quelque « matérialistes » qu'elles s'affirment, de camarades très convaincus de l'universalité de *leur vérité*. Relativiste et pluraliste à la fois, je crois qu'il est temps, lorsqu'on parle de liberté et de civilisation libertaire et socialiste tout ensemble, de revenir à des notions saines sur les valeurs éthiques.

Un grand confusionnisme règne à ce sujet parmi nos théoriciens. Il ne date pas d'aujourd'hui. Voici une quinzaine d'années que j'ai fait les premières tentatives pour éveiller l'attention de nos camarades là-dessus. Je me souviens que l'on trouva trop « philosophiques », à l'époque, ces tentatives. Il est arrivé que la suite des événements m'a donné raison sur quelques points. D'autres ont pu écrire ce qu'il ne m'avait pas été permis de publier, et ce, sous forme assez « philosophique ». Cela, en me rassurant un peu, m'a permis de conserver une fidélité sans rancune à la « R. P. ».

Tant pis si c'est un défaut : je suis de ceux qui ne changent pas souvent les tables de valeurs qu'ils ont bien reconnues. On méconnaît le progrès en le réglant sur la seule quantité. La notion scientifique de travail ne suffit pas, avec l'idée de productivité, à rendre compte, n'en déplaise à Louzon, de toute l'évolution humaine. J'aime ses beaux tableaux simplificateurs. Je ne m'en contente pas. J'applique ce que je voudrais être le meilleur de mon activité à d'autres sujets. Si ces sujets ne devaient pas intéresser la « R. P. », je n'en reparlerais pas. J'insiste parce que je pense qu'ils doivent y avoir leur place : ce qui fait sa saveur et sa force, c'est que, tout en suivant de près — et d'assez haut — les luttes quotidiennes, elle s'attache à soutenir dans son ampleur le grand effort général de libération des hommes. Nous savons que le souci de vérité et de sincérité est un des éléments premiers de la justice. Je maintiens qu'il faut placer en ligne avancée les réalisations individuelles.

Une éthique vraiment neuve, révolutionnaire parce qu'elle balaie tous les moralismes désuets, les conceptions bourgeoises, les routines universitaires, a été proposée au début de ce siècle par un philosophe sur qui la presse « révolutionnaire » continue à faire autant de silence que la presse bourgeoise. Comme toutes les révolutions, cette nouveauté est faite d'un certain nombre de « retours » à des notions très anciennes. Mais les synthèses inattendues opérées sur des concepts apparemment « courants » ont toujours déconcerté les habitudes prudentes de nos penseurs officiels, et cela leur a suffi pour vouloir rejeter à l'oubli l'œuvre d'un Han Ryner, dont j'ai dessein de parler. Pour l'instant je ne veux qu'attirer l'attention sur ce nom, et demander que le long ostracisme qu'on lui a fait subir cesse, qu'il

puisse enfin être prononcé à la « R. P. ». Si quelques camarades d'âge mûr ont bien connu cet homme original, les jeunes l'ignorent complètement. Or, si belle, pénétrante et vaste que soit une œuvre, elle ne vit qu'en trouvant des lecteurs qui la méditent et l'apprécient. Mais le plus dangereux pour elle est d'être prise pour ce qu'elle n'est pas.

On se fait d'étranges idées sur Han Ryner : difficulté, inaccessibilité, ésotérisme réservé aux « initiés », particularisme ? Allons donc ! Han Ryner l'antidogmatique a laissé une des œuvres les plus variées et les plus équilibrées qui soient. Tu m'as dit, Chambelland, le plaisir que tu prends à relire un livre comme « *Le Père Diogène* ». Mais combien de copains connaissent « *Le Sphinx Rouge* » ? Quel éditeur nous permettra de relire « *Les Pacifiques* » ? De tels livres ont-ils épuisé leur « venin » d'actualité ? Justement, je crois que les problèmes qu'ils soulèvent deviennent les plus actuels. Un Camus, par exemple, ne les a pas évoqués avec plus de force présente.

C'est assez pour aujourd'hui, d'avoir amorcé une controverse éthique. J'espère que nous pourrons bientôt attaquer le fond du sujet.

Louis SIMON.

Au grand jour...

La C.G.T. Force Ouvrière a grand besoin d'éléments actifs et d'organisateurs. Un tel recrutement n'apparaît pas facile lorsqu'on se représente les difficultés de tous ordres auxquelles se heurte, à la base, le militant F.O. Mais la C.G.T. Force Ouvrière, en revanche, ne manque certainement pas de conseilleurs.

Au nombre de ceux-ci figure un groupe anonyme qui publie le B.E.D.E.S.

Les moyens financiers de ce groupe sont suffisants pour lui permettre d'assurer le service de son bulletin à de nombreux militants de F.O. Que ceux-ci s'abonnent ou ne s'abonnent pas, aucune importance. Ce qui importe, c'est qu'ils lisent le B.E.D.E.S., que les idées et les conseils dudit B.E.D.E.S. fassent leur chemin dans leur esprit.

On ignore ce que, au juste, représente le B.E.D. E.S. ; on ne connaît que le nom de son directeur-gérant, Paul Mathot ; on ne sait rien de ses ressources ; mais, en le lisant, on discerne assez clairement qu'il s'agit, pour lui, d'orienter et de maintenir Force Ouvrière dans la voie de la « sagesse » néo-réformiste, d'empêcher que le syndicalisme ne renaisse à la C.G.T.F.O. par un rassemblement plus large des militants de toutes tendances.

Ce *Moniteur* d'un syndicalisme qui n'ose pas dire son nom ni montrer sa couleur ne vient-il pas de témoigner sa préoccupation essentielle en déclarant tout de go que le syndicalisme révolutionnaire ne fut jamais qu'une « romantique impuissance », une « immense stérilité ». A en croire le B.E.D.E.S., le syndicalisme de 1906 ne serait pour rien dans les conquêtes sociales de la classe ouvrière française. Sa « malfaisance » ne se serait même pas bornée à rendre impuissante cette classe ouvrière. Ce sont, paraît-il, les syndicalistes révolutionnaires qui furent, en France, les fourriers du bolchevisme. Et, demain, ils risqueraient de l'être une seconde fois, si, fort heureusement, le B.E.D. E.S. n'était là pour les en empêcher.

Il ne déplairait certes pas aux rédacteurs de la « Révolution prolétarienne » d'apporter leurs arguments dans un tel débat, encore qu'il risque d'être faussé, dès l'origine, par d'aussi invraisemblables sornettes. Nous pourrions, à l'évidence, aligner, sans nous référer au passé, de nombreuses preuves tirées du présent montrant clair comme le jour que les fourriers du bolchevisme se trouvent, bien au contraire, parmi ceux qui empêchent le développement de F.O. lorsqu'ils travaillent à la maintenir dans cette sorte de néo-réformisme sans réformes qui fait à merveille le jeu stalinien.

La classe ouvrière française ne se gardera du stalinisme que par la pratique d'un syndicalisme libre à l'égard du gouvernement et du patronat, agissant et réalisateur, soucieux avant tout de l'intérêt ouvrier.

Le stalinisme maintiendra son influence sur la classe ouvrière française tant que celle-ci conservera l'impression que les syndicats qui s'opposent à la C.G.T. bolchevisée ne sont pas seulement guidés par la défense des revendications et par le souci de l'émancipation et de la libération des travailleurs.

Mais, pour qu'une telle discussion serve à quelque chose, pour qu'elle aide au renforcement de la C.G.T. F.O. il convient, d'abord, que les participants apparaissent au grand jour ; il est indispensable de savoir avec qui l'on va discuter ; il faut que chacun soit à sa vraie place, en pleine lumière. Ici, à la « Révolution prolétarienne », nous sommes connus, voire catalogués ; on sait très bien à qui l'on a affaire ; nos ressources sont publiques ; personne ne risque de se tromper.

Il n'en est pas de même pour le B.E.D.E.S. Aussi bien devons-nous lui poser publiquement quelques questions préalables : Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? Comment vivez-vous ? Et, au juste, que voulez-vous ?

On ne croise pas le fer avec un adversaire masqué.

S. A. T.

Je pense qu'il serait bon de faire connaitre aux lecteurs de la « R. P. » l'existence du mouvement mondial « Sennacieca-Asocio-Tutmonda » (S.A.T.).

A la fin de la guerre 14-18, E. Lanti et un noyau de camarades espérantistes parisiens, projettent la formation d'un mouvement ayant pour but : le développement d'un puissant sentiment de solidarité humaine à l'échelle mondiale. De créer parmi ses adhérents un état d'esprit capable d'empêcher le dogmatisme des opinions qu'ils reçoivent dans leurs milieux nationaux respectifs.

Par la comparaison des faits et des idées, par l'organisation de rencontres mondiales, par de libres discussions, l'édition de revues communes imprimées en une langue unique rationnellement conçue, et tous autres moyens permettant la création d'un sentiment « anational ».

En 1921, une quarantaine de camarades de treize « nations » se réunissent à Prague et élaborent les statuts de la nouvelle organisation, l'association se-ra culturelle, anationale, lutte de classe, l'adhésion individuelle, la langue employée l'Espéranto, le siège est fixé à Paris.

En 1928, sur les 7.000 adhérents inscrits au groupement l'U.R.S.S. en compte 2.000 et l'Allemagne 1.700. En 1930 le mouvement est interdit en Russie, en 1933 il subit le même sort en Allemagne et en Italie. En 1939, S.A.T. n'a plus un seul membre en U.R.S.S. et 11 seulement en Allemagne, 7 de ces derniers assisteront au 19e Congrès à Copenhague (août 1939). Dans tous les pays du monde, nous avons pu conserver un contact, sauf en Russie.

La guerre « terminée », le centre reprend son activité : dès 1945 parait notre manifeste « **Al la tuta Satanaro** » ; en 1946 reparait notre revue mensuelle « Sennaciulo ». Une première rencontre eut lieu à Aarhus (Danemark) en 1947 ; depuis, chaque année, poursuivant son but culturel, les membres de S.A.T. se rencontrent à Amsterdam (1948), Paris (1949). Cette année le congrès se tiendra à Turin du 29 juillet au 5 août. Parmi les questions traitées figure un débat sur **La Démocratie, ses interprétations à travers les siècles.**

L'internationalisme semble dormir d'un profond sommeil. L'anationalisme le remplacera-t-il ? Les membres de S.A.T. le croient si, dans le monde, l'utilisation d'une langue mondiale unique arrive à s'imposer.

L. GLODO.

Allons-nous vers l'unité et le renforcement du syndicalisme libre ?

Les 22 et 23 octobre 1949, le Comité Confédéral National de la C.G.T.-F.O. avait voté le principe de la grève générale de 24 heures. Nous avions noté à cette époque, la spontanéité de la réaction des organisations de base. On a eu tort au sommet de se laisser influencer par cette espèce de « maladie de scrupule », dont on n'est saisi que lorsqu'il s'agit d'action ou des bénéfices moraux d'une action. La crainte d'être dépassé par l'imprévisible explique cette tendance — presque inconsciente — à préférer la délégation individuelle au mouvement collectif. On s'assure par des « plans », des « statistiques », des « documents » contre les aléas des démarches personnelles. Allez donc discipliner les grévistes de l'entreprise dont le geste — pas souvent calculé — s'oppose à une réalité brutale. Et cependant... depuis que F.O. existe, sa propagande a été plus contrariée par certains jeux personnels au sommet que par les initiatives de la base...

On a laissé dire que la journée du 25 novembre fut un échec, ou — ce qui est pire — que son succès relatif venait de la participation cégétiste. On a laissé à certains doctrinaires ou leaders autonomes la satisfaction de garder une image du militant F.O. conforme à l'idée qu'ils s'en font et qui justifie leur autonomisme. Il faut établir la corrélation entre les intérêts socialistes et les déterminations de F.O.... alors que des leaders socialistes — particulièrement dans l'Enseignement — sabotent le recrutement et la propagande F.O.... alors que les premières propositions de grève générale ont été formulées sous un ministère à participation socialiste et confirmées lors de l'investiture de Jules Moch par l'Assemblée Nationale.

On n'a pas insisté sur ce fait singulièrement lourd de sens, que la majorité des syndiqués de la C.G.T. — sourds aux appels de leur centrale — ont répondu à l'appel de F.O. — que l'arrêt presque total des transports a été déterminé par l'attitude intransigeante des syndicats F.O.

AU C.C.N. DE LA C.G.T.-F.O. : ON ETABLIT UN PROGRAMME

Certes le Comité Confédéral National des 13 et 14 mai ne pouvait laisser la même impression de réaction spontanée et de revendication pressante. On a eu tort de ne pas le réunir au lendemain du 25 novembre. La C.G.T.-F.O. a perdu la direction des opérations, pendant le premier trimestre de 1950, et le Comité Confédéral se tenait au lendemain de grèves dont le bilan n'est pas brillant. alors que dans la quasi-généralité des cas, la discussion des conventions collectives n'est pas engagée.

Il y a quelque vingt ans, Louzon caractérisait les Trade Unions en précisant que ceux-ci avaient toutes les faiblesses et toutes les possibilités de la classe ouvrière et que leur comportement dépendait de la situation économique et morale de celle-ci.

A la différence des Trade Unions, la C.G.T.-F.O. ne comprend encore qu'une minorité réduite de la classe ouvrière. Mais les préoccupations, les sentiments et les réactions ouvrières apparaissent assez nettement à travers les débats de son C.C.N., sans la déformation imposée par la cascade des mots d'ordre ou la compétition « électorale » entre le totalitarisme stalinien et le gauchisme « èmairepiste »...

Or, pendant le premier trimestre, la revendication ouvrière a été entraînée dans un cercle, animé aux deux pôles par le dirigisme patronal et la politique stalinienne. Ce n'est pas seulement la C.G.T.-F.O., c'est la classe ouvrière qui a perdu la direction des opérations. Parce que l'accent n'a pas été mis sur la portée réelle de la journée du 25 novembre, qui devait marquer la rupture avec les servitudes de l'étatisme et les abus du centralisme. Nous ne cesserons pas de répéter que l'espoir en l'intervention du législateur ou du gouvernement — que celle-ci se traduise par la procédure de conciliation, l'institution de l'arbitrage obligatoire ou le paternalisme qui n'ose pas dire son nom — prouve la timidité et la faiblesse, tandis que la conscience et la force se révèlent par l'initiative dans la négociation et dans l'action. De ce point de vue, le refus de la grève dans certains cas nous paraît économiquement plus rentable et moralement plus digne que la soumission passive à un mouvement dont on a perdu le contrôle. Fort instructif à cet égard, le compte rendu des débats du C.C.N. (*Force Ouvrière* du 18 mai 1950). Le langage le plus direct et le plus dynamique a été tenu par les représentants des Fédérations et des Unions, qui n'ont pas cédé au double chantage patronal et stalinien, et qui ont obtenu des avantages appréciables, sans avoir subi l'usure et le grignotage de grèves malheureuses. Ainsi : *Le Bourre* (du Spectacle), *Richou* (de la Gironde), *Clerc* (des Cheminots), *Felce* (des Transports).... Que les « repenseurs du syndicalisme » ne tirent pas argument de cette contradiction apparente ! Pour ne pas rejeter la grève comme « une arme émoussée »... s'il ne faut pas la laisser accrochée à une panoplie murale, où elle se rouille, il ne faut pas plus « l'émousser » en s'escrimant sur un blindage renforcé !

Programme économique

Il y aurait beaucoup à dire sur les questions traitées et les résolutions votées. Il appartient à des revues comme la nôtre, ou comme les « *Cahiers Fernand Pelloutier* » d'ouvrir un débat sur certaines notions confuses. Et d'en appeler pour éclairer celles-ci aux expériences concrètes de nos amis de l'industrie privée, du secteur nationalisé et des Services publics. L'intervention de *Lafond* sur le programme économique et social appelle une discussion que nous n'avons pas la possibilité d'engager en cet article. Et c'est dommage. J'éprouve toujours quelque appréhension d'un retour au « planisme ». Mais ce n'est pas une raison suffisante pour mépriser tout examen de questions comme celles de l'apprentissage, du plein-emploi, du logement, même de la modernisation des entreprises. Ce qui m'apparait important, c'est de préciser la distinction fondamentale, entre les formules qui réclament l'intervention de l'Etat — comme le contrôle du crédit, la réforme de la fiscalité..., la fameuse baisse autoritaire des prix (que l'on peut retenir... *à la rigueur,* comme thèmes de propagande)... — et celles dont la réalisation dépend de l'initiative ouvrière. Ainsi l'extension des pouvoirs des Comités d'entreprise, le développement des coopératives (auquel Le Bourre fit allusion), la gestion ouvrière des entreprises nationalisées et... dépolitisées. Nous touchons là au problème essentiel : celui de la capacité ouvrière et de la formation de militants ouvriers qui soient des adminis-

trateurs et des techniciens en même temps que des propagandistes...

Le style général des résolutions votées correspond à une période de négociations difficiles. Des ambitions lointaines, qui pourraient éclairer l'avenir de la C.G.T.-F.O., ou enrichir un programme électoral ou gouvernemental, selon le degré de conscience à la base. Précisons encore notre pensée. Que l'on soit ou non partisan du contrôle du crédit, de l'utilisation économique de la fiscalité, de la suppression des services parasitaires de distribution, on reconnaîtra qu'une telle politique dépend exclusivement de l'Etat... même d'un Etat singulièrement autoritaire. On ne niera pas les risques d'une telle orientation.

Au contraire, lorsqu'il est question de modernisation de certains services publics, de l'organisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle, du développement des coopératives... là, l'initiative syndicale peut se diriger vers la réalisation concrète et poser la candidature de la classe ouvrière à l'héritage de l'Etat et de la haute bourgeoisie... Seulement il faudrait *préalablement* ressusciter l'ambition ouvrière, ranimer cette « volonté de puissance » qui caractérisait le syndicalisme révolutionnaire. C'est à la lumière de cette observation fondamentale que l'on examinera également l'idée de la « grève gestionnaire ».

La défense des salaires

D'autre part la résolution générale avait pour objet de mandater les représentants de F.O. à la Commission supérieure des conventions collectives et d'orienter la discussion de celles-ci.

Trois notions en matière de salaires ont provoqué des discussions que la résolution votée n'a pas conclues.

C'est d'abord l'établissement du salaire minimum interprofessionnel garanti, sur la base du budget-type, c'est-à-dire des « dépenses élémentaires et incompressibles ». La motion précise que ce salaire s'applique à la durée légale du travail, soit 40 heures par semaine ou 173 heures par mois — qu'il est calculé sur les prix de la région parisienne, l'abattement ne pouvant dans aucune localité s'élever à plus de 15 % des dépenses mensuelles que la Commission supérieure doit fixer.

C'est ensuite l'établissement, par voie contractuelle, dans chaque branche d'activité, d'un salaire professionnel qui ne pourra être inférieur au montant des dépenses du budget-type.

C'est enfin la hiérarchie des salaires. D'aucuns désiraient que la part « incompressible » du salaire demeurât hors de l'échelle et ne pût être affectée du coefficient hiérarchique. On s'en est tiré par une formule assez vague : « La hiérarchie sera conditionnée par la valeur du salaire de base du travailleur non qualifié et déterminée en tenant compte de l'importance du salaire professionnel ».

En fait, on se heurte toujours à la confusion de deux notions différentes. Celle du « minimum vital », c'est-à-dire de ce qu'il faut à un individu pour vivre normalement. Lafond a repris une idée qui nous est chère, en rejetant « *le minimum biologique, le minimum de rationnement* », en affirmant que l'on doit *déterminer un standard de vie qui marque vraiment le degré d'évolution de notre civilisation* ». C'est incontestablement une idée syndicaliste. Aux marxistes orthodoxes qui ne discutaient pas la fatalité de « la loi d'airain » du capitalisme, les syndicalistes opposaient la conquête de la liberté et du bien-être ouvriers par l'action directe. Seulement c'est au gouvernement que l'on s'adresse aujourd'hui pour garantir ce minimum, avec une allusion nette à l'échelle mobile : « *Le salaire minimum garanti devra suivre l'évolution du coût de la vie et de l'accroissement de la richesse nationale* ».

L'autre notion, c'est celle du salaire professionnel qui dépend exclusivement de la valeur du travail, c'est-à-dire de la qualification professionnelle. Logiquement, il s'agit d'une prime qui s'ajoute au minimum garanti, unique pour tous les travailleurs — les dépenses incompressibles, par la définition même du terme, ne variant pas avec la hiérarchie. Ou bien, il faut réclamer — avec la Confédération des Cadres — que les allocations pour charges de famille soient proportionnelles aux salaires.

Le C.C.N maintient sa préférence pour les conventions collectives nationales. C'est peut-être par tendance centraliste. C'est surtout parce que les Fédérations craignent l'insuffisance des militants régionaux. Nous avons cependant rencontré dans les Unions des camarades dont le réalisme contrastait avec le formalisme abstrait de quelques leaders. Mais les conventions régionales sont prévues dans la résolution. On se replie sur cette proposition plus modeste : des principes généraux fixés sur le plan national, avec des modalités d'application sur le plan régional.

Reste la productivité : Formule barbare qui hérisse pas mal de militants sérieux. Certes, il n'est pas question de la confondre simplement avec la production. Certes, l'équipement des entreprises françaises démontre l'esprit réactionnaire et décadent d'une fraction importante du patronat français. Certes, il est normal et heureux que l'action ouvrière soit influencée par la « productivité » dans une industrie ou dans une entreprise. Mais ce que l'on a fait ou ce que l'on veut faire a plus d'importance que ce que l'on dit ou ce que l'on pense. Et derrière ce mot... « nouveau »... d'aucuns entrevoient le souvenir du « taylorisme » ou la prévision du « stakhanovisme ».

Le C.C.N. a lancé l'idée d'un fonds national de chômage alimenté par un versement patronal, pour développer les centres de formation professionnelle et accélérer la « reconversion » de la main-d'œuvre. Il s'est prononcé à nouveau contre l'arbitrage obligatoire.

Notons cependant une intervention de *Felce* (des Transports) qui peut conclure nos observations sur le C.C.N. : « *En régime de liberté des salaires, ceux-ci sont commandés par le rapport des forces entre employeurs et salariés. Le rapport des forces est favorable aux employeurs. De ce fait, les espoirs placés dans la conclusion des conventions collectives ou dans la fixation d'un salaire interprofessionnel garanti décent, sont des espoirs stériles. Il faut travailler d'abord au renversement du rapport des forces en présence, c'est-à-dire travailler d'une part à la réunification des forces syndicales libres ; d'autre part, à l'amélioration de la propagande F.O.*

AU CONGRES DE L'UNION DES SYNDICATS F.O. DE LA REGION PARISIENNE : LES BASES D'UNE ACTION

Le congrès de l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne qui se tenait huit jours après le C.C.N. aurait pu entendre les propos de Felce sans surprise, car ce sont les mêmes préoccupations qui animèrent tous les militants de base réunis en ces deux journées. Je me suis efforcé de suivre d'assez près l'action de l'Union dans nos colonnes pour que l'on soit convaincu ici de la part importante prise par les syndicats parisiens dans l'action du dernier trimestre de 1949 et du premier trimestre de 1950. On a tort à vouloir opposer Paris à la province. Il est vrai que la classe ouvrière parisienne est très sensible aux influences de la politique et de la démagogie. Il est normal que les syndicalistes parisiens réagissent plus directement que les autres non pour obéir à ces influences, mais pour les neutraliser ou les combattre. Mais il n'est pas vrai qu'il y ait désaccord fondamental entre Paris et la province. Au comité confédéral d'octobre 1949, il n'y eut aucune discordance entre les propositions de l'Union parisienne et celles des Unions de province. Loin de se méfier de l'impulsivité parisienne, les militants fédéraux et confédéraux gagneraient certainement à écouter leurs voisins de l'Union. Ils entendraient ainsi plus nettement la voix de tous les syndiqués.

Il m'est difficile de vanter les mérites d'un bureau auquel j'ai participé régulièrement. Je peux cependant porter à l'actif de nos permanents une activité intense qui ne ressemble guère au ronronnement bureaucratique. A l'actif du bureau tout entier une nette opposition à toutes les fractions politiques, le désir constant non de provoquer une agitation artificielle, mais d'encourager toute action spontanée de la base, la volonté de consulter le plus fréquemment possible les syndicats et de les représenter devant la direction confédérale, au

lieu de transmettre simplement les consignes du sommet à la base.

L'Union a utilisé toutes les ressources du centre confédéral d'Education Ouvrière, dans l'organisation de décades d'études dont profitent, à chaque session, trente à quarante jeunes militants. Son service juridique, outre son fonctionnement régulier, édite un bulletin d'informations intéressant. Elle a étudié, avec un souci de documentation sérieuse et étendue — que pas mal d'intellectuels et de techniciens pourraient lui envier — la situation économique, l'évolution du chômage, des causes et les remèdes possibles, le problème des transports et du logement, etc... C'était bien un bilan positif que le bureau présentait au Congrès.

Mais *Chonion* en commentant le rapport moral n'a pas seulement exposé l'action menée, qu'il s'agisse de la bataille des salaires, du maintien de l'indépendance, du projet de rassemblement pour la Paix. Il a tenu à justifier cette action par un rappel des idées-forces du syndicalisme ouvrier : la lutte contre le patronat et le gouvernement, la remise de l'entreprise aux travailleurs par l'adaptation progressive de leurs responsabilités à la gestion, l'internationalisme ouvrier.

Il est bon que de telles affirmations concluent l'exposé d'un effort concret et constructif. Car si l'on ne ranime pas la foi de la classe ouvrière en sa mission, on ne voit guère ce qui peut soutenir la persévérance des militants.

Un projet de plate-forme

Il appartenait à notre ami *Le Rai* de présenter un projet de « plate-forme » pour la propagande et le recrutement, appuyé sur une analyse sérieuse de la situation économique et internationale. Il a apporté sur le ralentissement de l'activité industrielle et commerciale, depuis le début de l'année, des éléments qui indiquent un essouflement de l'économie, un ralentissement de l'activité et laissent prévoir une diminution des rentrées fiscales, donc un alourdissement du déficit budgétaire, cependant que la revalorisation du franc augmente les difficultés de l'exportation.

Dans sa « branche », — où les affaires dépendent presque exclusivement du pouvoir d'achat des salariés, on note par exemple : que la plus grosse chocolaterie de la région parisienne vend actuellement 35 tonnes contre 60 avant la guerre, qu'une maison de vins débite 400.000 bouteilles en 1950 contre 450.000 l'année dernière, que les recettes d'un magasin de détail ont fléchi sur l'année dernière de 300.000 fr. par mois, que la campagne sucrière s'ouvre, pour la première fois depuis la fin de la guerre, par un appréciable report de stocks.

En de telles conjonctures, les discussions sur la productivité ne peuvent aboutir qu'au renforcement des bénéfices capitalistes et à l'aggravation du chômage. Aussi n'admet-il la participation à une commission de la productivité que si le gouvernement mène efficacement une politique tendant : 1.) *à la baisse des prix agricoles;* 2.) *à la suppression du crédit aux intermédiaires;* 3.) *à l'attribution de la contre-partie du plan Marshall à la reconstruction;* 4.) *au fonctionnement immédiat de l'assurance chômage;* 5.) *à la répression de la fraude fiscale.*

Le Rai se prononce pour une politique de « hauts salaires ». Il pense que pour obtenir la signature de conventions collectives favorables, il faudra passer à l'action, en octobre prochain. Et pour cela la réunification du syndicalisme libre s'impose préalablement. Il ne faut pas seulement apprécier les effectifs. Il faut attirer à nous les militants de la C.N.T., des Fédérations autonomes, mêmes des indépendants qui se sont trompés de bonne foi, même ceux qui sont demeurés à la C.G.T., sans s'aligner sur le stalinisme.

Dans sa conclusion, Le Rai insiste sur cette vieille idée que le syndicalisme est à la fois réformiste et révolutionnaire — si le réformisme n'est pas un simple appui du conservatisme, si le syndicalisme révolutionnaire ne se contente pas de formules mortes ; — c'est un syndicalisme de classe, rejetant la notion de nation, comme celle d'impérialisme que nous servirons avec le seul espoir — comme disait Jules Vallès — de voir « *nos noms affichés dans l'atelier des guerres sociales, comme ceux d'ouvriers qui ne furent pas fainéants...* »

Confrontation d'expériences

Au cours des deux journées de Congrès, on a entendu des militants exposer le résultat des expériences vécues, au cours de l'année — à la S.N.C.F., dans l'Eclairage, chez les Employés, dans l'Enseignement technique, dans le petit personnel de l'Education nationale. Notons en passant une discussion fort intéressante entre *Perdreau* et *Sidro* sur le grave problème des habitations ouvrières.

On s'étonnerait de l'absence d'une expression plus systématique des différentes tendances syndicales. Une solide affirmation de *Thorel* (du Papier-Carton) contre l'arbitrage obligatoire, un exposé doctrinal de *Suzy Chevet* (des Services du Travail) sur la grève gestionnaire éclairèrent le débat sur l'orientation.

Roger Paul (du Livre), parlant au nom de la minorité de son syndicat, tint sur l'unité d'action des propos que nos camarades de « l'Ecole Emancipée » n'auraient pas désavoués. *Boucher* (Ports et Docks), dont la Fédération a engagé contre les staliniens une lutte impitoyable lui opposa son irréductible hostilité à tout accord avec les agents de Moscou. Il critiqua même les grèves de la métallurgie et se prononça pour une action réformiste conséquente.

Contradiction que l'on ne pouvait affaiblir. Mais ce qui est significatif, c'est que sans mécanique application de la représentation proportionnelle, Roger Paul et Boucher furent élus en très bon rang à la Commission Exécutive.

On pouvait s'attendre à un débat pénible entre les représentants des corporations qui furent engagées dans les luttes du premier trimestre, entre les militants de la métallurgie qui avaient éprouvé quelque ressentiment de leur isolement dans une bataille dont les résultats ne répondirent pas aux sacrifices subis — et ceux du Métro qui rompirent brutalement avec les cégéto-staliniens et poursuivirent les négociations, en marge d'une grève impopulaire et vaine.

On n'évita pas cette confrontation nécessaire. Mais on s'en tira sans meurtrissures, ni humiliations. C'est sans passion que *Bourgoin* (du Métro) justifia une action dont l'efficacité n'est pas douteuse, et l'on apprécia l'énergie avec laquelle il réclama la priorité pour la revalorisation des petits salaires. *Blanchard* (des Métaux) affirma que le Syndicat et la Fédération s'étaient renforcés au cours de la lutte, que dans presque toutes les entreprises des section F.O. se constituaient. Il dénonça vigoureusement la responsabilité du gouvernement qui favorise l'agitation stalinienne et se refusa d'admettre une productivité dont la charge retomberait entièrement sur les travailleurs. La conclusion du débat aboutit à un résultat qui consolide l'Union. Les malentendus qui s'étaient élevés l'année dernière entre le syndicat des Métaux et le bureau de l'Union sont officiellement dissipés. Deux représentants du syndicat sont élus à la Commission exécutive. L'un d'eux siège au bureau, aux côtés de Bourgoin. De cette heureuse issue du congrès, nous nous réjouissons sans réserves.

J'aurai terminé cette revue trop brève des débats du congrès, en signalant deux interventions où nous trouverons des aliments pour notre action et notre propagande. Celle de mon vieux camarade *Vidal* (des Finances) qui, sur le ton goguenard, invita les censeurs de la Commission des économies à diriger leur vigilance du côté des hauts fonctionnaires dont les dépenses somptuaires défient le bon sens et la pudeur, et qui précisa qu'une réforme de l'administration pour être efficace devrait dépendre exclusivement des initiatives syndicales. Celle de *Stephan*, jeune ouvrier de Renault, qui dans une intervention remarquable esquissa une politique ouvrière internationale et attira l'attention du congrès sur les moyens pratiques de groupement des jeunes.

L'APPEL AUX AUTONOMES

C'est à dessein que je n'ai rien dit des débats et décisions du C.C.N. et du Congrès, quant à la défense de la paix et l'unité syndicale. Car nous pensons sur ces deux terrains poursuivre avec nos amis autonomes une conversation qui n'aura plus le caractère d'un dialogue ou même d'un monologue.

Un programme pacifiste

Il est, en effet d'une évidence indiscutable, que les idées sur la paix et l'action internationale qui se sont affirmées au C.C.N. de la C.G.T.-F.O. et au Congrès de l'Union des Syndicats parisiens se confondent, par l'esprit et par la lettre, avec celles des deux grandes tendances qui dominent « l'autonomie »... celle de la majorité de la Fédération autonome de l'Education Nationale ; celle de la Fédération des Syndicats autonomes et du groupe de l'Ecole Emancipée.

Avant la guerre, nous avions tenté une synthèse du pacifisme et de l'internationalisme ouvrier. Etait-ce possible ? Est-ce possible aujourd'hui ? Les difficultés, si l'on veut bien se garder de la confusion du verbalisme, n'ont pas varié dans leur essence. Il s'agit toujours de l'existence du totalitarisme... hitlérien, hier — stalinien, aujourd'hui — qui fausse les données du problème.

Mais cette controverse nécessaire s'engage au sein de F.O., comme au sein des organisations autonomes. C'était là justement ce qu'il fallait démontrer.

La résolution du C.C.N. révèle le même esprit que celles qui ont clos les débats d'ordre économique et social. Etablir un programme international, qui puisse être réalisé immédiatement..., et dont la réalisation n'implique pas l'emploi de moyens révolutionnaires, mais suppose une intervention des organismes syndicaux internationaux et européens, soit pour influencer les gouvernements, soit pour les contrôler. Constituer l'Europe, construire une unité économique européenne avec, comme première étape, les accords franco-allemands... nous reconnaissons que ce sont là des objectifs qui se placent hors d'une politique purement ouvrière. Mais nos possibilités actuelles ne sont-elles pas limitées ? Au reste ce qui nous parait essentiel, c'est de bannir le nationalisme, sous toutes ses formes, de la conscience ouvrière. Les accords franco-allemands, les accords franco-italiens peuvent-ils résoudre les questions qui se présentèrent, ces trente dernières années, sous l'aspect de guerres froides... ou chaudes ? Hitler a grandi sur les ruines de la politique de Locarno. Au reste on peut se guider par l'antithèse. L'homme qui symbolise la grotesque « politique de grandeur française » par sa taille illimitée et son intelligence bornée se dresse contre tout abandon de la souveraineté nationale... parallèlement aux défenseurs du nationalisme... russe ! Mais, si l'on peut douter de l'efficacité de ces accords, quant à la consolidation de la paix, on ne doutera pas de leur influence sur la solidarité des prolétariats français, allemand et italien. On a entendu au C.C.N. des propos quelque peu inquiétants sur la nécessité de protéger les intérêts français. La majorité a heureusement réagi. Le chômage en Italie et en Allemagne, de 1920 à 1933, assura le recrutement des troupes d'assaut de Mussolini et de Hitler... et joua son rôle dans le déclenchement de la machine infernale.

Tout dépendra en fin de compte de l'activité de la Confédération Internationale des Syndicats libres. Peut-être un observateur subtil aurait-il senti dans les ambitions européennes développées au C.C.N., quelque vague réaction contre l'influence américaine et britannique ? Ce n'est pas pour nous plaire... car le nationalisme élargi à l'Europe occidentale prouverait vite une nocivité renforcée. Mais ce n'est pas pour déplaire à ceux qui répugnent à rejoindre F.O. par crainte d'être asservis à Truman (! ?)... D'ailleurs c'est Walusinski qui fut chargé au C.C.N. de rapporter sur la résolution.

Ce serait gênant de le présenter et bien inutile, ici. Il nous semble qu'il a toujours participé à la vie de la « R. P. » et qu'il avait — pour reprendre le mot pascalien — trouvé celle-ci avant de l'avoir cherchée. Mais c'est en lui que s'associent le plus spontanément la fidélité à la classe ouvrière et le service de la « patrie humaine »... tout ce qui caractérisait le pacifisme des instituteurs syndicalistes d'avant-guerre. Lorsqu'il parle de la lutte contre l'abrutissement belliciste de l'enfance et de la jeunesse, lorsqu'il défend le peuple russe contre Staline, il a le droit d'évoquer Georges Lapierre... et je croyais entendre encore Louis Roussel comparer en 1938, « nos camarades allemands »... à un infirme de guerre qu'on suit avec une affectueuse pitié.

Un rassemblement des syndicalistes et des pacifistes

Au congrès de l'Union des Syndicats, le programme n'a été conçu que dans le but de favoriser le rassemblement des pacifistes et syndicalistes libres. Le bureau de l'Union avait lancé, dès février, un appel que Chonion a commenté brièvement en dégageant son inspiration hostile à tout bloc impérialiste, à toute justification de la guerre menée par des Etats ou coalitions, hors des intérêts propres de la classe ouvrière. Afin de prouver notre volonté d'unité, nous avions choisi comme bases du rassemblement, les résolutions votées par la Confédération Internationale des Syndicats libres et par la majorité de la Fédération autonome de l'Education Nationale. Celle-ci ne nous a pas répondu, mais a adressé au C.C.N. de la C.G.T.-F.O. une lettre dans laquelle on peut retrouver l'essentiel de nos propositions. On comprend mal dans ces conditions que le bureau du Syndicat autonome des Instituteurs (« Ecole Libératrice » du 1er juin 1950), affirme que « la perspective de contacts ne peut être raisonnablement envisagée »... parce que F.O. se maintient sur une position anticommuniste et anticégétiste... alors que le refus de se laisser entraîner dans la politique des blocs — ce qui est exactement la position de l'Union — exclut toute possibilité d'accord avec ceux qui poussent le respect des consignes staliniennes, jusqu'à qualifier de trahison un simple projet de voyage en Yougoslavie.

Ce que nous avons dit au congrès, ce que celui-ci a adopté, ce sont des idées familières aux lecteurs de la « R. P. ».

D'abord, le caractère de classe de notre action internationale : la Confédération Internationale des Syndicats libres doit être ouverte à toutes les organisations syndicales de tous les pays, de tous les continents, qui auront prouvé d'une manière indiscutable leur indépendance à l'égard de tous les Etats et de tous les gouvernements et qui accordent toute liberté d'expression aux minorités existant dans leur sein.

On ne rejette pas l'idée d'une action directe contre la fabrication et le transport d'armes... à condition que la décision dépende de l'autorité d'organisations syndicales internationales libres. » Pour imaginer, comme certains « défenseurs du syndicalisme » que c'est là une concession à la F.S.M. et au stalinisme, il faut ne rien comprendre au terme de syndicalisme libre.

La Confédération Internationale, ajoute-t-on, « *doit s'efforcer d'établir et de faire triompher une politique internationale exclusivement ouvrière.* »

Quant aux conditions d'accord, si elles excluent les défenseurs du totalitarisme... elles excluent aussi les partisans d'une politique gouvernementale, par ces deux formules « lutte contre la colonisation sous toutes ses formes — règlement rapide du conflit indochinois, conformément aux aspirations des travailleurs vietnamiens. »

Répétons-le. Les deux résolutions du C.C.N. et du Congrès réalisent la synthèse du pacifisme traditionnel et de l'internationalisme ouvrier. Elles ne concluent pas la discussion entre les syndicalistes libres... mais elles accordent « droit de cité »... droit de participation aux débats... à tous les militants, à toutes les idées qui s'expriment au sein de F.O. et des syndicats autonomes... à la seule exclusion des consignes et des hommes staliniens...

Les autonomes entendront-ils notre appel ?

Cette exclusion ne gêne pas la Fédération des syndicats autonomes. Et je persiste à ne pas comprendre les motifs qui les éloignent de nous, qui les empêchent de répondre à l'appel du C.C.N.-F.O. Les élections à la Sécurité Sociale offraient l'occasion d'un regroupement, que les responsables de F.O. souhaitaient ardemment. Que l'on ait répondu à toutes leurs démarches par la constitution d'une liste autonome... me surprendrait, si je ne connaissais l'épaisseur imperméable de l'esprit « doctrinaire »... Ma liberté de jugement ne dépend pas de résultats que j'ignore encore. Si c'est un succès au moins moral pour la liste autonome, cela encouragera les partisans de l'isolement... Si c'est un échec, ceux qui craignent l'entrée à F.O. d'éléments non conformistes en tireront quelque avantage. Dans

les deux cas, coup porté à l'unité... Raisons de plus pour persister dans notre effort.

Mais parlons nettement. Dans la Fédération autonome de l'Education Nationale, le seul argument formulé contre l'adhésion à F.O., c'est le désir de ne pas se séparer des staliniens. On reconnaît que l'unité avec ceux-ci s'avère de plus en plus difficile, que la C.G.T. « a lié de plus en plus étroitement ses mots d'ordre à ceux du parti communiste ». On reconnaît que la présence des cégéto-staliniens au bureau du Syndicat des Instituteurs leur offre la possibilité de répandre dans le syndicat les mots d'ordre de la C.G.T., du P.C. et des Partisans de la Paix... et on admet implicitement que cette présence n'a pas d'autre cause, ni d'autre effet. »

On déplore que la liberté d'expression dans l'Ecole Libératrice (dont ne jouissent pas les partisans de F.O.) permette aux staliniens de publier dans la revue officielle du syndicat, des articles d'une injustice provocante contre les maîtres de l'Ecole laïque. (Rapport moral d'Aigueperse. « Ecole Libératrice » du 1er-6-1950).

On a même utilisé un article sur les manuels scolaires en U.R.S.S., dont on nous avait refusé l'insertion l'année dernière, pour démontrer l'asservissement de l'enfance russe à la plus implacable des religions d'Etat.

Qu'il s'agisse de l'action corporative, dont on réprouve l'utilisation dans la lutte contre le plan Marshall, de l'action internationale, de l'action laïque,... on exprime (oh ! avec des prudences de style qui estompent la réalité) une opposition à la ligne cégéto-stalinienne qui se tient sur le prolongement de la tendance fondamentale de F.O... celle qui explique et justifie la scission confédérale ! Mais dès que l'on aboutit à cette constatation aveuglante, on tourne court, et lorsqu'on ne reprend pas contre F.O. des arguments démentis formellement par l'action et les résolutions de notre centrale... on se contente de lui reprocher son « anticommunisme »... c'est-à-dire l'essentiel de ce que l'on pense et dit soi-même.

J'entends encore les observations sarcastiques de nos amis de l' « Ecole Emancipée », sur le réformisme des dirigeants de F.O. Outre que les débats du C.C.N. et du congrès des syndicats parisiens prouvent que le syndicalisme révolutionnaire — le plus authentique — s'exprime librement au sein de F.O... on aurait quelque peine à déceler un désaccord fondamental entre Neumeyer et Lavergne sur les grands problèmes d'orientation syndicale.

Dans son rapport moral, Aigueperse signale « des initiatives en vue d'un regroupement des organisations non-communistes, dont une des pièces maîtresses serait la C.F.T.C. » A quelles initiatives, Aigueperse pense-t-il ? Pas à celles dont le C.C.N. et le congrès des syndicats parisiens ont discuté, dans une audience unanimement favorable. Au C.C.N., comme au congrès, il n'a été question de la C.F.T.C. que pour critiquer son double jeu. On a envisagé — au sein même de la Fédération des Syndicats autonomes — de détacher la minorité de la C.F.T.C Cette idée ne se confond nullement avec la fusion pure et simple de F.O. et de la C.F.T.C. Et même sous cette forme, elle n'a été défendue par personne au sein du C.C.N. et du congrès. A quel mobile, Aigueperse a-t-il obéi en lançant une insinuation qui circulera facilement chez les instituteurs de province, farouchement laïques ? Il sait que l'appel de F.O. s'adresse exclusivement aux autonomes. Il sait que l'Union des Syndicats a exclu la C.F.T.C. des organisations convoquées pour la discussion d'un programme pacifiste. Craint-il donc à ce point l'influence F.O. au sein de son syndicat ? Et pourquoi la craint-il ?

Car c'est là où je confesse mon incompréhension. Que les dirigeants de la Fédération autonome de l'Education Nationale aient jugé préférable la solution provisoire de l'autonomie... c'est une tactique que l'on peut discuter. Mais ils se devaient de favoriser le groupement des militants syndicalistes de l'Enseignement au sein de F.O. Ils auraient dû imiter les dirigeants des Amicales qui, avant la guerre de 1914, adhéraient individuellement à la C.G.T.

Pour constituer une force capable de contrebalancer l'influence cégéto-stalinienne, en s'appuyant sur une solidarité ouvrière concrète. Pour assurer surtout la représentation du syndicalisme universitaire au sein de F.O... afin de prolonger l'effort mené avant 1939, au sein de la C.G.T.

Non seulement ils ne l'ont pas fait, mais ils traitent en suspects ceux qui s'efforcent de tenir une place *qui ne peut pas rester vide*. Et ils n'ont quelque indulgence que pour les F.O. honteux qui n'osent avouer publiquement leurs sympathies...

Faut-il répéter que mon étonnement — loin d'être justifié par je ne sais quels ressentiments — n'est inspiré que par la confiance et l'estime réciproque qui nous unissaient hier ? Nous sommes demeurés exactement sur la position qui nous était commune. Ne comprennent-ils pas que notre ténacité dans nos appels est le meilleur hommage que nous puissions leur rendre ?

Mais cette année, le choix s'impose à nouveau. La volonté du C.C.N. F.O. a été formelle. On veut que le 2e congrès de la C.G.T.-F.O. soit un congrès d'unité. On est prêt à examiner toute procédure capable de préparer soit avant, soit après le congrès, la fusion des syndicats autonomes et des syndicats F.O. Nous avons voulu par une motion précise, poser la question devant le congrès du syndicat autonome des Instituteurs.

Rien ne peut empêcher l'unité du syndicalisme libre... rien sinon la volonté de ménager les pires ennemis du syndicalisme libre... Le maintien de l'unité corporative n'est qu'une duperie, lorsque l'on sait qu'une fraction de la Fédération n'obéit qu'à des ordres extérieurs. Il ne pourrait se concevoir — encore les staliniens ne le permettraient pas — que dans la neutralité corporatiste la plus restrictive. Il appartient à Aigueperse, à Bonissel, à Forestier, d'accomplir en 1950 un geste décisif — exactement du même ordre que celui par lequel en 1919, Roussel et Glay brisaient l'unité de la Fédération des Amicales pour rejoindre la C.G.T.

L'unité du syndicalisme libre ne dépend pas exclusivement de la détermination des instituteurs autonomes, mais elle en sera suffisamment influencée pour que ceux-ci pèsent leurs graves responsabilités.

Roger HAGNAUER.

Epuration et Syndicalisme à l'U. D. de Seine-et-Marne

Au congrès de l'Union départementale Force ouvrière de Seine-et-Marne, le 7 mai dernier, la question de l'épuration a été posée et résolue en ce qui touche les camarades Gayte, ancien secrétaire de l'U. D., et André, ancien secrétaire de l'Union locale de Melun.

Voici la résolution votée *à l'unanimité :*

Le Congrès annuel de l'U.D. F.O. réuni à Paris, au siège de la Confédération le 7 mai 1950, a examiné les cas des camarades Gayte et André, exclus à vie de toute organisation syndicale par un congrès tenu par la C.G.T. colonisée de 1945.

Le congrès constate que :

1.) *Gayte et André ont été condamnés sans avoir été entendus ni convoqués par aucun congrès, tribunal ou jury.*

2.) *Gayte et André ont payé de leur exclusion leur attachement à l'indépendance syndicale, parce qu'ils ne voulaient pas se mettre au service de l'idéologie stalinienne.*

3.) *Gayte et André, sous le couvert des lois de Vichy, n'ont cessé de servir la cause ouvrière dans le sens où le demandaient, au micro de Londres, les représentants officiellement mandatés de la C.G.T. clandestine.*

4.) *Gayte et André n'ont jamais démérité de la cause syndicale et, en conséquence, c'est un devoir de justice et de réparation que de les réintégrer dans le syndicalisme d'où les a exclus une décision que les syndicalistes libres n'ont jamais acceptée.*

C.N.T. et R.P.

"Hénaurme", en effet

Bien des points pouvaient être discutés dans l'article de Duperray « Pour un parti républicain du syndicalisme », de la « R.P. » de mai. C'est justement pour cela que nous l'avions publié. Comme nous avions publié en janvier l'article de Lacarce « Pour la création d'une Fédération syndicaliste ». Lacarce et Duperray posaient au fond le même problème : le rassemblement des militants syndicaux d'esprit révolutionnaire, dispersés dans les diverses centrales et même hors d'elles, en pleine nature. C'est, sans nul doute, un des problèmes importants du moment.

Est-ce à dire que nous faisions nôtre la solution de Lacarce ou celle de Duperray ? Aucunement. Le cuisinier de la « R.P. » aurait pu mettre ces articles sous l'enseigne « Tribune libre ». Il ne l'a pas fait. Mais personne ne s'est mépris. La « R.P. », pour une bonne part, n'est-elle pas une grande tribune libre ?

L'article de Duperray n'a été qu'un prétexte ou une occasion pour le *Combat Syndicaliste*, l'organe de la C.N.T., de dire ce qu'il avait sur le cœur à l'égard de la « R.P. » et de Monatte. Il s'est soulagé. Grand bien lui fasse !

Cette attaque ne nous surprend pas. Elle aura même son utilité. A plusieurs points de vue.

Utile pour nous, car il est toujours bon de connaître ses ennemis. Certaines haines, qui avaient l'air d'avoir désarmé, n'étaient qu'assoupies.

Utile pour les camarades comme Duperray qui se font des illusions. Ils voient là, sur le fait, que le rassemblement envisagé se heurte à de gros obstacles. Le sectarisme — de la plus basse qualité — des dirigeants de la C.N.T. est un de ces obstacles.

Ils écrivent : « Quand Monatte et Louzon seront députés — ou ministres... » Du moment que Duperray parle d'un parti syndicaliste, il s'ensuit que Monatte et Louzon brûlent d'envie d'être députés ou ministres. En réalité nos deux camarades ont dû bien rire à cette nouvelle ébouriffante.

Mais ce mot de ministre, les rédacteurs du *Combat syndicaliste* feraient bien de retourner plusieurs fois leur plume dans l'encrier avant de l'écrire. N'est-ce pas quelqu'un de chez eux qui se vantait d'être le futur ministre du Travail du cabinet de Gaulle à venir ? Ce que le *Combat Syndicaliste* de mars qualifiait pudiquement de tentative de pénétration gaulliste lors de la constitution de la C.N.T. On arrange l'histoire comme on peut.

On écrit encore : « La « R.P. » continue son travail de confusion dans le mouvement syndical. » Nous qui nous figurions faire un travail de clarification ! Et même de rapprochement des hommes sur le terrain des idées. Bien sûr nous n'encaissons pas le bluff. Nous ne croyons pas qu'on crée une C.G.T. en commençant par le toit. Nous ne pensons pas qu'il suffit de se prétendre syndicaliste pour l'être effectivement.

On ajoute à l'adresse de Monatte : « Qui fera la somme du mal qu'a pu faire l'homme qui fonda la *Vie Ouvrière* d'avant l'autre guerre, dont la « R.P » actuelle n'est que la continuatrice ? » Nous qui nous figurions que Monatte n'avait pas si mal travaillé, avec la « V. O. » d'avant 1914, ni pendant la guerre de 14-18, ni en 1919 et après, ni en 1924 et depuis avec la « R. P. ». Nous pensons même qu'il serait plus facile de faire le bilan de faillite de ceux qui nous attaquent aujourd'hui ; au long de ces trente dernieres années, ils n'ont guère fait autre chose que caricaturer le syndicalisme.

Le *Combat Syndicaliste* conclut en espérant que « l'hénaurmité » de Duperray — et de la « R. P. » —ouvrira les yeux des plus aveugles.

Espérons, en effet, que « l'hénaurmité » que constitue l'attaque du *Combat Syndicaliste* contre la *Révolution Prolétarienne* ouvrira les yeux à pas mal, même dans les rangs de la C.N.T.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 2 MAI. — Fin de la grève des **dockers londoniens.**

Formation en **Italie** d'une confédération syndicale libre par la fusion des centrales détachées de la C.G.T. stalinisée.

VENDREDI 5 MAI. — M. Usak, président du conseil des commissaires **slovaques**, est relevé de ses fonctions sur proposition du Front national slovaque.

DIMANCHE 7 MAI. — Présentation d'un nouveau cabinet **vietnamien.**

En **Grèce**, suppression du camp de concentration de Makronissos.

LUNDI 8 MAI. — Réunion de la Commission supérieure nationale des conventions collectives qui doit définir un **budget-type** de la dépense ouvrière.

La grève générale est évitée en **Finlande** grâce à un accord entre la C.G.T. et la confédération du patronat

MARDI 9 MAI. — Le gouvernement français présente un projet de **pool européen du charbon et de l'acier.**

L'Assemblée nationale par 399 voix contre 179 approuve le retrait du mandat gouvernemental de **M. Joliot-Curie.**

JEUDI 11 MAI. — Le maréchal russe Rokossowski est nommé membre du politbureau polonais.

Arrivée à **Moscou** de M. Trygve Lie, secrétaire des Nations Unies.

VENDREDI 12 MAI. — Elections municipales en Angleterre. Les conservateurs gagnent 211 sieges.

Coup de grisou dans les charbonnages belges de la région de Charleroi. 39 morts.

Par 410 voix contre 180, l'**Assemblée nationale** vote 420 milliards de crédits militaires.

SAMEDI 13 MAI. — Réunion du comité confédéral national de la C.G.T.F.O.

DIMANCHE 14 MAI. — Elections générales en Turquie. Le parti républicain populaire d'Ataturk est battu par l'opposition démocrate.

JEUDI 18 MAI. — Réunis à Londres, les douze ministres formant **le Conseil de l'Atlantique-Nord** décident la création d'un organisme permanent.

VENDREDI 19 MAI. — Grève perlée des **agents de police** parisiens de la circulation.

SAMEDI 20 MAI. — Coup de grisou dans une **mine de la Ruhr** à Gelsenkirchen : 71 morts.

Congrès de **l'Union des Syndicats F.O.** de la région parisienne.

LUNDI 22 MAI. — Le président Truman dénonce l'U.R.S.S. comme responsable de l'aggravation de la tension internationale.

Rupture entre la S.N.C.F. et le Comité d'entente des **cheminots.**

MARDI 23 MAI. — M. Djelal Bayar, démocrate, est élu président de la **République turque.**

JEUDI 25 MAI. — Installation à Saigon d'une mission économique **américaine** pour l'Indochine.

Réunion à Bruxelles du Comité exécutif de la **Confédération Internationale des Syndicats Libres.**

VENDREDI 26 MAI. — L'Angleterre accepterait de participer à des conversations franco-allemandes sur le **pool charbon-acier.**

SAMEDI 27 MAI. — En **Bulgarie**, les ministres des Affaires Etrangères et de la Défense Nationale sont relevés de leurs fonctions.

Offensive des troupes du **Vietminh** à Dongkhé, non loin de la frontière du Tonkin et de la Chine.

LUNDI 29 MAI. — Rassemblement à **Berlin** (zone soviétique) de « 500.000 chemises bleues » de l'Allemagne orientale

MARDI 30 MAI. — Le nouveau gouvernement turc se prononce contre l'étatisme économique.

MERCREDI 31 MAI. — Mons, résident général en **Tunisie**, est appelé à d'autres fonctions.

Grève du Textile en **Belgique.**

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI 1950

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	44.565	
De soutien	13.500	
		58.065
Souscription		6.000
Vente au numéro		2.640
Publicité		1.200
Remboursements téléphone		270
Total des recettes de mai		68 175
Caisse et chèque postal au 1er mai		283.715
		351.890

DEPENSES

Impression		
Numéro d'avril (2.500 ex.)	50.500	
Cliché	900	
Supplément	9.600	
		61,000
N.-B. — Le numéro de mai n'était pas payé.		
Routage, affranchissements, expéditions		7.895
Téléphone		1.245
Frais généraux		314
Total des dépenses de mai		70.454
Solde au 31 mai 1950 :		
Caisse	3.676	
Chèque postal	277.760	
		281.436
Balance		351.890

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1er mai	1.450
Au 31 mai	1.464

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dambourgès (Pyrénées-Orientales) 1.000 ; A. Beau (Loire) 1.000 ; Sousbie (Loire) 1.000 ; F. Charbit (Haute-Garonne) 1.000 ; R. Salmet (Paris) 500 ; J. Garchery (Eure) 1.000 ; Broussaudier (Loir-et-Cher) 1.000 ; A. Roubaud (Haute-Garonne) 1.000 ; M. Guenec (Seine-et-Oise) 1.000 ; Hallier (Seine) 1.000 ; M. Ducros (Paris) 1.000 ; Chambon (Paris) 1.000 ; Taragnat (Seine) 1.000 ; Hubert (Seine) 1.000. — Total : 13.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Mme Allègre (Alger) 100 ; Viale (Seine) 200 ; Teilhac (Gironde) 100 ; G. Hugou (Basses-Alpes) 100 ; M. Habouzit (Rhône) 100 ; G. Bailot (Eure-et-Loir) 100 , L Glodeau (Seine) 100 ; J. Sauzet (Allier) 100 ; Désarménien (Puy-de-Dôme) 100 ; G. Souque (Gironde) 100 ; J. Rigal (Haute-Garonne) 250 ; S. Guillou (Côtes-du-Nord) 100 ; H. Thomas (Saône-et-Loire) 100 ; H. Féraud (Hérault) 100 ; Marthe Bigot (Paris) 100 ; M. Gény (Seine) 100 ; A.. Pompéi (Maroc) 300 ; Debord (Alger) 100 ; Houpeau père (Seine-et-Oise) 100 ; Mitelette (Aisne) 100 ; G. Thomas (Indre) 100 ; G. Toussy (Seine) 100 ; J. Métivier (Deux-Sèvres) 200 ; Anonyme (Loire) 1.000 ; E. Ballereau (Indre) 100 ; J. Reboul (Ardèche) 100 ; H. Ploquin (Seine) 100 ; M. Leblanc (Aisne) 600 ; Dufour (Aude) 100 ; M. Millet (Cher) 100 ; R. Wipff (Paris) 100 ; Ch. Prieur (Paris) 100 ; S. Lefèvre (Calvados) 200 ; Descarsin (Seine-et-Oise) 100 ; Mme Puyoo (Landes) 100 ; Castets (Landes) 100 ; J. Gassies (Landes) 300 ; Gayte (Seine-et-Marne) 50. — Total : 6.000 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Charbit (Toulouse), 420 ; Hérault, 400 ; « Libertaire » (mars, avril) 1.200 ; Monatte, 80 ; Divers, 540. — Total : 2.640 francs.

●

Merci à toutes et à tous !

ENTRE NOUS

Avis aux négligents

Vous le verrez, page 3 de la couverture, le nombre d'abonnés se maintient. Nous n'osons pas dire qu'il progresse, quoiqu'il soit en légère hausse.

Pourquoi ? Parce qu'un certain nombre de ces abonnés sont en retard, qu'ils n'ont pas expédié leur renouvellement — bien que nous les ayons avisés par lettre affranchie à 15 francs.

Toujours la négligence, quoi !

Tant et si mal que, si nous appliquions rigoureusement la règle, c'est-à-dire la suppression quand le renouvellement n'est pas parvenu un mois après l'échéance, eh bien ! nous devrions compter une bonne centaine d'abonnés en moins !

Aussi allons-nous faire un essai, dont le résultat nous dira si nous sommes dans le vrai lorsque nous pensons que la moitié, au moins, de ces retardataires sont des négligents.

Amis retardataires (retardataires, mais toujours amis), nous allons vous rappeler à l'ordre par le seul moyen qui nous restera après cet appel. C'est-à-dire que nous allons vous faire présenter à domicile, par le facteur, un reçu de renouvellement d'un an, auquel nous ajouterons la somme nécessaire à la récupération des frais réclamés par les P.T.T. (Il ne serait pas juste de faire supporter ces frais à la caisse de la « R. P. »).

Si vous ne voulez pas que ce reçu vous soit présenté, expédiez-nous, à lecture de ces lignes, votre réabonnement (ou écrivez-nous de patienter). Dans le cas contraire, c'est le facteur qui, fin juin ou début juillet, frappera à votre porte, où il recevra, nous l'espérons, un bon accueil.

Il est impossible, vous en conviendrez, de continuer très longtemps des abonnements non réglés. Nous allons essayer ce moyen de connaître, malgré tout, la réponse des retardataires. Si la négligence est vraiment la cause de leur retard, alors ils régleront au facteur. Si, contrairement à ce que nous pensons, ils ne veulent plus nous lire, ils refuseront de payer et, au retour du reçu, nous supprimerons l'abonnement.

Nous aurions voulu ne pas recourir à ce moyen.

Mais, en supprimant sans rappel, nous avons trop souvent l'impression de perdre des abonnés à tort. La revue ne cesse peut-être pas d'intéresser ceux que nous biffons. Seulement, ils ont la flemme de passer à la poste. Envoyons donc la poste chez eux. Nous verrons bien.

PETIT COURRIER

— Un camarade désire se procurer une collection de la « R. P. » d'avant-guerre. A défaut de la collection complète, il serait acquéreur d'une ou de plusieurs années. Nous faire les propositions.

— Un abonné possède des livres en double et les céderait volontiers à des camarades. Le prix en serait versé à la souscription. Voici la liste des volumes disponibles : « De la révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline » (Ed. internationales. Paris-Copenhague) ; « La C.G.T. », par Jouhaux (Gallimard, 1937) ; « Ce qu'est devenue la Révolution russe », par M. Yvon (R.P.) ; « le Bolchevisme mondial », par Martov (Nouveau Prométhée, 1934) ; « Les Gaspillages des sociétés modernes », par J. Novicow (Alcan, 1894) ; « L'Afrique Noire », par J. Weulersse (Fayard, 1934) ; un lot (dépareillé) de brochures de Jean Grave (la Révolte et les Temps nouveaux, 1921-1935). Nous écrire.

— Nous voudrions faire un recensement des abonnés par professions. Mais nous ne connaissons pas toujours la profession de nos abonnés. A l'occasion d'une correspondance ou d'un renouvellement, prière de vouloir bien nous donner le renseignement.